ISSN 0299-0377

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

**RECUEIL
DES
ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA
PRÉFECTURE**

ANNEE 2016

BIMENSUEL

N° 19

3 octobre

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE

Année 2016 - N° 19

3 octobre 2016

S O M M A I R E

INFORMATIONS GENERALES

**Les textes cités peuvent être communiqués ou consultés dans leur version intégrale
sous le timbre des services concernés**

Le recueil des actes administratifs est consultable sur le site :

<http://www.bas-rhin.gouv.fr>

publications / publications officielles / RAA recueils des actes administratifs

ACTES ADMINISTRATIFS

DELEGATIONS DE SIGNATURE

PREFECTURE - Secrétariat Général

- Délégation de signature à **M. Philippe RECOUS**, Directeur Départemental de la Protection des Populations du Bas-Rhin – 21.09.2016 1846

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

- Subdélégation de signature à des agents de la direction départementale de la protection des populations – 22.09.2016 1850

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST

- Délégation de signature en faveur de **Mme Séverine PREPIN**, placée directement sous l'autorité de Mme Florence PERRAT chargée des fonctions de directrice de l'administration générale et des finances au secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Est – 28.09.2016 1853
- Délégation de signature en faveur de **M. Jean-Noël DEVILLERS**, délégué interrégional au recrutement et à la formation de la police nationale Est – 28.09.2016 1858
- Délégation de signature en faveur de **M. Gérard CARDALIAGUET** directeur de l'école nationale de police de Reims – 28.09.2016 1859

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE, CHAMPAGNE-ARDENNE, LORRAINE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

- Délégation de signature au service des impôts des particuliers d'Illkirch Graffenstaden – 03.10.2016 1861
- Délégation de signature au Service des Impôts des Entreprises de Strasbourg-Est – 03.10.2016 1863
- Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts (mise à jour au 3 octobre 2016) – 03.10.2016 1866
- Délégations spéciales de signature pour le pôle Pilotage et Ressources – 03.10.2016 1868
- Délégations spéciales de signature pour le pôle Gestion Publique – 03.10.2016 1870
- Subdélégation de signature relative à la gestion de la cité administrative de Strasbourg – 03.10.2016 1874
- Délégation de signature au Service des Impôts des Particuliers de Strasbourg-Est – 03.10.2016 1875

- Délégation générale de signature au directeur du pôle gestion publique – 03.10.2016 1878
- Délégations spéciales de signature pour la Division Domaine – 03.10.2016 1879
- Subdélégation de signature relatif à la gestion des biens domaniaux – 03.10.2016 1881
- Subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire – 03.10.2016 1882

HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG

- Décision portant délégation de signature n°A5c/774/16 – 27.09.2016 1884

CABINET DU PREFET

- Attribution de la Médaille de Bronze de la Jeunesse, des Sports : promotion 14 juillet 2016 – 23.06.2016 1885
- Honorariat de Maire et d'Adjoint au Maire : commune de **SCHLEITHAL** – 26.09.2016 1885

SERVICE INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL DES AFFAIRES CIVILES ET ECONOMIQUES DE DÉFENSE ET DE LA PROTECTION CIVILE

- Approbation des dispositions générales ORSEC « Veille et alerte des acteurs – procédure de vigilance et d'alerte météorologique » - 19.09.2016 1885

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Bureau de la Réglementation

- Autorisation de déroulement d'une manifestation sportive motorisée (motos, quads et pit-bike) le 23 octobre 2016 sur le ban communal d'**EPFIG** intitulée « 4ème Course sur Prairie des Schneckenmatten » - 16.09.2016 1886
- Habilitation dans le domaine funéraire : "Pompes Funèbres Musulmanes" sis 68, Route de Saverne 67205 **OBERHAUSBERGEN** – 14.09.2016 1893
- Agrément de l'auto école « EXPERT CONDUITE » 11 Rue de Lorraine 67300 **SCHILTIGHEIM** – 21.09.2016 1894
- Retrait de l'agrément de l'établissement « Auto école Hubert » sis 6 Rue du Pensionnat 67520 **MARLENHEIM** – 21.09.2016 1895
- Retrait de l'agrément de l'établissement « Auto école Hubert » sis 27 Rue de l'Hôpital 67440 **MARMOUTIER** – 21.09.2016 1896
- Retrait de l'agrément de l'établissement « Auto école Hubert » sis 3 Rue de la Monnaie 67120 **MOLSHEIM** – 21.09.2016 1897
- Agrément de l'auto école « CER BENOT » 150 Route de Bischwiller 67300 **SCHILTIGHEIM** – 21.09.2016 1898
- Agrément de l'auto école « PLAISIR 2 CONDUIRE » 35, Rue du Cerf Berr 67200 **STRASBOURG** – 21.09.2016 1899
- Dénomination de commune touristique : Ville de **SAVERNE** – 27.09.2016 1901

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des Finances Locales et du Contrôle Budgétaire

- Modification de la régie de recettes d'Etat auprès de la police municipale de **SCHWEIGHOUSE SUR MODER** – 16.09.2016 1901

Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

- Installation soumise à autorisation administrative au titre du code de l'environnement dans le domaine de l'eau : modifications de l'arrêté autorisant la mise aux normes du système de collecte et de traitement de la station d'épuration de **Strasbourg – La Wantzenau** – 23.09.2016 1901
- Installation soumise à autorisation administrative au titre du code de l'environnement dans le domaine de l'eau : doublet de forages à usage thermique destiné au chauffage et au refroidissement du futur écoquartier « Adelshoffen » à **SCHILTIGHEIM** – 26.09.2016 1902

SOUS-PREFECTURE DE MOLSHEIM

- Renouvellement d'une habilitation dans le domaine funéraire : Entreprise Manufosse 7, rue du Calvaire 67420 **SAINT-BLAISE-LA-ROCHE** – 15.02.2016 1902
- Renouvellement d'agrément de M. Roland DIEUDONNE en qualité de garde-chasse particulier – 19.09.2016 1903

SOUS-PRÉFECTURE DE SAVERNE

- Arrêté modificatif portant institution des bureaux de vote pour période du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018 par circonscription législative – 26.09.2016 1903

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LA REGION ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE

- Arrêté ARS n° 2016/2271 portant modification de l'arrêté ARS n° 2016/1968 du 8 août 2016 portant actualisation de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites BIO 67 - BIO SPHERE 31 rue du Faubourg National 67000 **STRASBOURG** – 16.09.2016 1909
- Arrêté ARS n° 2016/2272 portant actualisation de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites EIMER 53 rue Nationale à **WISSEMBOURG** – 16.09.2016 1910

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI D'ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE

- Agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » : ESAT « L'ESSOR », 12 rue Amédée Cailliot 67100 **STRASBOURG** – 16.09.2016 1911
- Déclarations d'activités au titre des « Services à la personne » : bordereau n° 319 1911

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE, CHAMPAGNE-ARDENNE, LORRAINE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

- Régime d'ouverture au public des services de la Direction régionale des Finances publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin – 03.10.2016 1913

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **DACHSTEIN** – 13.09.2016 1918
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **HERBSHEIM** – 13.09.2016 1918
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **HERMERSWILLER** – 13.09.2016 1919
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **INGWILLER** – 13.09.2016 1919
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **MAENNOLSHEIM** – 13.09.2016 1920
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **MERKWILLER-PECHELBRONN** – 13.09.2016 1921
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **MUHLHAUSEN** – 13.09.2016 1921
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **NIEDERBETSCHDORF** – 13.09.2016 1922
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **BETSCHDORF-OBERBETSCHDORF** – 13.09.2016 1923
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **OBERSCHAEFFOLSHEIM** – 13.09.2016 1923

- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **SCHWABWILLER REIMERSWILLER** – 13.09.2016 1924
- Arrêté n° 2016-026 portant sur l'organisation d'un concours de pêche sur le bassin de compensation de **PLOBSHEIM** – 14.09.2016 1925
- Autorisation d'ouverture de l'établissement d'élevage N° FR-67-038-B – 19.09.2016 1926
- Arrêté n° 2016-038 portant sur des mesures temporaires d'interruption ou de modification des conditions de la navigation liées à l'organisation de concours de pêche – 30.09.2016 1928
- Arrêté n° 2016-040 portant autorisation spéciale de plongées subaquatiques pour des inspections d'ouvrages d'art – 20.09.2016 1929
- Arrêté n° 2016-041 portant autorisation spéciale de transport sur l'Ill canalisée à **STRASBOURG** – 26.09.2016 1930
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **ESCHWILLER** – 27.09.2016 1932
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **FURCHHAUSEN** – 27.09.2016 1932
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **HOHWILLER** – 27.09.2016 1933
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **ITTENHEIM HANDSCHUHEIM** – 27.09.2016 1933
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **MUTZENHOUSE** – 27.09.2016 1934
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **MODER-AMONT** – 27.09.2016 1935
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **OSTHOUSE** – 27.09.2016 1935
- Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de **UTTWILLER** – 27.09.2016 1936

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

- Liste des personnes agréées habilitées à dispenser la formation des maîtres de chiens dangereux – 12.09.2016 1937
- Attribution d'une habilitation sanitaire à M. le Dr vétérinaire Krzysztof FRATCZAK – 21.09.2016 1945

COMMUNIQUEES ET AVIS

FOYER DE LA JEUNESSE CHARLES FREY A STRASBOURG

- Avis de concours interne sur titres en vue de pourvoir 2 postes de cadres socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière 1946

ACTES ADMINISTRATIFS

DELEGATIONS DE SIGNATURE

PREFECTURE

**Délégation de signature à M. Philippe RECOUS,
Directeur Départemental de la Protection des Populations du Bas-Rhin**

Préfecture
Secrétariat Général
Pôle Juridique et
Contentieux

ARRÊTÉ

portant délégation de signature à

**Monsieur Philippe RECOUS
Directeur Départemental de la Protection des Populations du Bas-Rhin**

**LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
LE PREFET DE LA REGION ALSACE – CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE
PREFET DU BAS-RHIN**

- VU** le Code de commerce ;
- VU** le Code de la consommation ;
- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** le Code rural et des pêches maritimes ;
- VU** le Code de la santé publique ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;
- VU** le décret n° 2006-81 du 26 janvier 2006 modifiant le décret n° 2001-1179 du 12 décembre 2001 relatif aux services déconcentrés de la direction générale de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes ;
- VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles, et notamment son article 5-I-2° a) ;
- VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Mr Stéphane FRATACCI, Préfet de la région Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine, Préfet de Zone de défense et de sécurité Est préfet du département du Bas-Rhin (hors classe) à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} janvier 2010 nommant Monsieur Philippe RECOUS, Directeur départemental de la protection des populations ;
- VU** l'arrêté du 1^{er} janvier 2010 nommant Monsieur Claude LE QUERE, Directeur départemental adjoint de la protection des populations ;
- VU** l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2010 portant organisation de la Direction Départementale de la Protection des Populations ;
- SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe RECOUS, directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin pour actes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services relevant de son autorité, à la gestion déconcentrée des personnels de la direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin, selon les règles de chaque ministère, ainsi que la gestion des locaux affectés à la direction et à l'engagement juridique des dépenses de fonctionnement (expression des besoins).

Délégation de signature est en particulier donnée à Monsieur Philippe RECOUS pour toutes les décisions déconcentrées, relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et des agents non titulaires relevant de l'échelon déconcentré.

Délégation de signature, à l'effet de signer les marchés publics de travaux, de fournitures et de services, ainsi que tous les actes dévolus au pouvoir adjudicateur prévu par le Code des marchés publics, dans la limite de ses attributions et dans la limite de 90 000 € HT. Au-delà de ce seuil, l'acte d'engagement de ces marchés et leurs avenants éventuels seront soumis à ma signature.

Article 2 : Délégation est donnée à Monsieur Philippe RECOUS , Directeur Départemental de la Protection des Populations du Bas-Rhin, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration relevant des attributions et compétences de son service et notamment les actes d'administration cités ci-dessous :

1 – En matière de protection des animaux et d'animaux dangereux

- Les actes relatifs à l'établissement d'une liste de vétérinaires habilités à effectuer des évaluations comportementales de chiens.
- Les actes relatifs aux conditions requises pour les fourrières, refuges, élevages, établissements exerçant à titre commercial des activités de vente, de transit ou de garde, d'éducation, de dressage et de présentation au public de chiens et de chats ou d'autres animaux de compagnies d'espèces domestiques.
- Les actes relatifs à la cession des chiens, des chats et autres animaux de compagnie d'espèces domestiques et aux conditions requises pour l'organisation des expositions et autres manifestations.
- Les actes relatifs à l'agrément des transporteurs d'animaux vivants.
- Les actes relatifs à l'exécution de mesures d'urgence pour abrégier la souffrance des animaux.
- Les actes relatifs à l'habilitation des personnes chargées de procéder à l'identification des carnivores domestiques.
- Les actes relatifs à l'autorisation d'expérimenter et l'agrément des établissements d'expérimentation animale.
- Les autres actes relatifs à la protection animale en général des animaux domestiques et sauvages, quel que soit le lieu de détention.

2 – En matière de santé et d'alimentation des animaux

- Les actes relatifs aux réseaux de surveillance et de prévention des risques sanitaires.

- Les actes relatifs aux mesures à mettre en œuvre pour la lutte contre les dangers sanitaires de 1^{ere} et 2^{nde} catégories, dont la nomination et l'habilitation des personnes chargées d'opérations ou d'actes spécifiques dans le cadre de cette lutte.
- Les actes relatifs au mandat sanitaire.
- Les actes relatifs aux mesures de prophylaxie collectives des maladies animales.
- Les actes relatifs aux réquisitions de personnes ou de services, pour l'exécution des mesures de lutte contre les dangers sanitaires, dont les opérations de prophylaxie collective.
- Les actes relatifs à l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration ;
- Les actes relatifs à l'agrément des négociants, des centres de rassemblement et des marchés.
- Les actes relatifs à l'enregistrement et à l'agrément sanitaire des entreprises et des établissements dans le secteur de l'alimentation animale.
- Les actes relatifs au contrôle sanitaire des reproducteurs, des centres d'insémination artificielle ou de transplantation embryonnaire et de la monte publique.

3 – En matière de sécurité sanitaire des aliments destinés à la consommation humaine, et notamment l'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale

- Les actes relatifs aux réseaux de surveillance et de prévention des risques sanitaires.
- Les actes relatifs à la communication de résultats d'examen ou d'analyse de laboratoire conduisant à suspecter ou à constater un danger pour la santé humaine ou animale.
- Les actes relatifs aux conditions sanitaires applicables aux produits destinés à la consommation humaine ou animale et aux animaux dont ces produits sont issus, notamment les décisions de fermeture de tout ou partie d'un établissement ou d'arrêt d'activités.
- Les actes relatifs au rappel ou à la consignation d'animaux, produits animaux ou produits d'origine animale présentant ou susceptible de présenter un danger pour la santé publique.
- Destruction ou dénaturation des conserves présentant des signes correspondant à une altération du contenu.
- Les actes relatifs à l'enregistrement et l'agrément sanitaire des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animales destinées à la consommation humaine.
- Animation et coordination des services et établissements publics impliqués au niveau départemental.

4 – En matière d'échanges intracommunautaires ou d'exportations vers les pays tiers des animaux et des produits d'origine animale

- les actes relatifs à la qualification de vétérinaires certificateurs.
- Les actes relatifs à l'enregistrement des opérateurs et de leurs installations, et à l'agrément des personnes physiques et des établissements dans le cadre des échanges intracommunautaires et des opérations d'importation et d'exportation en provenance ou à destination des pays tiers, des animaux vivants, de leurs produits et des denrées d'origine animale destinées à l'alimentation humaine ou animale.

5 – En matière d'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'origine animale

- Les actes relatifs à l'enlèvement et à la destruction de cadavres animaux en dehors des cas prévus par le marché national, ainsi qu'à l'agrément et l'autorisation des établissements détenant, éliminant et valorisant les sous-produits non destinés à la consommation humaine.
- Les actes relatifs à l'autorisation de détention de matériels à risques spécifiés.

6 – En matière d'exercice de la médecine vétérinaire et de fabrication, distribution et d'utilisation du médicament vétérinaire

- Les actes relatifs à la délivrance des récépissés de déclaration des essais cliniques de médicaments vétérinaires ou de médicaments autres.
- Les actes relatifs à l'instruction des dossiers d'autorisation des fabricants ou importateurs d'aliments médicamenteux.
- Les actes relatifs à la préparation extemporanée d'aliments médicamenteux par le détenteur professionnel des animaux auxquels ils sont destinés.

7 – En matière de protection de la faune sauvage captive

- Les actes relatifs aux autorisations de transport des spécimens d'espèces protégées à destination des personnes bénéficiant d'une autorisation préfectorale de détention.
- Les actes relatifs aux activités liées aux animaux d'espèces non domestiques soumises à autorisation, à l'exclusion des décisions faisant suite à avis d'une décision départementale.
- Les actes relatifs aux certificats de capacité pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques.

8 – En matière d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le domaine de compétence confiée à la direction départementale de la protection des populations

- Les actes relatifs à l'inspection d'installations classées, à l'exception des décisions relatives aux autorisations ou aux fermetures d'installations classées, ainsi que tous actes ou décisions nécessaires à la mise en œuvre de l'enquête publique.

9 – En matière de protection économique du consommateur

- les actes relatifs à la loyauté des transactions.
- Les actes relatifs à la réglementation des pratiques commerciales.
- les actes relatifs au contrôle des prestations des praticiens de santé, notamment en matière d'affichage des honoraires.

10 – En matière de conformité et sécurité des produits et des prestations de services

- Les actes relatifs à la conformité, la qualité et la sécurité des produits, notamment,
 - Fermeture de tout ou partie d'un établissement, arrêt d'activité(s) ;
 - Suspension de mise sur le marché, retrait, rappel ou destruction de produits non conformes ou susceptibles de présenter un danger pour le santé publique ou la sécurité des consommateurs ;
 - Utilisation à d'autres fins, réexportation ou destruction de marchandises dont la mise en conformité n'est pas possible ;
 - Injonction de contrôle, suspension de mise sur le marché de produits en l'attente de contrôle, consignation de la somme correspondant au coût de contrôle ou réalisation d'office de contrôle de produits en lieu et place du responsable ;
 - Injonction en matière d'information prévue par le code de la consommation ;
 - Suspension de mise sur le marché ou retrait de produit non autorisé, enregistré ou, déclaré ;
 - Amende administrative (remboursement de frais d'analyses ou essai concluant à la non-conformité d'un produit)
- Les actes relatifs à la conformité, la qualité et la sécurité des prestations de services notamment,
 - suspension de prestation de service non conforme, en cas de danger grave ou immédiat
 - Suspension de prestation de service , prise de mesures d'urgence, en cas de danger grave ou immédiat
 - Récépissé de déclaration / cession / destruction d'appareil de bronzage

11 – En matière d'associations de consommateurs

- Les actes relatifs à l'agrément des associations locales de consommateurs

Article 3 : Monsieur Philippe RECOUS peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux agents relevant de son autorité, à l'exclusion des matières figurant aux 1 et 2 de la présente délégation, qu'il ne pourra subdéléguer qu'au directeur adjoint et au secrétaire général. Cette subdélégation fera l'objet d'un arrêté spécifique, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Bas-Rhin.

Article 4 : le Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin et le Directeur Départemental de la Protection des Populations du Bas-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

Fait à Strasbourg, le 21 septembre 2016

Le Préfet,

Stéphane FRATACCI

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

**Subdélégation de signature
à des agents de la direction départementale de la protection des populations**

Direction départementale de la protection des populations

DECISION

Portant subdélégation de signature à des agents de la direction départementale de la protection des populations

- VU l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2010 portant organisation de la Direction Départementale de la Protection des Populations ;
- VU l'arrêté du 1^{er} janvier 2010 portant nomination de Monsieur Philippe RECOUS, Directeur Départemental de la Protection des Populations du Bas-Rhin ;
- VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Mr Stéphane FRATACCI, Préfet de la région Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine, Préfet de Zone de défense et de sécurité Est préfet du département du Bas-Rhin (hors classe) à compter du 1^{er} janvier 2016;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2016 portant délégation de signature à Mr Philippe RECOUS, Directeur départemental de la Protection des Populations du Bas-Rhin ;

SUR PROPOSITION de Mr Philippe RECOUS

Article 1^{er} : Subdélégation est donnée aux agents désignés ci-après, à l'effet de signer les actes et décisions suivants, dans le cadre de leurs attributions et compétences.

NATURE	Subdélégation attribuée à :
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	
Décisions déconcentrées, relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et des agents non titulaires relevant de l'échelon déconcentré.	M. Claude LE QUERE , directeur adjoint M. Richard OERTEL secrétaire général
Délégation de signature, à l'effet de signer les marchés publics de travaux, de fournitures et de services, ainsi que tous les actes dévolus au pouvoir adjudicateur prévu par le Code des marchés publics, dans la limite de ses attributions et dans la limite de 90 000 € HT.	M. Claude LE QUERE , directeur adjoint M. Richard OERTEL secrétaire général
DECISIONS INDIVIDUELLES pour ce qui concerne :	M. Claude LE QUERE , directeur adjoint pour toutes les rubriques
1 – En matière de protection des animaux et d'animaux dangereux 2 – En matière de santé et d'alimentation des animaux	Mme Frédérique ASELMAYER , chef du service santé protection animale et environnement Mme Amélie ARNOLD , adjointe au chef du service santé protection animale et environnement Mme Cécile KERMIN , chef du service sécurité sanitaire des aliments Mme Régine MARTIN-SCHALLER , chef de mission de surveillance sanitaire du gibier Mme Sophie WINNINGER , Chargée de mission d'inspections mutualisées Mme Morganenn GOUSET , coordinatrice des abattoirs de boucherie
3 – En matière de sécurité sanitaire des aliments destinés à la consommation humaine, et notamment l'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale	Mme Cécile KERMIN , chef du service sécurité sanitaire des aliments Mme Régine MARTIN-SCHALLER , chef de mission de surveillance sanitaire du gibier Mme Morganenn GOUSET , coordinatrice des abattoirs de boucherie Mme Frédérique ASELMAYER , chef du service santé protection animale et environnement <u>Mme Amélie ARNOLD, adjointe au chef du service santé protection animale et environnement</u>
4 – En matière d'échanges intracommunautaires ou d'exportations vers les pays tiers des animaux et des produits d'origine animale	Mme Frédérique ASELMAYER , chef du service santé protection animale et environnement Mme Cécile KERMIN , chef du service sécurité sanitaire des aliments Mme Régine MARTIN-SCHALLER , chef de mission de surveillance sanitaire du gibier Mme Amélie ARNOLD , adjointe au chef du service santé protection animale et environnement Mme Morganenn GOUSET , coordinatrice des abattoirs de boucherie Mme Sophie WINNINGER , Chargée de mission d'inspections mutualisées

<p>5– En matière d'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'origine animale</p>	<p>Mme Frédérique ASELMEYER, chef du service santé protection animale et environnement Mme Cécile KERMIN, chef du service sécurité sanitaire des aliments Mme Amélie ARNOLD, adjointe au chef du service santé protection animale et environnement Mme Régine MARTIN-SCHALLER, chef de mission de surveillance sanitaire du gibier Mme Morganenn GOUESSET, coordinatrice des abattoirs de boucherie</p>
<p>6 – En matière d'exercice de la médecine vétérinaire et de fabrication, distribution et d'utilisation du médicament vétérinaire</p>	<p>Mme Frédérique ASELMEYER, chef du service santé protection animale et environnement Mme Amélie ARNOLD, adjointe au chef du service santé protection animale et environnement Mme Sophie WINNINGER, Chargée de mission d'inspections mutualisées</p>
<p>7 – En matière de protection de la faune sauvage captive</p>	<p>Mme Frédérique ASELMEYER, chef du service santé protection animale et environnement Mme Cécile KERMIN, chef du service sécurité sanitaire des aliments Mme Amélie ARNOLD, adjointe au chef du service santé protection animale et environnement Mme Lénaig HAZO, Responsable qualité - inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement Mme Sophie WINNINGER, Chargée de mission d'inspections mutualisées</p>
<p>8 – En matière d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le domaine de compétence confiée à la direction départementale de la protection des populations</p>	<p>Mme Frédérique ASELMEYER, chef du service santé protection animale et environnement Mme Amélie ARNOLD, adjointe au chef du service santé protection animale et environnement Mme Lénaig HAZO, responsable qualité - inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement</p>
<p>9 – En matière de protection économique du consommateur</p>	<p>Mme Sophie-Jordane VINCENT, chef du service protection économique du consommateur M. Julien DEBOOM, chef du service qualité, sécurité et loyauté des produits et services. Mme Martine WAGNER, adjointe au chef du service qualité, sécurité et loyauté des produits et services. Mme Joselyne LOBSTEIN, directrice chargée de mission</p>
<p>10 – En matière de conformité et sécurité des produits et des prestations de services</p>	<p>M. Julien DEBOOM, chef du service qualité, sécurité et loyauté des produits et services. Mme Martine WAGNER, adjointe au chef du service qualité, sécurité et loyauté des produits et services. Mme Sophie-Jordane VINCENT, chef du service protection économique du consommateur Mme Joselyne LOBSTEIN, directrice chargée de mission</p>

11 – En matière d’associations de consommateurs	Mme Sophie-Jordane VINCENT, chef du service protection économique du consommateur M. Julien DEBOOM, chef du service qualité, sécurité et loyauté des produits et services. Mme Martine WAGNER, adjointe au chef du service qualité, sécurité et loyauté des produits et services. Mme Joselyne LOBSTEIN, directrice chargée de mission
--	---

Article 2 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Bas-Rhin.

Article 3 : La décision portant subdélégation de signature à des agents de la Direction Départementale de la Protection des Populations en date du 4 janvier 2016 est abrogée.

Fait à Strasbourg, le 22 septembre 2016

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental de la protection des populations,

Philippe RECOUS

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST

**Délégation de signature en faveur de Madame Séverine PREPIN,
placée directement sous l'autorité de Madame Florence PERRAT
chargée des fonctions de directrice de l'administration générale et des finances
au secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Est**

Cabinet du préfet délégué
pour la défense et la sécurité

ARRÊTÉ

portant délégation de signature en faveur de Mme Séverine PREPIN,
placée directement sous l'autorité de Mme Florence PERRAT chargée des fonctions
de directrice de l'administration générale et des finances au
secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Est

**LE PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE-CHAMPAGNE-ARDENNE-LORRAINE
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de la défense ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité et modifiant le code de la défense ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

- VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 17 décembre 2015 nommant M. Stéphane FRATACCI, préfet de la région Alsace-champagne-Ardenne-Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** le décret du 3 mars 2016 portant nomination de M. Pierre GAUDIN, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;
- VU** l'arrêté ministériel NORINTJ1421960A du 30 septembre 2014 portant dissolution du centre administratif et financier zonal de Metz à compter du 1er novembre 2014 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 14-3667 du 21 juillet 2014 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité Est ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 15-5983 du 21 décembre 2015 portant modification de l'organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité Est ;
- VU** les arrêtés, décisions, contrats, notes et ordres de mutation ministériels et préfectoraux affectant les personnels ;
- VU** les arrêtés en vigueur portant délégation de signature en faveur des chefs de services prescripteurs pour la zone de défense et de sécurité Est ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 mars 2016 portant délégation de signature en faveur de M. Pierre GAUDIN, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet du Bas-Rhin, en tant qu'ordonnateur secondaire ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2016 portant délégation de signature en faveur de Mme Séverine PREPIN, placée directement sous l'autorité de Mme Florence PERRAT chargée des fonctions de directrice de l'administration générale et des finances au secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Est ;
- SUR** proposition du préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Dans la limite des arrêtés de délégation de signature en vigueur susvisés, délégation de signature est donnée à Mme Séverine PREPIN, attachée principale d'administration de l'État, chef de la plate-forme Chorus, placée directement sous l'autorité de Mme Florence PERRAT chargée des fonctions de directrice de l'administration générale et des finances au secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Est, pour tous actes, décisions et arrêtés permettant d'assurer le suivi et l'exécution des recettes et des dépenses des budgets du ministère de l'intérieur, imputées sur les budgets opérationnels de programme ou les unités opérationnelles relevant des programmes suivants :

- 122 - concours spécifiques et administration,
- 152 - gendarmerie nationale,
- 161 - sécurité civile,
- 176 - police nationale,
- 216 - conduite et pilotage des politiques de l'intérieur,
- 232 - vie politique, culturelle et associative,
- 303 - immigration et asile,
- 307 - administration territoriale,
- 309 - entretien des bâtiments de l'État,
- 333 - moyens mutualisés des administrations déconcentrées,
- 723 - contributions aux dépenses immobilières,
- 780 - pensions.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Séverine PREPIN, la délégation de signature est exercée par la commandante Marie-Noëlle RONCE, Mme Nicole THEUIL, attachée principale d'administration de l'État, Mme Chloé COLLEON, attachée d'administration de l'État, ainsi que par Mme Séverine SENET, attachée d'administration de l'Etat, adjointes de Mme Séverine PREPIN.

Article 3 : Dans la limite de leurs attributions et de leurs rôles Chorus respectifs, délégation est donnée pour :

- la validation des engagements juridiques,
- la signature des bons de commande et leur notification aux tiers,
- la certification du service fait,
- la validation des demandes de paiement,
- la validation des recettes,

aux personnels de la plate-forme Chorus du SGAMI Est :

- Majore Martine HLINECKY,
- Maréchal-des-logis-chef Christophe POTIER,
- Maréchal-des-logis-chef Sébastien RECOULES,
- Maréchale-des-logis-chef Karine SCANDELLA,
- Maréchale-des-logis Nadège BRIFFLOT,
- Maréchale-des-logis Sylvine GALMAR,
- Maréchale-des-logis Mélanie MASSET,
- Maréchale-des-logis Céline LEBISSONNAIS,
- Nadine CAROMEL, SACE
- David DULAMON, SACS
- Edwige ETCHEBEHERE, SACS
- Isabelle MULLER, SACS
- Fabienne BAIXAS, SACN
- Clarissa BEOT, SACN
- Sabrina CHOMSKI, SACN
- Aude CHRIST, SACN
- Gaël CLERBOUT, SACN
- Nathalie DE JONG, SACN
- Alexandra DORADOUX, SACN
- Sandrine DOUVIER, SACN
- Gilles EBERSVEILLER, SACN
- Karine FELIKSAK, SACN
- Virginie HACKO, SACN
- Astrid HOFFMANN, SACN
- Ange JANELLO, SACN
- Dalila KAHOUL, SACN
- Nathalie LEHMANN, SACN
- Rachel MEYNIEL, SACN
- Hélène MOLIERES, SACN
- Martine PETREMENT, SACN
- Nathalie POLYDORE (ex. MOESTA), SACN
- Sylvie SCHMIT, SACN
- Anne STEINMETZ, SACN
- Eve-Marie TIHAY, SACN
- Audrey VARAMO (ex. KELLER), SACN
- Murielle CAMARELLA (ex. ENCINAS), AAP1
- Ghislaine INGRASSI, AAP1
- Ghislaine MERNY, AAP1
- Pierre-Olivier BECKER, AAP2
- Josiane DE NICHILLO, AAP2
- Yohann HACQUIN, AAP2
- Muriel JUNGER, AAP2
- Corinne LAGNIEZ, AAP2

- Jacqueline NOEL, AAP2
- Marie-Line SANFILIPPO, AAP2
- Marc SCHNEIDER, AAP2
- Brigitte PRUNEAU, AAP2
- Katriina REBOUT, AAP2
- Akila BERNS, AA1
- Laurence CAMMI, AA1
- Aurélie CARMANTRAND, AA1
- Elisabeth CAVELIUS, AA1
- Lorraine CYROT, AA1
- Lucie DUBOCQUET, AA1
- Jens GAMBA, AA1
- Alexandra GRAFF, AA1
- Liliane GUELFY (ex. ROUSSEL), AA1
- Marie-Pierre HUTH, AA1
- Cindy IHOUT, AA1
- Nadine JANIN, AA1
- Camille KALTENBACH, AA1
- Sonia KHIARI, AA1
- Caroline KREMER (ex. HAND), AA1
- Fouzia LAHMADI, AA1
- Marie-Hélène LECOMPTE, AA1
- Rachel LECOMTE, AA1
- Julie DELPY (ex. MARTINEZ), AA1
- Sophie LEDUC, AA1
- Bouchra MACHROUM, AA1
- Jessica POTIER, AA1
- Sandrine POULNOIS, AA1
- Yacine SAIDANI, AA1
- Sarah SANDRI (ex WILLAUME), AA1
- Sophie SOUKOUNA, AA1
- Sabine SPIR (ex. ARNOULD), AA1
- Emmanuelle THIL, AA1
- Marie Christina VAZ, AA1
- Eric VEVERT, AA1
- Karine VIDAL, AA1
- Dalila ZIREK (ex. BENRAOUDA), AA1
- Nadja ACED, AA2
- Julien BEYE, AA2
- Bélianda BRUNET, AA2
- Bernadette CABASET, AA2
- Marion DALSTEIN, AA2
- Andréa DAMIANO, AA2
- Aurélie DRAPIED, AA2
- Mathieu ELMERICH, AA2
- Delphine GUILLAUME, AA2
- Tiphaine JOSEPH, AA2
- Jessica KEIM, AA2
- Arnaud KEYAERT, AA2
- Stéphanie KRIEGEL, AA2
- Corinne KURTZ, AA2
- Fanny LAMBLIN-GEHIN (ex. LAMBLIN), AA2

- Gaëlle LENOIR, AA2
- Raymonde LENOIR, AA2
- Sylvie LETZELTER, AA2
- Michel MACLOT, AA2
- Benoît MATHIEU, AA2
- Carole MORDENTI, AA2
- Séverine MIESKE, AA2
- Thierry NADE, AA2
- Caroline NIEDERLANDER, AA2
- Nicolas PIETROWICZ, AA2
- Fanny PIRRONE, AA2
- Stéphanie PIRRONE, AA2
- Corinne REVERBERI, AA2
- Gilles SCHNEIDER, AA2
- Sandrine SQUECCO, AA2
- Fanny TITEUX, AA2
- Eva WOLODKIEWICZ, AA2

Article 4 : Délégation est donnée, pour signer les certificats administratifs listant les engagements juridiques et les demandes de paiement à traiter par le support de l'agence pour l'informatique financière de l'État (AIFE), à :

Périmètres PN :

- Mme Séverine PREPIN, attachée principale d'administration de l'État,
- Mme Nicole THEUIL, attachée principale d'administration de l'État,
- Mme Chloé COLLEON, attachée d'administration de l'État,
- Mme Séverine SENET, attaché d'administration de l'Etat,
- Mme Isabelle MULLER, secrétaire administrative de classe supérieure,
- Mme Sabrina CHOMSKI, secrétaire administrative de classe normale.

Périmètre GN :

- Commandante Marie-Noëlle RONCE,
- Majore Martine HLINECKY,
- Mme Clarissa BEOT, secrétaire administrative de classe normale,
- Mme Sylvie SCHMIT, secrétaire administrative de classe normale,
- Maréchale-des-logis Mélanie MASSET.

Article 5 : L'arrêté préfectoral du 8 juillet 2016 portant délégation de signature en faveur de Mme Séverine PREPIN, placée directement sous l'autorité de Mme Florence PERRAT chargée des fonctions de directrice de l'administration générale et des finances au secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Est, est abrogé.

Article 6 : Le préfet délégué pour la défense et la sécurité est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux services de la direction régionale des finances publiques d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et du département du Bas-Rhin et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

Fait à Strasbourg, le 28 septembre 2016

Le préfet,

Stéphane FRATACCI

**Délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Noël DEVILLERS,
délégué interrégional au recrutement et à la formation de la police nationale Est**

Cabinet du préfet délégué
pour la défense et la sécurité

ARRÊTÉ

portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Noël DEVILLERS
délégué interrégional au recrutement et à la formation de la police nationale Est

LE PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE-CHAMPAGNE-ARDENNE-LORRAINE
PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;
- VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** les décrets n° 2007-583 et 2007-585 du 23 avril 2007 relatifs à certaines dispositions réglementaires de la 1^{ère} partie du code de la défense ;
- VU** le décret n° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité et modifiant le code de la défense ;
- VU** le décret n° 2010-225 du 4 mars 2010 portant modifications de certaines dispositions du code de la défense relatives aux préfets délégués pour la défense et la sécurité, aux états-majors interministériels de zone de défense et de sécurité, aux délégués et correspondants de zone de défense et de sécurité et à l'outre-mer ainsi que certaines dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration de la police et certaines dispositions du code de la santé publique ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;
- VU** le décret du 17 décembre 2015 nommant M. Stéphane FRATACCI, préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté interministériel NOR : INTF9300696A du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
- VU** l'arrêté ministériel DGPN/DRCPN/SDARH/OF n° 2632 du 27 octobre 2011, nommant Mme Nancy AUDOINE, commandant de police, adjoint au délégué interrégional au recrutement et à la formation des personnels de police de l'Est, à la délégation interrégionale au recrutement et à la formation des personnels de police de l'Est ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;
- VU** l'arrêté ministériel SG/DRH/SDP/BPA n° 14/1042 du 17 juillet 2014, nommant Mme Isabelle VECCHIO, attaché d'administration de l'État, à la délégation interrégionale au recrutement et à la formation des personnels de police de l'Est ;
- VU** l'arrêté ministériel DRCPN/ARH/CR n° 334 du 1^{er} juillet 2016, nommant M. Jean-Noël DEVILLERS, commissaire de police, délégué interrégional au recrutement et à la formation de la police nationale Est à Metz ;
- SUR** proposition du préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Noël DEVILLERS, commissaire de police, délégué interrégional au recrutement et à la formation de la police nationale Est, à l'effet de signer, dans

le cadre de ses attributions et pour son service, tous les actes administratifs relatifs à l'engagement juridique et aux pièces de liquidation des dépenses imputées sur le programme 176 « police nationale » action 6 » du budget du ministère de l'intérieur pour un montant n'excédant pas 45 000 € et dans la limite de la dotation de crédits qui lui est allouée.

Article 2 : Les bons de commande afférents aux travaux d'aménagement des immeubles et les marchés sont exclus de la présente délégation.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Noël DEVILLERS, commissaire de police, délégué interrégional au recrutement et à la formation de la police nationale Est, la délégation qui lui est consentie aux termes du présent arrêté, sera exercée par :

- Mme Nancy AUDOINE, commandant à l'emploi fonctionnel, adjoint au délégué interrégional au recrutement et à la formation de la police nationale Est,
- Mme Isabelle VECCHIO, attaché d'administration de l'État, chef du département des ressources de la délégation interrégionale au recrutement et à la formation de la police nationale Est.

Article 4 : Le préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet du Bas-Rhin, le délégué interrégional au recrutement et à la formation de la police nationale Est, la directrice de l'administration générale et des finances du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Est et le directeur régional des finances publiques d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et du département du Bas-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet le jour de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

Fait à Strasbourg, le 28 septembre 2016

Le préfet,

Stéphane FRATACCI

**Délégation de signature en faveur de Monsieur Gérard CARDALIAGUET,
directeur de l'école nationale de police de Reims**

Cabinet du préfet délégué
pour la défense et la sécurité

ARRÊTÉ

portant délégation de signature en faveur de M. Gérard CARDALIAGUET
directeur de l'école nationale de police de Reims

LE PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE-CHAMPAGNE-ARDENNE-LORRAINE
PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** les décrets n° 2007-583 et 2007-585 du 23 avril 2007 relatifs à certaines dispositions réglementaires de la 1^{ère} partie du code de la défense ;
- VU** le décret n° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité et modifiant le code de la défense ;

- VU** le décret n° 2010-225 du 4 mars 2010 portant modifications de certaines dispositions du code de la défense relatives aux préfets délégués pour la défense et la sécurité, aux états-majors interministériels de zone de défense et de sécurité, aux délégués et correspondants de zone de défense et de sécurité et à l'outre-mer ainsi que certaines dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration de la police et certaines dispositions du code de la santé publique ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;
- VU** le décret du 17 décembre 2015 nommant M. Stéphane FRATACCI, préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** le décret du 3 mars 2016 portant nomination de M. Pierre GAUDIN, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin, à compter du 21 mars 2016 ;
- VU** l'arrêté interministériel NOR : INTF9300696A du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
- VU** l'arrêté DRCPN/ARH/CR n° 873 du 23 octobre 2012 nommant M. Gérard CARDALIAGUET, commissaire divisionnaire, directeur de l'école nationale de police de Reims ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;
- VU** l'arrêté DRCPN/SDARH/BOP n° 1969 du 10 juillet 2015 nommant M. Pascal ROUSSEL, commandant de police à l'emploi fonctionnel, adjoint au directeur de l'école nationale de police de Reims, chargé de la division des formations, à l'école nationale de police de Reims ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2016 portant délégation de signature en faveur de M. Gérard CARDALIAGUET, commissaire divisionnaire, directeur de l'école nationale de police de Reims ;
- VU** l'arrêté SG/DRH/SDP/BPA n° 16/2114/A du 27 juillet 2016 nommant M. Xavier THEURILLAT, attaché d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'école nationale de police de Reims, chargé de la division des ressources ;
- SUR** proposition du préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Gérard CARDALIAGUET, commissaire divisionnaire, directeur de l'école nationale de police de Reims, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et pour son service, tous les actes administratifs relatifs à l'engagement juridique et aux pièces de liquidation des dépenses imputées sur le programme 176 « police nationale » action 6 du budget du ministère de l'intérieur pour un montant n'excédant pas 45 000 € dans la limite de la dotation de crédits qui lui est allouée.

Article 2 : Les bons de commande afférents aux travaux d'aménagement des immeubles et les marchés sont exclus de la présente délégation.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gérard CARDALIAGUET, commissaire divisionnaire, directeur de l'école nationale de police de Reims, la délégation de signature qui lui est consentie aux termes du présent arrêté sera exercée par :

M. Pascal ROUSSEL, commandant de police à l'emploi fonctionnel, adjoint au directeur de l'école nationale de police de Reims, chargé de la division des formations,

M. Xavier THEURILLAT, attaché d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'école nationale de police de Reims, chargé de la division des ressources.

Article 4 : L'arrêté préfectoral du 5 janvier 2016 est abrogé.

Article 5 : Le préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet du Bas-Rhin, le directeur régional des finances publiques d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et du département du Bas-Rhin et le directeur de l'école nationale de police de Reims sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet le jour de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

Fait à Strasbourg, le 28 septembre 2016

Le préfet,

Stéphane FRATACCI

**DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE
ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN**

**Délégation de signature au service des impôts des particuliers
d'ILLKIRCH GRAFFENSTADEN**

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ALSACE, CHAMPAGNE-ARDENNE, LORRAINE ET DU
DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS D'ILLKIRCH
12 rue du Rhône
67089 STRASBOURG CEDEX

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers d'ILLKIRCH GRAFFENSTADEN.

- Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;
- Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;
- Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Mme HUOT Patricia, Inspecteur Divisionnaire, adjoint au responsable du service des impôts des particuliers de ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, à l'effet de signer :

- 1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) sans limitation de montant les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses ;
- 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

- a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 15 000 € ;
- b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

M. BORRAS Manuel		
------------------	--	--

2°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

Mme DELGATTE Isabelle	Mme LOBSTEIN Isabelle	Mme MARECHAUD Sabine
Mme KANNLER Nadine	Mme KINDMANN Corine	Mme HOCHARD Brigitte

3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

Mme BAUMGARTNER Martine	Mme BOHN Doris	Mme MARTZOLFF Michèle
Mme GERMAIN Jacqueline	Mme STREICHER Patricia	M JABY François
Mme JEROME Monique	Mme KIEFFER Evelyne	Mme THOU Isabelle

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités de recouvrement, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
BORRAS Manuel	Inspecteur	15 000	Sans limite	Sans limite
GABELLI Laurent	Contrôleur	1000	6 mois	10000
FAIVRE Christelle	Contrôleur principal	1000	6 mois	10000
HELLBOURG Chantal	Contrôleur principal	1000	6 mois	10000
TAHIRI Ghizlane	Agent administratif	300	6 mois	3000
ANSTETT Alexandra	Agent administratif principal	300	6 mois	3000
SANCHEZ Fanny	Agent administratif principal	300	6 mois	3000
STUMM Raphaël	Agent administratif	300	6 mois	3000

Article 4

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
MARECHAUD Sabine	Contrôleur	10000	10000	6 mois	3000
LOBSTEIN Isabelle	Contrôleur	10000	10000	6 mois	3000
HUFFNER Marie Claire	Agent d'administration principal	2000	2000	3 mois	3000
L'ensemble des agents visés à l'article 2 – 3è dans le cadre de leur fonction d'accueil	Agents d'administration			3 mois	3000

Article 5

En cas d'erreur manifeste commise par le contribuable lors de l'établissement de sa déclaration ou par le service lors de l'intégration d'une déclaration dans le système d'informations de l'administration, les inspecteurs ou contrôleurs des finances publiques mentionnés aux articles 1er ,2 et 4 peuvent prononcer le dégrèvement contentieux correspondant, quel qu'en soit le montant, y compris lorsque celui-ci excède le plafond de leur délégation.

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement du soussigné, les agents des finances publiques désignés ci-après peuvent signer l'ensemble des décisions dans les conditions et limites de la propre délégation de signature du responsable :

- HUOT Patricia, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques
- BORRAS Manuel, Inspecteur des Finances Publiques

Article 7

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Bas Rhin.

A STRASBOURG, le 3 Octobre 2016

Le comptable, responsable de service des impôts des particuliers,

Charles METZGER

Inspecteur divisionnaire des finances publiques

Délégation de signature au Service des Impôts des Entreprises de Strasbourg-Est

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA
REGION ALSACE – CHAMPAGNE-ARDENNE – LORAIN ET DU
DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Service des Impôts des Entreprises de Strasbourg – Est
35 Avenue des Vosges 67 000 Strasbourg

Le comptable, responsable du Service des Impôts des Entreprises de Strasbourg-Est

- Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;
- Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;
- Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à **M. KAWACIN Jacques**, inspecteur des finances publiques, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises de Strasbourg-Est à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
 - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;
 - b) les avis de mise en recouvrement ;
 - c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
 - d) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à **MADAME VIVIN Delphine**, inspectrice des finances publiques, adjointe au responsable du Service des Impôts des Entreprises de Strasbourg-Est, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
 - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;
 - b) les avis de mise en recouvrement ;
 - c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

d) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités de recouvrement, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-dessous ;
- 4°) les avis de mise en recouvrement ;
- 5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents des finances publiques désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Mme Jacqueline ANDRIAMAHANINA	Contrôleur	10 000 €	10 000 €		
Mme Michèle CHENIQUE	Contrôleur Principal	10 000 €	10 000 €		
Mme Eliane FEND	Contrôleur Principal	10 000 €	10 000 €		
Mme Dominique FREYERMUTH	Contrôleur	10 000 €	10 000 €		
Mme Anne FRITSCH	Contrôleur Principal	10 000 €	10 000 €		
Mme Martine GUTH	Contrôleur Principal	10 000 €	10 000 €		
Mme Dominique MEYER	Contrôleur Principal	10 000 €	10 000 €		
M. Mounir JAUDI	Contrôleur	10 000 €	10 000 €		
M. Frédéric JAVIERRE	Contrôleur	10 000 €	10 000 €		
Mme Fabienne KENCKER	Contrôleur	10 000 €	10 000 €		
Mme Valérie MAILLARD	Contrôleur	10 000 €	10 000 €	6 mois	80 000 €
Mme Sylvie SATTLER	Contrôleur Principal	10 000 €	10 000 €		
Mme Pierrette SCHALLER	Contrôleur Principal	10 000 €	10 000 €	6 mois	80 000 €
Mme Sylvie SCHERLE	Contrôleur	10 000 €	10 000 €		
Mme Marie-Claude VOGELISEN	Contrôleur Principal	10 000 €	10 000 €		

Article 4

En cas d'erreur manifeste commise par le contribuable lors de l'établissement de sa déclaration ou par le service lors de l'intégration d'une déclaration dans le système d'informations de l'administration, les inspecteurs ou contrôleurs des finances publiques mentionnés aux articles 1^{er}, 2 et 3 peuvent prononcer le dégrèvement contentieux correspondant, quel qu'en soit le montant, y compris lorsque celui-ci excède le plafond de leur délégation.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement du soussigné, les agents des finances publiques désignés ci-après peuvent signer l'ensemble des décisions dans les conditions et limites de la propre délégation de signature du responsable :

KAWACIN Jacques	Inspecteur des finances publiques
VIVIN Delphine	Inspectrice des finances publiques

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Bas-Rhin.

A Strasbourg le 3 octobre 2016
Le comptable, responsable du Service des Impôts
des Entreprises de Strasbourg-Est

Jean-Louis SCHOTT

**Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature
en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408
de l'annexe II au code général des impôts
(mise à jour au 3 octobre 2016)**

Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature
en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par
le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts
(mise à jour au 3 octobre 2016)

Nom - Prénom		Responsables des services
		Services des impôts des entreprises :
HELMER	Jacques	Haguenau
MIQUET	Dominique	Illkirch
DE LAVAREILLE	François	Molsheim
WACH	Antoine	Schiltigheim
SCHOTT	Jean-Louis	Strasbourg-Est
REBMANN	Michel	Strasbourg-Sud
REBMANN	Michel	Strasbourg-Ouest
		Services des impôts des particuliers :
HEYD	Pierre	Haguenau
METZGER	Charles	Illkirch
PAYSAIS	Frédéric	Molsheim
THIEBOLD	Gérard	Schiltigheim
ARNAUDON	Patrick	Strasbourg-Est
HIM	Jean-Marie	Strasbourg-Sud
HIM	Jean-Marie	Strasbourg-Ouest

HUSSON	Joëlle	Services des impôts des particuliers - Services des impôts des entreprises :
STOLL	Frédéric	
SCHAACK	Jean-Marie	
ALBRECHT	Maurice	
RAMSTEIN	Richard	
CHRISTMANN	Dominique	Trésoreries :
BOES	Pascal	Barr
GASS	Pascal	Bischwiller
PERAT	Markus	Bouxwiller
MICHEL	Gaby	Drulingen
TOUSSAINT	Daniel	Hochfelden
BEHR	Jean-Paul	La Petite Pierre
FAIDHERBE	Sandra	Marckolsheim
GAUTIER	Anne-Frédérique	Niederbronn-Les-Bains
HOEFFERLIN	Thierry	Obernai
CARL-RODRIGUEZ	Éléonore	Rosheim
MENRATH	Francis	Schirmeck
TORTEROTOT	Pierre	Seltz-Lauterbourg
DESCHAMPS	Nicole	Soultz-sous-Forêts
GUILLON	François	Villé
		Woerth
		Pôles Contrôle Expertise :
RICHTER	Gérard	Haguenau
BERTRAND	Jean-Luc	Molsheim
HEINTZ	Alexis	Strasbourg
		Centres des impôts fonciers :
CREMEL	Aurélie	Haguenau
HAUSWALT	Catherine	Saverne
THIEBOLD	Gérard	Schiltigheim
ZERR	Nicolas	Schiltigheim
MATTER	Danièle	Sélestat
COUVREUX	Élisabeth	Sélestat
COUVREUX	Élisabeth	Strasbourg
MATTER	Danièle	Strasbourg

ROUILLIER	Fabien	1ère brigade départementale de vérification
REDELER	Philippe	2ème brigade départementale de vérification
BLATTNER	Marie-Ange	3ème brigade départementale de vérification
PETION	Samuel	4ème brigade départementale de vérification
WERLE	Pascal	5ème brigade départementale de vérification
CHEVALLIER	Philippe	Brigade de contrôle et de recherches
FAUTH	Christophe	Pôle de contrôle revenus/patrimoine
STAHL	Robert	Pôle de recouvrement spécialisé
BUSCHEL	Marie-Véronique	Pôle d'évaluation des locaux professionnels

A Strasbourg, le 03/10/2016
L'Administrateur Général des Finances publiques,
Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace,
Champagne-Ardenne, Lorraine et du département du Bas-Rhin

Bernard HOUTEER

Délégations spéciales de signature pour le pôle Pilotage et Ressources

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU
DEPARTEMENT DU BAS RHIN
4, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
BP 1002
67070 STRASBOURG CEDEX

Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle Pilotage et Ressources

L'administrateur général des finances publiques,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine et du département
du Bas-Rhin

- Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique ;
- Vu l'article 5 de l'arrêté du 9 juin 2010 portant création de la direction régionale des Finances Publiques d'Alsace et du département du Bas Rhin ;

- Vu le décret n° 2015-969 du 31 juillet 2015 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;
- Vu le décret du Président de la République du 1^{er} janvier 2016 portant nomination en date du 1^{er} janvier 2016 de M. Bernard HOUTEER, administrateur général des Finances publiques en qualité de directeur régional des Finances publiques d'Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin ;

Décide :

Article 1^{er} : d'accorder une délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

• **Division des Ressources Humaines**

Une délégation spéciale de signature au titre de la Division des Ressources Humaines et des affaires qui s'y rattachent est accordée à **Mme Marie-Claude BREHARD**, inspectrice divisionnaire, responsable de division.

Cette délégation de signature porte également sur :

- les états de frais de déplacement
- les contrats d'embauche des auxiliaires contractuels et stagiaires
- les contrats de location de salles pour les concours
- les arrêtés déconcentrés de mise en position

En son absence, les mêmes pouvoirs en matière de ressources humaines sont conférés à **Mme Régine BOGNER**, inspectrice.

Une délégation spéciale de signature au titre du service de la Formation Professionnelle et des Concours et des affaires qui s'y rattachent est accordée à **Mme Sandrine BERAUX, M. Alain WEISS**, inspecteurs des Finances publiques. Ils reçoivent à ce titre délégation pour signer tous accusés de réception, transmissions de documents, attestations et déclarations relatifs au service Formation professionnelle ainsi que pour signer les convocations aux sessions de formation ainsi que les ordres de mission qui leur sont rattachés.

Une délégation spéciale pour les actes de gestion relatifs aux équipes de renfort est attribuée à **M. Serge NUSS**, inspecteur.

• **Division Budget, Immobilier, Logistique et Centre de Services Partagés**

Une délégation spéciale de signature au titre de la Division Budget, Immobilier, Logistique et Centre de services Partagés et des affaires qui s'y rattachent est accordée à M. **Vincent RUHLMANN**, administrateur des finances publiques adjoint.

En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à **Mme Hélène BIGOT**, inspectrice divisionnaire.

Une délégation spéciale de signature au titre de la Division Budget, Immobilier, Logistique et Centre de Services Partagés et des affaires qui s'y rattachent est accordée à **Mme Michèle CLOCHETTE**, inspectrice divisionnaire en charge du Centre de Services Partagés, **Mme Valérie AMOUGOU-AMOUGOU**, inspectrice en charge du service de la Logistique et à **Mme Martine PERRIN**, inspectrice divisionnaire en charge du service de l'immobilier, pour les services relevant de leur responsabilité.

• **Division de la Stratégie, Qualité de Service et Communication**

Une délégation spéciale de signature au titre de la Division de la Stratégie-Qualité de Services-Communication et des affaires qui s'y rattachent est accordée à **M. Pierre ROCKLIN**, administrateur des Finances publiques adjoint, responsable de division.

En son absence, les mêmes pouvoirs en matière de communication sont conférés à **M. Olivier WESSANG**, inspecteur.

• **Service Liaison Recouvrement**

Une délégation spéciale de signature au titre du Service Liaison Recouvrement et des affaires qui s'y rattachent est accordée à **M. Pascal PFERTZEL**, inspecteur divisionnaire, responsable du service.

En son absence, les mêmes pouvoirs en matière de gestion du Service Liaison Recouvrement sont conférés à **Mme Marie Christine RENAULD**, inspectrice.

Article 2 : la présente décision abroge et remplace celle publiée au recueil des actes administratifs (RAA) du 1^{er} septembre 2016. Elle sera publiée au RAA de la préfecture du Bas-Rhin.

À Strasbourg, le 3 octobre 2016

Bernard HOUTEER

Délégations spéciales de signature pour le pôle Gestion Publique

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ALSACE – CHAMPAGNE-ARDENNE – LORRAINE
ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
4 PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
CS 51022
67070 STRASBOURG CEDEX

Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle gestion publique

L'administrateur général des Finances publiques,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin

- Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique ;
- Vu l'arrêté du 9 juin 2010 portant création de la direction régionale d'Alsace et du département du Bas-Rhin ;
- Vu le décret du Président de la République du 24 août 2015 portant nomination de M. Bernard HOUTEER, administrateur général des Finances publiques en qualité de directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin ;
- Vu la décision du directeur général des Finances publiques en date du 26 août 2015 fixant au 1^{er} octobre 2015 la date d'installation de M. Bernard HOUTEER dans les fonctions de directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin ;

Décide :

Article 1^{er} - délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la division Secteur Public Local

M. Emmanuel ROUX, administrateur des Finances publiques adjoint, responsable de la division Secteur Public Local ;

Mme Sylviane WERCK, inspectrice divisionnaire de classe normale des Finances publiques, adjointe du responsable de division, reçoit délégation pour signer les pièces et documents relatifs aux attributions de sa division non réservées par la délégation générale.

Fiscalité directe locale

Mme Virginie SOUDIER, inspectrice des Finances publiques, responsable de service,

M. Guillaume SALMON, inspecteur des Finances publiques, reçoivent délégation pour signer les bordereaux d'envoi, les récépissés et les accusés de réception liés à la fiscalité directe locale.

Collectivités et Établissements Publics Locaux Gestion

M. Claude SCHAELE, inspecteur des Finances publiques, responsable de service, reçoit délégation pour signer les bordereaux d'envoi, les récépissés, les accusés de réception et les circulaires informatives liés à l'exercice de ses missions, assurer le visa sur chiffres et sur pièces des comptes de gestion et des comptes financiers, valider les plans de contrôle hiérarchisé de la dépense, signer tout document relatif au recouvrement des produits locaux et aux régies du secteur public local.

Conseil Juridique et Qualité des Comptes Locaux

M. Benoît MERLOT, inspecteur des Finances publiques, responsable de service, reçoit délégation pour signer les bordereaux d'envoi, les récépissés, les accusés de réception et les circulaires informatives relatives au conseil juridique et à la qualité des comptes locaux, ainsi que tout document relatif au recouvrement des produits locaux.

Cellule Dématérialisation - Monétique

Mme Célia RETHORE, inspectrice des Finances publiques, et M. Xavier RZEPKA, inspecteur des Finances publiques, reçoivent délégation pour signer les bordereaux d'envoi, les récépissés, les accusés de réception et les circulaires informatives liés à l'exercice de leurs missions (dématérialisation, monétique), ainsi que les contrats et conventions TIPI (télépaiement par internet des titres des collectivités locales), les demandes d'adhésion des organismes publics au système d'acceptation des paiements par carte bancaire, les conventions de mise à disposition du logiciel DVP et les accords préalables à la mise en œuvre d'un prélèvement automatique pour le paiement des dépenses du secteur local.

Cellule « Expertise et Etudes financière »

Mme Laure GARNIER, inspectrice des Finances publiques,

M. Emmanuel PFLIEGER, inspecteur des Finances publiques, chargés de mission au sein de la cellule « Expertise et Études financière » reçoivent délégation pour signer les bordereaux d'envoi, les récépissés et les accusés de réception liés à l'exercice de leurs missions.

2. Pour la division de l'Expertise et de l'Action Économiques et Financières

M. Cyril SCHREINER, inspecteur principal des Finances publiques, responsable de la division de l'Expertise et de l'Action Économiques et Financières ;

Mme Véronique MOSER, inspectrice des Finances publiques, adjointe au responsable de division, reçoivent délégation pour signer les pièces et documents relatifs aux attributions de leur division non réservées par la délégation générale.

3. Pour la division des Opérations de l'État

M. François GUIHENEUF, administrateur des Finances publiques adjoint, responsable de la division Opérations de l'État ;

Mme Pascale MAECHLING, inspectrice divisionnaire de classe normale des Finances publiques, adjointe du responsable de division, reçoivent délégation pour signer les pièces et documents relatifs aux attributions de leur division non réservées par la délégation générale.

En matière de recettes non fiscales, ils reçoivent délégation pour signer les décisions de remise gracieuse

et d'admission en non-valeur jusqu'à 8 000 euros.

Dépense - Contrôle et règlement de la dépense

M. Steve BERNHART, inspecteur des Finances publiques, responsable du service Dépense et Service Facturier, reçoit délégation pour signer les ordres de virements bancaires internationaux hors SEPA, les bons de validation des virements SEPA, les significations d'oppositions par voie d'huissier, les accusés de réception des cessions / oppositions et les décisions de rejet les concernant, les ordres de paiement, les demandes de renseignement (TIC/TICGN, rejets de virement...), les bordereaux d'envoi, les récépissés et les accusés de réception liés à l'exercice de sa mission.

Mme Joëlle HENNY, contrôleur des Finances publiques, reçoit délégation pour signer les significations d'oppositions par voie d'huissier, les accusés de réception des cessions / oppositions et les décisions de rejet les concernant, les ordres de paiement, les demandes de renseignement (TIC/TICGN, rejets de virement...), les bordereaux d'envoi, les récépissés et les accusés de réception liés à l'exercice de leur mission,

M. Fabrice BRACHET, contrôleur principal des Finances publiques, Mme Patricia WISLER, contrôleur principale des Finances publiques, Mme Marie-Hélène CASNER, contrôleur des Finances publiques, reçoivent délégation pour signer les bons de validations des virements SEPA.

Rémunérations

Mme Christine DE CASTRO, inspectrice des Finances publiques, responsable du service Dépense Rémunérations reçoit délégation pour signer les bordereaux de rejet, les certificats de cessation de paiement des rémunérations, primes et indemnités diverses demandés par les services gestionnaires, les bons de validation de virements SEPA, les ordres de virements bancaires internationaux hors SEPA, les ordres de paiement, les justificatifs des versements aux organismes sociaux, les états de ventilation budgétaire, les accusés de réception des avis à tiers détenteur et des oppositions, les demandes de renseignement, les bordereaux d'envoi, les récépissés et les accusés de réception liés à l'exercice de sa mission.

M. Guy MASSON, contrôleur principal des Finances publiques, adjoint, reçoit délégation pour signer les certificats de cessation de paiement des rémunérations, primes et indemnités diverses demandés par les services gestionnaires, les bons de validation des virements SEPA, les ordres de virements bancaires internationaux hors SEPA, les ordres de paiement, les justificatifs des versements aux organismes sociaux, les états de ventilation budgétaire, les accusés de réception des avis à tiers détenteur et des oppositions, les demandes de renseignement, les bordereaux d'envois, les récépissés et les accusés de réception liés à l'exercice de sa mission.

Recettes non fiscales

Mme Zarina STICHNOTH, inspectrice des Finances publiques, responsable du service Recettes non fiscales, M. Michel KLEIN, contrôleur principal des Finances publiques, adjoint, reçoivent délégation pour la signature des actes de poursuite notifiés dans le cadre du recouvrement des créances de l'État, des mainlevées de saisie, des délais de paiement accordés aux redevables dans la limite de 8 000 euros, les bordereaux d'envoi, les récépissés et les accusés de réception liés à l'exercice de leur mission, ainsi que les déclarations de créances dans les procédures d'apurement collectif du passif.

Comptabilité générale de l'État - Comptabilité auxiliaire des immobilisations

M. Pascal LAURENT, inspecteur divisionnaire de classe normale des Finances publiques, responsable du service Comptabilité générale de l'État, reçoit délégation pour la signature des déclarations de recettes, des dépôts de fonds, des reçus de dépôts de valeurs, des endossements de chèques ou effets, des chèques de banques, des rejets d'opérations comptables, des autorisations de paiement dans d'autres départements ou à l'étranger, des ordres de paiement, des certificats de restitution, des chèques tirés sur le compte courant du Trésor à la Banque de France, des ordres de virements bancaires ou postaux, des bordereaux et tickets de remise à la Banque de France, des retraits de fonds, des bordereaux d'envoi, des récépissés et des accusés de réception liés à l'exercice de sa mission.

Mme Graciane BIDARD, contrôleur des Finances publiques, adjointe,
Mme Sylvie WALTHER, contrôleur des Finances publiques, adjointe,

M. Almamy DRAME, agent d'administration des Finances publiques,
Mme Nadège JOFFROY, contrôleur des Finances publiques, reçoivent délégation pour la signature des déclarations de recettes, des dépôts de fonds, des reçus de dépôt de valeurs, des endossements de chèques ou effets, des chèques de banque, des rejets d'opérations comptables, des autorisations de paiement dans d'autres départements ou à l'étranger, des ordres de paiement, des certificats de restitution, des chèques tirés sur le compte courant de la Banque de France, des ordres de virements bancaires ou postaux, des bordereaux ou tickets de remise à la Banque de France, des retraits de fonds, des bordereaux d'envoi, des récépissés et des accusés de réception liés à l'exercice de sa mission.

M. Alain CHEVASSUT, agent d'administration principal des Finances publiques,
M. Rudy DARRAS, agent d'administration des Finances publiques,
M. Alexandre DANESI, contrôleur principal des Finances publiques,
Mme Angélique LIO, agente d'administration principale des Finances publiques,
M. Christian VIDBERG, contrôleur des Finances publiques, reçoivent délégation pour la signature des déclarations de recettes, des dépôts de fonds, des retraits de fonds.

Cotisations des corporations professionnelles

M. Alexandre DANESI, contrôleur principal des Finances publiques, reçoit délégation pour signer les actes de poursuites relatifs au recouvrement des cotisations des corporations professionnelles, et les demandes d'admission en non-valeur auprès de ces organismes.

Régies de l'État

Mme Graciane BIDARD, contrôleur des Finances publiques, chargée de mission Régie de l'État,
M. Pascal LAURENT, inspecteur divisionnaire de classe normale des Finances publiques, reçoivent délégation pour signer les procès verbaux de remise de service et d'installation des régisseurs de l'État, les procès-verbaux de destruction des valeurs détenues par les régisseurs de l'État, les bordereaux d'envoi de remise aux régisseurs des journaux à souches d'encaissement en numéraire ou d'encaissement immédiat des amendes, les ordres de paiement, les autorisations de paiement dans d'autres départements ou à l'étranger, les bordereaux d'envoi, les récépissés et les accusés de réception liés à l'exercice de sa mission.

Comptabilité du recouvrement

Mme Doris SORG, inspectrice divisionnaire de classe normale des Finances publiques, responsable du service Comptabilité du recouvrement reçoit délégation pour signer les chèques sur le Trésor, les ordres de paiement, les états de prise en charge, les rejets d'opérations comptables, les bordereaux d'envoi, les récépissés et les accusés de réception liés à l'exercice de sa mission.

Mme Françoise CURTIS, contrôleur principale des Finances publiques, adjointe,
M. Étienne FLEURY, contrôleur principal des Finances publiques,
Mme Marielle REUTHER, contrôleur principale des Finances publiques,
Mme Olga BELIN, agente d'administration principale des Finances publiques,
Mme Delphine SOHN, contrôleur des Finances publiques,
M. Bruno XERRI, contrôleur des Finances publiques,
Mme Sabine STEPHAN, contrôleur des Finances publiques,
M. Jean-Yves ADNET, agent d'administration principal des Finances publiques,
M. Sébastien BILGER, agent d'administration principal des Finances publiques,
Mme Anne HELMER, agente d'administration des Finances publiques,
Mme Justine HEITZ, agente d'administration des Finances publiques,

reçoivent délégation pour signer les bordereaux d'envoi, les récépissés et les accusés de réception liés à l'exercice de leur mission.

Dépôts, Services financiers et Consignations

M. Olivier HOUHOU, inspecteur des Finances Publiques, reçoit délégation de signature pour toute opération liée à la Caisse des Dépôts & Consignations et à la gestion des Dépôts de Fonds au Trésor.
Mme Isabelle KLEIN, contrôleur principale des Finances Publiques, reçoit délégation de signature pour l'ensemble des opérations relatives aux Dépôts de Fonds au Trésor, pour tout contrat lié à la Caisse des Dépôts et toute opération du Pôle de gestion des Consignations.

Mme Roselyne FEUERSTOSS, contrôleuse principale des Finances Publiques, reçoit délégation de signature pour l'ensemble des opérations relatives aux Dépôts de Fonds au Trésor.

Mme Patricia LOTTE, contrôleuse des Finances Publiques, chargée de Relation Clientèle, reçoit délégation spécifique pour la signature des documents et contrats relatifs à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Mme Isabelle MATT, contrôleuse principale des Finances Publiques et Mme Élisabeth COURNEDE, Contrôleur des Finances Publiques, reçoivent délégation de signature pour toute opération de recette enregistrée par le Pôle de Gestion des Consignations.

Mme Isabelle RIDOUX, agente d'administration principale, Mme Isabelle PELLETIER, agente d'administration des Finances publiques, et M. Francis WACH, agent d'administration principal reçoivent délégation de signature pour tout bordereau d'envoi à la clientèle des Dépôts de Fonds au Trésor.

Article 2 : la présente décision abroge et remplace celle publiée au recueil des actes administratifs (RAA) du 2 mai 2016. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

À Strasbourg, le 3 octobre 2016

Bernard HOUTEER

Subdélégation de signature relative à la gestion de la cité administrative de Strasbourg

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU
DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

4, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
BP 1002
67070 STRASBOURG CEDEX

Arrêté portant subdélégation de signature relative à la gestion de la cité administrative de Strasbourg

L'administrateur général des Finances publiques,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du
Bas-Rhin

- Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu le code du domaine de l'État ;
- Vu l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 relative à la partie législative du code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;
- Vu le décret du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Stéphane FRATACCI, Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin ;
- Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- Vu l'article 5 de l'arrêté du 9 juin 2010 portant création de la direction régionale des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin ;
- Vu le décret n° 2015-969 du 31 juillet 2015 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;

- Vu le décret du Président de la République du 1er janvier 2016 portant nomination en date du 1er janvier 2016 de M. Bernard HOUTEER, administrateur général des Finances publiques en qualité de directeur régional des Finances publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2016 portant délégation de signature à M. Bernard HOUTEER, administrateur général des Finances publiques, directeur régional des Finances publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin ;
- Vu l'article 2 de l'arrêté préfectoral précité autorisant M. Bernard HOUTEER à déléguer sa signature aux agents placés sous son autorité ;

ARRETE :

Article 1^{er} - Délégation de signature, prévue à l'article 2 de l'arrêté précité ci-dessus, est consentie à :

- Monsieur **Jérôme LEMERCIER**, régisseur de la cité administrative dans la limite de 4 000 euros HT par opération.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la délégation sera exercée dans les mêmes conditions par :

- Monsieur **Vincent RUHLMANN**, administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division logistique, budget, immobilier et CSP de la direction régionale des Finances publiques d'Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine et département du Bas-Rhin ;
- Madame **Hélène BIGOT**, inspectrice divisionnaire des finances publiques, adjointe au responsable de la division logistique, budget, immobilier et CSP de la direction régionale des Finances publiques d'Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine et département du Bas-Rhin.

Article 3 – Le présent arrêté abroge et remplace celui publié au recueil des actes administratifs (RAA) du 1^{er} septembre 2016. Il sera publié au RAA de la préfecture du Bas-Rhin.

À Strasbourg, le 3 octobre 2016

Bernard HOUTEER

Délégation de signature au Service des Impôts des Particuliers de Strasbourg-Est

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES
PUBLIQUES D'ALSACE-CHAMPAGNE-ARDENNE-
LORRAINE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Service des impôts des particuliers Strasbourg-Est

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de Strasbourg-Est

- Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;
- Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;
- Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à MME NAIGEON Lucette et MME HUBERT Déborah, Inspectrices, adjointes au responsable du service des impôts des particuliers de Strasbourg-Est, à l'effet de signer :

- 1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office
- 2°) dans la limite de 60 000 €, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet ;
- 3°) sans limitation de montant, les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses ;
- 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
 - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 24 mois sans limitation de montant ;
 - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
 - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1° en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

a) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

BORG Christiane	MULLER Fabienne	RIGAL Irène
SARBACH Jeannette	WUST Fabienne	

b) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

DUMOULIN Evelyne	GEILLER Fabrice	GOETZ Corinne
LORENTZ Corinne	ROBACH Cathie	ROUSSEL Hélène
STEINER Jonathan	WURTZ Claire	

2°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant, aux agents des finances publiques désignés ci-après :

BORG Christiane	MULLER Fabienne	RIGAL Irène
SARBACH Jeannette	WUST Fabienne	

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités de recouvrement, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
 - 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
 - 3°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents des finances publiques désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
COURNEDE Didier	Contrôleur principal	10.000 €	12 mois	20.000 €
ENSMINGER Emmanuel	Contrôleur	10.000 €	12 mois	20.000€
MULLER Fabienne	Contrôleur	10.000 €	12 mois	20.000 €
PFEIFFER Laurent	Contrôleur principal	10.000 €	12 mois	20.000 €
SCHALL Christophe	Contrôleur	10.000 €	12 mois	20.000 €
STOFFEL Alain	Contrôleur	10.000 €	12 mois	20.000 €
MAZZOUZ Jean-Claude	Agent	5.000 €	12 mois	20.000 €

Article 4

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
 - 2°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités de recouvrement, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
 - 3°) les décisions relatives aux demandes de délais de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-dessous ;
- aux agents des finances publiques désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses (en matière de recouvrement)	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
HUBERT Déborah	Inspectrice	15 000 €	200 €	3 mois	2 000€
NAIGEON Lucette	Inspectrice	15 000 €	200 €	3 mois	2 000€
BORG Christiane	Contrôleur	10 000 €			
MULLER Fabienne	Contrôleur	10 000 €	200 €	3 mois	2 000€
RIGAL Irène	Contrôleur	10 000 €			
SARBACH Jeannette	Contrôleur	10 000 €			
WUST Fabienne	Contrôleur	10 000 €			
DUMOULIN Evelyne	Agent	2 000 €			
GEILLER Fabrice	Agent	2 000 €			
GOETZ Corinne	Agent	2 000 €			
ROBACH Cathie	Agent	2 000 €			
ROUSSEL Hélène	Agent	2 000 €			
STEINER Jonathan	Agent	2 000 €			
WURTZ Claire	Agent	2 000 €			
COURNEDE Didier	Cont. principal		200 €	3 mois	2 000 €
ENSMINGER Emmanuel	Contrôleur		200 €	3 mois	2 000 €
PFEIFFER Laurent	Cont. principal		200 €	3 mois	2 000 €

SCHALL Christophe	Contrôleur		200 €	3 mois	2 000 €
STOFFEL Alain	Contrôleur		200 €	3 mois	2 000 €
MAZZOUZ Jean-Claude	Agent		200 €	3 mois	2 000 €

Les agents délégataires ci-dessus désignés peuvent prendre des décisions à l'égard des contribuables relevant des services suivants : SIP de Strasbourg-Ouest et SIP de Strasbourg-Sud.

Article 5

En cas d'erreur manifeste commise par le contribuable lors de l'établissement de sa déclaration ou par le service lors de l'intégration d'une déclaration dans le système d'informations de l'administration, les inspecteurs ou contrôleurs des finances publiques mentionnés aux articles 1 et 2 peuvent prononcer le dégrèvement contentieux correspondant, quel qu'en soit le montant, y compris lorsque celui-ci excède le plafond de leur délégation.

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement du soussigné, les agents des finances publiques désignés ci-après peuvent signer l'ensemble des décisions dans les conditions et limites de la propre délégation de signature du responsable :

- Mme NAIGEON Lucette
- Mme HUBERT Déborah, inspectrices.

Article 7

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Bas-Rhin

A Strasbourg, le 3 octobre 2016

Le comptable, responsable de service des impôts des particuliers, Patrick ARNAUDON

Délégation générale de signature au directeur du pôle gestion publique

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
 D'ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU
 DEPARTEMENT DU BAS RHIN
 4, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
 BP 1002
 67070 STRASBOURG CEDEX

Décision de délégation générale de signature
 au directeur du pôle gestion publique

L'administrateur général des finances publiques,
 Directeur régional des Finances publiques d'Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine et du département
 du Bas-Rhin

- Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'article 5 de l'arrêté du 9 juin 2010 portant création de la direction régionale des Finances Publiques d'Alsace et du Bas-Rhin ;

- Vu le décret n° 2015-969 du 31 juillet 2015 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;
- Vu le décret du Président de la République du 1^{er} janvier 2016 portant nomination de M. Bernard HOUTEER, administrateur général des Finances publiques en qualité de directeur régional des Finances publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin ;

Décide :

Article 1^{er} - Délégation générale de signature est donnée à :

M. Jean-Yves MAY, administrateur général des Finances publiques, directeur du Pôle gestion publique de de la direction régionale des Finances publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin,

Afin de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul, ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent, en cas d'absence ou d'empêchement de ma part, sans toutefois que cet empêchement puisse être invoqué par les tiers ou opposé à eux.

Ils sont autorisés à agir en justice et effectuer des déclarations de créances.

Article 2 – La présente décision abroge et remplace la décision publiée au recueil des actes administratifs (RAA) du 1^{er} septembre 2016. Elle sera publiée au RAA de la préfecture du Bas-Rhin.

À Strasbourg, le 3 octobre 2016

Bernard HOUTEER

Délégations spéciales de signature pour la Division Domaine

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU
DEPARTEMENT DU BAS RHIN
4, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
BP 1002
67070 STRASBOURG CEDEX

Décision de délégations spéciales de signature pour la Division Domaine

L'administrateur général des finances publiques,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine et du
département du Bas-Rhin

- Vu le code du domaine de l'État, notamment son article R.150-2 ;
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles D, 1212-25, D. 2312-8, D. 3221-16, D, 3222-1 et D4111-9 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du 1 de l'article 33 ;
- Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques ;

- Vu l'arrêté du 9 juin 2010 portant création de la direction régionale d'Alsace et du département du Bas-Rhin ;
- Vu le décret n° 2015-969 du 31 juillet 2015 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;
- Vu le décret du Président de la République du 1^{er} janvier 2016 portant nomination en date du 1^{er} janvier 2016 de M. Bernard HOUTEER, administrateur général des Finances publiques en qualité de directeur régional des Finances publiques d'Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin ;

Décide :

Article 1 : Délégation de signature est donnée à **M. Jean-Yves MAY**, administrateur général des Finances publiques, directeur du pôle Gestion publique, pour :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'État ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'État).

Article 2 : Délégation de signature est donnée à :

- **Mme Sophie BAUDUIN**, administratrice des Finances publiques adjointe, responsable de la Division Domaine
- à défaut à **Mme Pascale OBERLE**, inspectrice divisionnaire, adjointe à la responsable de la Division Domaine,

pour émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale, portant sur l'estimation :

- en valeur vénale des immeubles et fonds de commerce, dans la limite de **1.000.000 €** indemnités accessoires comprises ;
- en valeur locative annuelle, des mêmes biens, dans la limite de **500.000 €** par affaire ;

pour fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'État ;

pour suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'État).

Article 3 : Délégation de signature est donnée à :

- **Mme Éliane BAEHR**, inspectrice ;
- **M. Patrick GOGUELY**, inspecteur ;

pour émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale, portant sur l'estimation :

- en valeur vénale des immeubles et fonds de commerce, dans la limite de **450.000 €** indemnités accessoires comprises ;
- en valeur locative annuelle, des mêmes biens, dans la limite de **50.000 €** par affaire.

- **Mme Nathalie STAHL**, inspectrice ;

- **M. Mehdi TRABELSI**, inspecteur ;

pour émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale, portant sur l'estimation en valeur vénale des immeubles et fonds de commerce, dans la limite de **200.000 €** indemnités accessoires comprises ;

- **M. Bernard ROTH**, contrôleur principal ;

- **Mme Christine VELTEN**, contrôleur principal ;

pour émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale, portant sur l'estimation en valeur vénale des immeubles et fonds de commerce, dans la limite de **100.000 €** indemnités accessoires comprises ;

Sont exclus de la délégation de signature et de compétence visée à l'article 3 les estimations de biens domaniaux (notamment ceux destinés à être remis au Domaine pour aliénation) ainsi que les évaluations réalisées suite à une déclaration d'intention d'aliéner.

Article 4 : La présente décision abroge et remplace la décision publiée au recueil des actes administratifs (RAA) du 1 septembre 2016. Elle sera publiée au RAA de la préfecture du Bas-Rhin.

À Strasbourg, le 3 octobre 2016

Bernard HOUTEER

Subdélégation de signature relatif à la gestion des biens domaniaux

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ALSACE – CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU
DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
4, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
BP 1002
67070 STRASBOURG CEDEX

Arrêté portant subdélégation de signature relatif à la gestion des biens domaniaux

L'administrateur général des Finances publiques,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département
du Bas-Rhin

- Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu le code du domaine de l'État, notamment son article R. 150-2 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du 1 de l'article 33 ;
- Vu le décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la direction générales des impôts à la direction générale de la comptabilité publique en matière domaniale, notamment ses articles 1^{er} et 16 ;
- Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n° 2008-1248 du 1^{er} décembre 2008 relatif à l'utilisation des immeubles domaniaux par les services de l'État et ses établissements publics ;
- Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;
- Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des Finances publiques ;
- Vu l'arrêté du 9 juin 2010 portant création de la direction régionale d'Alsace et du département du Bas-Rhin ;
- Vu le décret n° 2015-969 du 31 juillet 2015 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;
- Vu le décret du Président de la République du 1^{er} janvier 2016 portant nomination en date du 1er janvier 2016 de M. Bernard HOUTEER, administrateur général des Finances publiques en qualité de directeur régional des Finances publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2016 portant délégation de signature à M. Bernard HOUTEER, administrateur général des Finances publiques, directeur régional des Finances publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin ;

Vu l'article 2 de l'arrêté préfectoral précité autorisant M. Bernard HOUTEER à déléguer sa signature aux agents placés sous son autorité ;

Décide :

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après, à l'effet de signer les actes et décisions, dans le cadre des attributions et compétences suivantes :

- **M. Jean-Yves MAY**, administrateur général des Finances publiques, pour toutes les attributions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral visé ci-dessus ;
- **Mme Sophie BAUDUIN**, administratrice des Finances publiques adjointe, **Mme Pascale OBERLE**, inspectrice divisionnaire, **Mmes Aysel IVEDI** et **Coralie LARGAJOLLI**, inspectrices, pour les attributions visées sous les n° 1, 2, 6, 7, 8 et 9 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral visé ci-dessus ;
- **Mme Sophie BAUDUIN**, administratrice des Finances publiques adjointe, **M. Serge PERIN**, inspecteur divisionnaire, **M. Mehdi TRABELSI**, inspecteur, pour les attributions visées sous le n° 10 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral visé ci-dessus.

Article 2 : Le présent arrêté abroge et remplace celui publié au recueil des actes administratifs(RAA) du 1er septembre 2016. Il sera publié au RAA de la préfecture du Bas-Rhin.

À Strasbourg, le 3 octobre 2016

Bernard HOUTEER

Subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ALSACE – CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE ET DU
DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
4, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
BP 1002
67070 STRASBOURG CEDEX

**Arrêté portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement
secondaire**

Le directeur du pôle pilotage et ressources de la direction régionale des finances publiques
d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin

- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n° 210-687 du 24 juin 2010 ;
- Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le décret du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Stéphane FRATACCI, Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin ;
- Vu le décret n° 2015-969 du 31 juillet 2015 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;
- Vu le décret du Président de la République du 24 août 2015 portant promotion, nomination, réintégration et affectation d'administrateurs généraux des finances publiques ;

- Vu la décision du directeur général des finances publiques en date du 26 août 2015 portant affectation au 1^{er} octobre 2015 de M. Jean-Bernard GOSSOT, administrateur général des finances publiques, à la direction régionale des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin et sa nomination par le directeur régional des finances publiques comme responsable du pôle pilotage et ressources ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées sur le budget de l'État à M. Jean-Bernard GOSSOT, administrateur général des finances publiques, directeur du pôle pilotage et ressources à la direction régionale des finances publiques d'Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin ;
- Vu l'article 2 de l'arrêté précité autorisant M. Jean-Bernard GOSSOT à subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité ;

Arrête

Article 1 : subdélégation de signature est donnée par l'administrateur général des finances publiques, directeur du pôle pilotage et ressources à la direction régionale des finances publiques d'Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin, pour engager les dépenses et les recettes imputées sur les programmes 156 et 309 et constater les services fait sur lesdits programmes à :

- M. **Patrick BOURDIER**, administrateur des finances publiques ;
- M. **Vincent RUHLMANN**, administrateur des finances publiques adjoint ;
- Mme **Hélène BIGOT**, inspectrice divisionnaire des finances publiques ;
- Mme **Marie-Claude BREHARD**, inspectrice divisionnaire des finances publiques ;
- Mme **Martine PERRIN**, inspectrice divisionnaire des finances publiques ;
- Mme **Valérie AMOUGOU AMOUGOU**, inspectrice des finances publiques.

Article 2 : subdélégation de signature est donnée par l'administrateur général des finances publiques, directeur du pôle pilotage et ressources à la direction régionale des finances publiques d'Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin, pour engager les dépenses et les recettes imputées sur le programme 723 et constater les services fait sur ledit programme à :

- M. **Patrick BOURDIER**, administrateur des finances publiques ;
- Mme **Sophie BAUDUIN**, administratrice des finances publiques adjointe ;
- Mme **Pascale OBERLE**, inspectrice divisionnaire des finances publiques ;
- Mme **Michèle CLOCHETTE**, inspectrice divisionnaire des finances publiques ;
- Mme **Hélène BIGOT**, inspectrice divisionnaire des finances publiques ;
- Mme **Martine PERRIN**, inspectrice divisionnaire des finances publiques.

Article 3 : subdélégation de signature est donnée par l'administrateur général des finances publiques, directeur du pôle pilotage et ressources à la direction régionale des finances publiques d'Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine et du département du Bas-Rhin, pour engager les dépenses et les recettes imputées sur les programmes 156, 309 et 723 et constater les services fait sur lesdits programmes dans Chorus formulaire à :

- M. **Vincent RUHLMANN**, administrateur des finances publiques adjoint ;
- M. **Gabriel LAVERGNE**, inspecteur des finances publiques ;
- Mme **Afafe KORAICH**, inspectrice des finances publiques ;
- Mme **Diane SCIANNIMANICO**, contrôleur principal des finances publiques ;
- Mme **Régine THORELLE**, contrôleur des finances publiques ;
- Mme **Françoise MEDER**, contrôleur des finances publiques ;
- Mme **Edith SPITZER**, agente principale des finances publiques.

La validation des opérations dans Chorus formulaire devra être précédée d'une autorisation des dépenses et des recettes par l'une des personnes mentionnées aux articles 1 et 2 .

Article 4 : dans le cadre de la validation dans CHORUS formulaire et du déploiement de l'application FDD, subdélégation de signature est donnée par l'administrateur général des finances publiques, directeur du pôle pilotage et ressources à la direction régionale des finances publiques d'Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine et du département du Bas-Rhin, à :

- Mme **Marie-Claude BREHARD**, inspectrice divisionnaire des finances publiques ;
- Mme **Régine BOGNER**, inspectrice des finances publiques ;
- M. **Richard KAUFFER**, contrôleur principal des finances publiques ;
- Mme **Sandrine HECKER**, contrôleur des finances publiques ;
- M. **Vincent LIENHARD**, contrôleur des finances publiques ;
- Mme **Fatima IBIS**, agent d'administration des finances publiques.

Article 5 : le présent arrêté abroge l'arrêté publié au recueil des actes administratifs (RAA) du 1er septembre 2016. Il sera publié au RAA de la Préfecture du département du Bas-Rhin.

A Strasbourg le 3 octobre 2016

Jean-Bernard GOSSOT

HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG

Décision portant délégation de signature n°A5c/774/16

A5c/774/16

27 septembre 2016

DECISION PORTANT DÉLÉGATION

LE DIRECTEUR GENERAL

- VU le Code de la santé publique, notamment ses articles R. 1112-7 et L. 6113-7
- VU le Code du patrimoine, notamment ses articles L. 212-2 et 3, L. 214-3 et 4 et R. 212-14
- VU le décret n° 2006-6 du 4 janvier 2006 relatif à l'hébergement des données de santé à caractère personnel et modifiant le code de la santé publique
- VU l'arrêté interministériel du 11 mars 1968 portant règlement des archives hospitalières
- VU la décision DG/SP A6a/678/16 du 16 août 2016 portant affectation de Madame Vanessa FAGE-MOREEL, Directrice adjointe,
- VU le décret du Président de la République, en date du 2 octobre 2014, nommant Monsieur Christophe GAUTIER, Directeur Général aux Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, à compter du 1^{er} octobre 2014

DECIDE

ARTICLE 1er

Délégation de signature est donnée à Madame Vanessa FAGE-MOREEL, Directrice adjointe, chargée du Pôle de gestion des investissements et de la logistique, pour signer en son lieu et place l'ensemble des bordereaux d'élimination d'archives médicales et médico-techniques produits par l'établissement en application du décret n° 2006-6 du 4 janvier 2006 relatif à l'hébergement des données de santé à caractère personnel et modifiant le code de la santé publique.

S'agissant d'archives publiques, ces bordereaux sont ensuite transmis aux Archives départementales pour visa avant élimination effective.

ARTICLE 2

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans le même délai.

Christophe GAUTIER

CABINET DU PREFET

Attribution de la Médaille de Bronze de la Jeunesse, des Sports : promotion 14 juillet 2016

- L'arrêté préfectoral du 23 juin 2016, signé par M. Stéphane FRATACCI, Préfet de la Région Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est, Préfet du Bas-Rhin, portant attribution de la Médaille de Bronze de la Jeunesse, des Sports, et de l'Engagement Associatif – Contingent Départemental - au titre de la promotion du 14 juillet 2016 vient de paraître. La liste des récipiendaires de cette distinction honorifique peut être consultée auprès des services préfectoraux du département, aux heures d'ouverture.

Honorariat de Maire et d'Adjoint au Maire : commune de SCHLEITHAL

- Par arrêté préfectoral du 26 septembre 2016, signé par M. Stéphane FRATACCI, Préfet de la Région Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est, Préfet du Bas-Rhin,

Monsieur Marcel HIEBEL, ancien adjoint au maire de la commune de SCHLEITHAL, est nommé adjoint au maire honoraire.

SERVICE INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL DES AFFAIRES CIVILES ET ECONOMIQUES DE DÉFENSE ET DE LA PROTECTION CIVILE

Approbation des dispositions générales ORSEC « Veille et alerte des acteurs – procédure de vigilance et d'alerte météorologique »

- Arrêté préfectoral du 19 septembre 2016, signé par M. Stéphane FRATACCI, Préfet de la Région Alsace – Champagne-Ardenne - Lorraine, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est, Préfet du Bas-Rhin.

Article 1

Les dispositions générales ORSEC « Veille et alerte des acteurs – procédure de vigilance et d'alerte météorologique », telles qu'elles sont définies dans le document joint au présent arrêté, sont approuvées et entrent immédiatement en vigueur.

Article 2

L'arrêté préfectoral du 15 mars 2013 portant approbation du dispositif ORSEC « Vigilance météorologique » est abrogé.

Article 3

- le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Directeur de Cabinet du Préfet,
- les Sous-préfets d'arrondissements,
- le Président du Conseil régional d'Alsace Champagne-Ardenne Lorraine,
- le Président du Conseil départemental du Bas-Rhin,
- le Président de l'association des maires du Bas-Rhin,
- le Président de l'Eurométropole de Strasbourg,
- le Président départemental de l'ordre des médecins,
- les Présidents des associations agréées de secourisme du Bas-Rhin,

- les Présidents et Directeurs des opérateurs départementaux d'énergie, de transports et de télécommunications,
- le Directeur du centre météo interrégional Nord-Est,
- les Directeurs régionaux et départementaux des services de l'État,
- le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Bas-Rhin,
- le Directeur départemental du service d'aide médicale urgente,
- les Maires des communes du Bas-Rhin,

concourant à son application, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Article 4

Le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Autorisation de déroulement d'une manifestation sportive motorisée (motos, quads et pit-bike) le 23 octobre 2016 sur le ban communal d'EPFIG intitulée « 4ème Course sur Prairie des Schneckenmatten »

- Arrêté préfectoral du 16 septembre 2016, signé par M. Dominique-Nicolas JANE, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin.

Article 1

M. Thierry FRANTZ, président du Moto Club d'Andlau, 2 rue des Cerisiers – 67140 Andlau, est autorisé à organiser le 23 octobre 2016, une manifestation motorisée (comprenant des véhicules quads de types "sportifs, loisirs et agricoles, ..." et des véhicules motos de type "cross, enduro et trails"), jeunes et adultes, intitulée « 4^{ème} Course sur Prairie des Schneckenmatten d'Epfig » sur le circuit temporaire établi sur prairies et champs privés en terrain plat à Epfig au lieu dit « Schneckenmatten » joint en annexe 1, et selon les jours, horaires, catégories et règlement annexés en 1.

La présente autorisation vaut homologation temporaire du circuit non permanent sur lequel se déroule la manifestation, pour la seule durée de celle-ci.

Il est précisé que cette manifestation de moto et quad cross –jeunes et adultes, se déroulera entre 8h et 19h et comportera la participation de 120 pilotes et véhicules au maximum (quads de types sportifs, loisirs et agricoles ,motos, pit-bike). Catégories admises : -Cross-Enduro-Quad (pilotes licenciés), pit-bike (pilotes confirmés à partir de 13 ans , machines de 88cc à 250 cc), et Kids A et B (machines de 65cc à 11cc, pour pilotes de 7 à 11 ans, s'initiant aux épreuves (A) ou débutants (B))

Conformément au règlement de l'épreuve, visé par la FFM, le nombre de pilotes admis simultanément est limité à 20 pour les quads et 30 pour les motos en manches (respectivement 24 et 35 en essais)

La ligne de départ doit avoir une largeur permettant de disposer sur une même ligne au minimum 20 motos, à raison d'un mètre de large par machine et d'un mètre de zone de sécurité à chaque extrémité, ou au minimum 10 quads, à raison de 2 m par engin avec toujours 1 m de sécurité à chaque extrémité. La piste est établie sur un circuit temporaire de 1200 mètres aménagé pour la circonstance. La compétition se déroule en 3 manches qualificatives pour toutes les catégories, suivies de 4 finales (une moto, une quad, une kids et une pit-bike).

500 spectateurs au total sont attendus.

Tout au long du présent arrêté, le terme :

- « manifestation » s'entend pour chacune des épreuves,
- « concurrents » s'entend pour tous les pilotes (tous les engagés, compétiteurs et non compétiteurs),
- « participants » comprend l'ensemble des acteurs de cette manifestation : pilotes des démonstrations éducatives, compétiteurs, officiels, personnels « sécurité/secours ».

Les dispositions contenues dans le présent arrêté sont donc valables et doivent s'appliquer, pour chacune des épreuves. Les prescriptions du présent arrêté concernent non seulement la manifestation mais aussi l'intégralité de l'ensemble de ses composantes : essais, reconnaissance, « sécurité/secours » (y compris médecin)...Le dispositif de "secours/sécurité" doit être similaire pour l'ensemble de la manifestation et ses diverses composantes.

Cette épreuve est organisée sous l'égide de la FFM.

L'organisateur doit respecter les consignes de sécurité édictées par la FFM et ne pas outrepasser les règles émises par cette même fédération.

Organisateur administratif et technique : M. Thierry FRANTZ

Directeur de course : M. Pascal HERBRECHT

Responsable sécurité : M. Franck MADER

Article 2

Cette autorisation est accordée sous réserves :

1) que l'organisateur respecte et fasse respecter :

- les dispositions des lois et arrêtés précités,
- la réglementation de la FFM (Fédération Française de Motocyclisme, régissant ce type de manifestation, le règlement particulier des épreuves annexé en 1, modifiés et/ou complétés par les dispositions du présent arrêté,
- les mesures et dispositions énoncées dans son dossier de présentation, modifiées et/ou complétées par les prescriptions du présent arrêté, les observations de la CDSR - section épreuves et compétitions sportives - en sa séance du 21 juillet 2016 (portées à la connaissance de l'organisateur, présent à ladite séance) ainsi que les engagements pris à cette occasion
- les prescriptions du présent arrêté, étant rappelé qu'est puni des peines prévues pour les contraventions de 5^{ème} classe le fait, par l'organisateur, de ne pas respecter ou de ne pas faire respecter les prescriptions figurant dans l'autorisation administrative qui lui a été délivrée.

2) que le règlement particulier des épreuves ait été validé par la fédération de rattachement,

3) que cette manifestation soit couverte par une police d'assurance conforme aux dispositions du code du sport et de la réglementation en vigueur.

4) des droits des tiers et de l'accord des maires, propriétaires et gestionnaires du lieu concernés par le déroulement de cette manifestation.

5) du respect des mesures de police prévues par le Maire d'Epfig dans l'arrêté municipal susvisé du 03 juin 2016 portant réglementation de la circulation sur le chemin rural reliant la RD n° 203 au « Dickwald » et par le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin, dans l'arrêté temporaire susvisé du 13 juin 2016, portant mesures spécifiques de circulation sur la RD 203, annexé en 2,

6) de la mise en place de la signalisation adéquate par l'organisateur, aussi bien au niveau de la RD 203, que pour les différentes zones (public, parc concurrent, parking public, PC course...). La signalisation devra également matérialiser le périmètre du circuit pour que les participants se dévient pas du tracé.

7) de la production, avant le déroulement de la manifestation, de l'attestation de respect de la réglementation et des prescriptions particulières de l'arrêté Préfectoral portant autorisation de déroulement (annexe 3).

La présente autorisation n'est accordée que pour la manifestation décrite à l'article 1 du présent arrêté et ne concerne que le déroulement relatif à l'aspect « sportif/compétition » sur voies publiques de cette même manifestation, conformément à la compétence octroyée par la réglementation en la matière. Néanmoins, l'organisateur doit s'être assuré qu'il satisfasse aux diverses réglementations régissant les autres aspects de l'organisation de cette manifestation (locaux d'accueil, ventes éventuelles telles qu'imprimés et objets quelconques, qui doivent être, de surcroît, compatibles avec le déroulement des manifestations sportives sur voies publiques) et que toutes mesures de sécurités aient été prises et sont effectives.

Aucune priorité de passage n'est accordée à cette manifestation dont l'évolution des participants doit être arrêtée si besoin est. Préalablement au départ de sa manifestation, l'organisateur doit avoir informé ses participants de ces faits et mesures qu'il veillera à faire appliquer.

Le Président du Conseil Départemental et le Maire de la commune d'Epfig concernés par le déroulement de cette manifestation doivent avoir pris toutes mesures de police destinées à assurer la sécurité et le secours des participants, des tiers et du public sur leur zone de compétence respective.

L'organisateur doit avoir obtenu l'accord des exploitants agricoles concernés par sa manifestation.

Article 3

L'organisateur technique de cette manifestation, est chargé, avant le déroulement de la manifestation, de vérifier que :

- les règles techniques et de sécurité édictées par la FFM, applicables à toute manifestation de ce type, auront été mises en place, sont conformes, en mesure de fonctionner,
- les commissaires de course sont licenciés et positionnés conformément au dossier présenté et aux RTS de la FFM, de sorte à assurer la sécurité des participants et des spectateurs
- les zones à risques d'incendie sont équipés de moyens d'extinction adaptés aux risques,
- les zones réservées aux personnes assistant à cette manifestation sans participer à son organisation ont été délimitées par ses soins et sont conformes aux règles techniques et de sécurité édictées par la FFM,
- toutes les prescriptions mentionnées dans la présente autorisation ont été respectées, sont mises en place et sont en mesure de fonctionner ; ceci durant l'intégralité de la durée de la manifestation.

Il doit retarder le départ des concurrents dans le cas où certains dispositifs de sécurité ou de secours ne seraient pas en place ou s'avèreraient insuffisants.

L'attestation de respect de la réglementation et des prescriptions particulières de l'arrêté Préfectoral portant autorisation de déroulement de la manifestation (annexe 3), signée impérativement avant le lancement de cette dernière par M. FRANTZ, désigné en qualité d'organisateur technique de cette manifestation, sera, avant le départ de la manifestation, transmise à la préfecture. Conformément à la réglementation en vigueur, la manifestation ne pourra débuter qu'après la production de ce document. Selon les délais de réception de l'autorisation préfectorale, cette attestation devra être présentée aux forces de l'ordre, agissant en qualité de représentant de l'autorité signataire du présent arrêté, pour visa, avant transmission ultérieure à la préfecture par les soins de l'organisateur.

Par ailleurs, l'état du circuit et des zones d'évolutions des concurrents doit permettre un déroulement de cette manifestation en toute sécurité. A défaut, cette dernière doit être annulée à l'initiative de l'organisateur.

Article 4

L'admission (y compris médicale), le matériel et les véhicules, l'équipement, les protections et l'encadrement (médical, sécuritaire, sportif..) des différents concurrents, ainsi que l'organisation, le déroulement de cette manifestation, la protection du circuit et des zones d'évolutions des concurrents, les endroits réservés ou non au public doivent être réglementaires et conformes aux prescriptions en vigueur édictées par la FFM complétées par les dispositions du présent arrêté.

L'organisateur, avant le départ de sa manifestation, se sera assuré que les concurrents sont titulaires d'une licence sportive délivrée ou acceptée par la FFM portant attestation de délivrance d'un certificat médical mentionnant l'absence de contre indication à la pratique du sport concerné pratiqué en compétition ou à défaut d'un certificat médical de non contre indication au sport concerné pratiqué en compétition, datant de moins d'un an. Les déclarations sur l'honneur et décharge ne peuvent être acceptées à la place des certificats médicaux.

Ces dispositions sont également valables pour tous les concurrents selon la réglementation applicable à leur niveau. Le déroulement des épreuves de cette journée doit se réaliser sous l'encadrement de moniteurs fédéraux et être conforme, en tous points, à la réglementation en vigueur.

Article 5

La responsabilité de cette manifestation incombe à l'organisateur qui doit fermement assurer sa participation à la sécurité de cette dernière. Le dispositif de «sécurité/secours» de cette manifestation, requis tant par la fédération délégataire (FFM) que par les dispositions du présent arrêté, est assuré par l'organisateur qui doit l'appliquer et le respecter en permanence. Il doit également avoir sensibilisé le personnel «encadrant» sur les consignes de sécurité et le rôle qui lui est dévolu et s'assurer de la bonne compréhension des consignes sécuritaires.

Préalablement à la tenue de sa manifestation, l'organisateur doit s'être informé des conditions atmosphériques auprès des services de Météo France afin de s'assurer que la situation météorologique n'est pas de nature à compromettre la sécurité des personnes présentes lors de la manifestation organisée. En cas de doute ou de connaissance d'un risque météorologique défavorable, il doit prendre l'initiative d'annuler sa manifestation.

En cas de tempête, d'orage ou d'une situation météorologique défavorable se préparant et/ou survenant durant le déroulement, la manifestation doit être annulée et les participants ainsi que le public doivent être immédiatement évacués, en toute sécurité, par les soins de l'organisation.

La sécurité des usagers de la voie publique située à proximité et l'écoulement du trafic doivent être efficacement assurés par l'organisateur. L'information des riverains, usagers des voies publiques et la signalisation (conforme à la réglementation en vigueur) de cette manifestation doivent avoir été exécutées par l'organisation de la manifestation préalablement à la tenue de cette dernière.

Les accès routiers menant au lieu de déroulement de la manifestation, le circuit et les zones d'évolutions des concurrents doivent être bien balisés dans l'éventualité d'évacuation ou d'arrivée de renforts de secours publics, prioritaires dans leurs interventions. Les voies d'accès tant à l'extérieur du site de la manifestation comme à l'intérieur, doivent être maintenues parfaitement dégagées afin de permettre la circulation des secours. Aucun obstacle ne doit gêner la progression des secours. Leurs passages doivent être facilités par l'organisation de la manifestation. L'organisateur en aura informé ses participants et devra faire arrêter la progression des concurrents si besoin est.

Le personnel de l'organisation intervenant le cas échéant sur le domaine public départemental doit être équipé d'un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la norme NF EN471. Les personnels de sécurité, médecins, secouristes, commissaires, équipe incendie...doivent être en tenue adaptée au terrain et aux intempéries, parfaitement reconnaissables avec spécialisation ou fonction sur le dos ou un brassard conformes à la réglementation en vigueur. Les signaleurs, majeurs et titulaires d'un permis de conduire en cours de validité, doivent être présents un quart d'heure avant le début de la manifestation et seront maintenus à leur poste jusqu'à la fin intégrale de celle-ci. Leur mise en place sera contrôlée par « la direction de la course ». Identifiables au moyen d'un brassard marqué "course", les signaleurs, doivent être en possession de l'arrêté autorisant l'épreuve, porter un gilet réglementaire de sécurité et disposer chacun d'un piquet mobile à deux faces type K10. Ils ne disposent d'aucun pouvoir de police mais doivent rendre compte aux forces de l'ordre de tout problème rencontré.

L'organisateur, le responsable de sécurité et le directeur de course doivent s'assurer préalablement au départ de la manifestation que les officiels, les personnels de sécurité et de secours ont bien les compétences, licences, diplômes et qualifications indispensables – et valides – pour accomplir leur rôle et/ou pour utiliser les matériels

de secours nécessaires aux missions qui leur incombent. Ils doivent également s'assurer que l'ensemble du personnel participant à l'organisation et à la protection (sécurité/secours/signalisation) est « à son poste » et est situé en un lieu sécurisé.

L'organisateur doit rendre compte aux forces de l'ordre territorialement compétentes des difficultés qu'il pourrait rencontrer. Il doit également se conformer aux instructions supplémentaires pouvant être données en matière de sécurité, si besoin est, par les services des forces de l'ordre. Tout incident ou accident intervenant lors du déroulement de cette manifestation doit être immédiatement porté à la connaissance des services de la Gendarmerie Nationale (en temps réel) et faire l'objet d'une information ultérieure auprès des services compétents de la Préfecture du Bas-Rhin.

Article 6

Toutes dispositions et mesures sécuritaires, tant pour ses participants que pour le public et les tiers, doivent être prises par l'organisateur en vue d'assurer la sécurité du déroulement des différentes catégories tout au long de la durée de sa manifestation ainsi que sur les lieux d'évolutions (circuit inclus) des concurrents. L'organisateur doit respecter le dispositif « sécuritaire » prévu dans son dossier, complété et/ou modifié par les dispositions du présent arrêté. Le dispositif « sécuritaire » prévu par l'organisateur doit également correspondre à l'axe et à la configuration des lieux d'évolutions (circuit inclus) des concurrents. En conséquence, l'organisateur, en sus des prescriptions complémentaires édictées par le présent arrêté doit, si besoin est, avoir renforcé et renforcer son dispositif « sécuritaire » afin d'assurer toute la sécurité requise. L'organisateur doit également être en mesure de pouvoir pallier immédiatement tout manquement de son dispositif de sécurité ou de secours.

L'intégralité du circuit et des zones d'évolutions des concurrents ainsi que leurs abords, les issues débouchant sur ces derniers, tous les accès au site de la manifestation, les zones « public », les zones interdites au public et personnes non autorisées ainsi que tous les endroits pouvant présenter un danger et/ou réputés dangereux doivent être bien délimités, visibles, sécurisés, conformes aux règles en vigueur, complétées et/ou modifiées par les dispositions du présent arrêté, et faire l'objet d'une surveillance de la part de l'organisation de la manifestation pendant toute la durée de cette dernière. Le dispositif de protection doit être réglementaire.

L'organisateur veillera à mettre en place une signalétique adaptée au niveau de l'entrée du site à partir de la RD 203 pour informer les usagers de la route.

A l'attention du public, l'organisateur doit avoir prévu un fléchage « d'accès » aux zones "spectateurs". Le public doit être canalisé - par l'organisation - vers les emplacements qui lui sont réservés. Sa "circulation" doit être « encadrée » par les soins de l'organisation. Les personnes chargées du service d'ordre et/ou de sécurité doivent veiller à ce que le public soit en permanence contenu dans les zones qui lui sont destinées. De même, elles doivent veiller à ce qu'aucune personne non autorisée ne se situe dans une zone interdite, à « risques » ou dangereuse. Les spectateurs doivent être sensibilisés aux risques encourus en cas de non respect des consignes de sécurité ou de présence en dehors des zones «public» autorisées et informés qu'en dehors des emplacements sécurisés, leur responsabilité est engagée. En cas de refus d'obtempérer, la manifestation doit être interrompue jusqu'à évacuation. La présence du public est interdite dans tous les endroits jugés dangereux et dans les zones "à risques".

Le circuit des concurrents et les lieux d'évolutions des participants ne doivent pas être accessibles aux personnes non autorisées. La présence de toute personne étrangère au dispositif de "sécurité et/ou de secours, ou non habilitée par l'organisation de part les fonctions occupées, est interdite en bordure desdits lieux et circuit. Aucune personne n'est autorisée à pénétrer ou à se trouver sur les lieux d'évolutions et du circuit des participants ou à faire partie du dispositif de sécurité et/ou de secours en dehors de celles dûment autorisées, licenciées et qualifiées à cet effet par les textes et règlements en vigueur et les fonctions occupées. Ceci, même si un accident se produit.

L'organisateur doit veiller à ce qu'aucun véhicule ne circule hors des enceintes qui lui sont réservées sans un encadrement de l'organisation et en état de toute sécurité.

La circulation de tout véhicule à moteur est prohibée dans l'espace forestier, sur les routes et chemins non ouverts à la circulation publique, sauf pour les véhicules sanitaires et pour la mise en place et l'enlèvement du balisage.

Toujours préalablement au départ de sa manifestation, l'organisateur doit avoir vérifié :

- que tous les pilotes sont habilités à conduire leur véhicule, que leurs engins, protections et équipements présentent toutes les conditions de sécurité réglementaires et requises.
- que les consignes de sécurité sont connues de tous.
- que la mise en place de ses officiels et du personnel en charge de la fonction « sécurité/secours » est effective au poste qui leur est dévolu et que les zones à risques d'incendie soient équipées de moyens d'extinction adaptés aux risques.

L'organisateur doit avoir effectué une reconnaissance de son circuit et des zones d'évolutions des participants avant chaque départ d'épreuve.

Article 7

Pendant toute la durée de la manifestation, l'organisateur doit veiller à la présence, à l'application et au respect du dispositif « secours » (médical/secouristes/ambulances/lutte contre l'incendie..) de son dossier de présentation complété, modifié et/ou complété par les prescriptions du présent arrêté. Il doit également s'assurer de disposer de l'ensemble du matériel et personnels « secours » requis par les réglementations en vigueur et les dispositions du présent arrêté. Le dispositif de secours doit avoir été prévu tant pour les participants que pour le public. Les unités de « secours » doivent être placées de façon à pouvoir intervenir en toute efficacité en cas de besoin. Elles doivent être mises en place (et être opérationnelles) avant le départ du 1^{er} concurrent et demeurer jusqu'à la fin de la manifestation dans son intégralité. En cas d'accident, la manifestation doit être arrêtée et ne pourra reprendre que lorsque le dispositif aura achevé sa mission et sera à nouveau disponible (praticien « urgentiste », ambulances également présents).

Les accès aux points de secours doivent être maintenus dégagés et praticables par tous les temps. Le périmètre réservé aux véhicules de secours doit être protégé et accessible. Une « DZ », clairement repérable et maintenue dégagée, aura été définie à proximité immédiate du site de déroulement.

Une liaison téléphonique doit avoir été mise en place pour coordonner, le cas échéant, les secours médicaux. Le médecin de permanence doit prendre contact avec le médecin régulateur du Centre « 15 » ainsi qu'avec le CTA CODIS « 18 » au début et en fin de la manifestation et lors de chaque intervention éventuelle. Toutes demandes de secours doivent s'effectuer via les « n° d'urgence » et non directement aux centres de secours (« 18-15-17-112 »). Avant le départ de la manifestation, l'organisateur s'est assuré que ses moyens « radio et téléphone » permettent une couverture sans « zone d'ombre » de tous les points du circuit et des lieux d'évolutions empruntés par ses participants.

Préalablement au départ de la manifestation, les coordonnées du « PC course », ainsi que les identités, qualifications et coordonnées du personnel de secours et responsables « sécurité » auront été transmises aux Centres « 15 » et « 18 » ainsi qu'aux services de la Gendarmerie Nationale territorialement compétents.

Article 8

Des aires de stationnement en bon état, en nombre suffisant et en état de recevoir les véhicules doivent avoir été prévues. Des emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite, d'un accès facile, auront été également prévus et devront être maintenus dégagés. Le stationnement est à organiser en prenant en compte les besoins liés à la circulation et à la sécurité publiques. Tous ces emplacements doivent être clairement portés à la connaissance du public et des participants. Aucun stationnement ne doit s'effectuer en dehors des zones réservées à cet effet. Un fléchage directionnel aura été prévu ainsi que des signaleurs afin de diriger les automobilistes sur les parkings publics prévus. L'organisateur aura mis en place une signalisation pour matérialiser le périmètre du circuit et les différentes zones (public - parc concurrents, parking public- PC course...).

La citerne de 1000 l devant contenir l'eau mise à disposition des participants et du public sur le site doit être de qualité alimentaire et l'eau contenue doit être légèrement chlorée (0,3mg/l) conformément à la notice jointe en annexe 1. Cette eau pourra servir à tous les usages à l'exception de l'eau de boisson et de lavage des légumes et fruits destinés à être mangés crus :

Par ailleurs, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2009 relatif à la réglementation de l'usage du feu en forêt doivent être respectées, notamment l'interdiction de fumer, de faire des feux en milieu forestier et à moins de 200 m du périmètre forestier

Article 9

Nul ne peut, pour suivre cette manifestation, pénétrer ni s'installer sur la propriété d'un riverain sans l'agrément formel de celui-ci. S'il est passé outre, le riverain pourra faire appel aux forces de l'ordre pour relever l'infraction par procès-verbal et constater le cas échéant les dégâts commis.

Toutes dispositions utiles doivent être prises par l'organisateur en vue du respect des mesures réglementaires concernant la lutte contre le bruit, ceci afin de troubler le moins possible la tranquillité du voisinage.

Le jet sur la voie publique de journaux, tracts, imprimés, objets quelconques ainsi que le fléchage ou le collage d'affiches sur les bornes routières, les panneaux de signalisation et les arbres sont interdits. Il ne devra pas y avoir de balisage à l'aide de peintures, plastiques, clous, papiers collés..., le balisage étant possible à l'aide de sciure, chaux, ou panneaux amovibles. Les marques éventuelles sur la chaussée doivent être de couleur jaune et la peinture utilisée sera obligatoirement délébile, à savoir à base de colle et d'eau. Toute signalisation doit avoir disparu définitivement, soit naturellement, soit par les soins de l'organisation dans les vingt quatre heures après la tenue de la manifestation., de même que l'organisateur procédera au nettoyage de l'itinéraire, par l'enlèvement des déchets et papiers qui auraient pu être abandonnés par les participants.

Tous les frais d'un service d'ordre exceptionnellement mis en place à l'occasion de cette manifestation sont à la charge de l'organisateur. L'organisateur est également responsable des dommages et dégradations de toute nature pouvant être causés par lui-même, ses préposés et ses participants, à la voie publique ou à ses dépendances, aux biens et aux lieux publics. La réparation des dégradations éventuelles sera à sa charge.

Article 10

Les services chargés de la surveillance de la circulation ainsi qu'un membre représentant la CDSR – section épreuves et compétitions sportive - peuvent, s'ils le jugent utile, vérifier à tout moment la conformité aux présentes prescriptions du dispositif de sécurité et/ou de secours destiné à protéger le public, les tiers et les participants.

L'autorisation de déroulement de la manifestation peut être suspendue ou rapportée à tout moment par l'autorité de police compétente agissant par délégation de l'autorité administrative signataire, s'il apparaît que des conditions de sécurité et/ou de secours ne se trouvent plus réunies ou que l'organisateur ne respecte plus ou ne fait plus respecter par les participants, les tiers ou les spectateurs, des dispositions prévues par les règlement particuliers de la manifestation en vue de leur protection ou des prescriptions du présent arrêté.

L'organisateur doit interrompre immédiatement sa manifestation si des conditions de sécurité ou de secours ne se trouvent plus remplies et/ou si des mesures prévues pour la protection du public, et/ou des tiers et/ou des participants et/ou des articles susvisés du présent arrêté, ne sont pas respectés et/ou si leur sécurité ne devait plus être assurée ou menaçait de ne plus l'être.

Les participants qui ne respectent pas les règles de sécurité énoncées dans les articles précédents, doivent être immédiatement exclus.

En aucun cas, la responsabilité de l'administration ne peut être engagée et aucun recours ne peut être formulé contre elle. L'inobservation des prescriptions du présent arrêté, en dehors des sanctions pénales auxquelles s'exposent les contrevenants, est de nature à entraîner le rejet d'une nouvelle demande d'autorisation formulée par l'organisateur.

Article 11

La présente décision peut être contestée selon les voies et modalités de recours figurant dans la notice au verso.

Article 12

Le Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin, le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin, le Sous-Préfet de Sélestat-Erstein, le Maire d'Epfig, le Général, commandant la région de gendarmerie d'Alsace, commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale du Bas-Rhin, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Directeur Départemental du SAMU 67, le bénéficiaire de la présente autorisation (club organisateur : MC d'Andlau – président : M. Thierry FRANTZ) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera

adressée à la Directrice Départementale Déléguée de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, au Directeur Départemental de la DDT- Service de l'Environnement et de la Gestion des Espaces (SEGE), au représentant de la FFM/LMRA (Fédération Française de Motocyclisme/Ligue Motocycliste Régionale d'Alsace) au sein de la Commission Départementale de la Sécurité Routière (CDSR) - section épreuves et compétitions sportives -.

Cet arrêté fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin et sera affiché en mairie d'Epfig concernée par le déroulement de cette manifestation.

P.J. : 3 (consultables à la préfecture – direction de l'administration générale – bureau de la réglementation)

- Annexe 1 : plans, déroulement des épreuves avec indications horaires et catégories engagées, Règlement particulier, convention signée avec la Croix-Blanche pour la mise en place de dispositif prévisionnel de secours, notice de désinfection des citernes,
- Annexe 2 : Arrêté temporaire du Conseil Départemental du Bas-Rhin, plan du CTCD de Barr, Arrêté municipal du Maire d'Epfig,
- Annexe 3 : Attestation de respect de la réglementation et des prescriptions particulières de l'arrêté Préfectoral.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

- **par recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Bas-Rhin
Direction de l'Administration générale
Bureau de la Réglementation – 5 place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

- **par recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31 Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.

Habilitation dans le domaine funéraire :

"Pompes Funèbres Musulmanes" sis 68, Route de Saverne 67205 OBERHAUSBERGEN

- Par arrêté préfectoral du 14 septembre 2016, signé par M. Dominique-Nicolas JANE, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin,

l'établissement dénommé "Pompes Funèbres Musulmanes", sis 68, Route de Saverne 67205 Oberhausbergen exploité par M. Kamel ZENNOU, est habilité pour une période de un an sous le n° **16.67.250** pour exercer les activités funéraires suivantes : transport de corps avant mise en bière,

transport de corps après mise en bière, organisation des obsèques, fourniture de housses, de cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires, fourniture de corbillard, fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

**Agrément de l'auto école « EXPERT CONDUITE »
11 Rue de Lorraine 67300 SCHILTIGHEIM**

- Arrêté préfectoral du 21 septembre 2016, signé par M. Dominique-Nicolas JANE, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin.

Article 1er : M. Saber HAJEM, né le 16 janvier 1987 à STRASBOURG, est autorisé à exploiter sous le n° E1606700240, l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé « EXPERT CONDUITE » sis 11 Rue de Lorraine 67300 SCHILTIGHEIM.

Article 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant l'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit les conditions requises.

Article 3 : L'établissement est autorisé, au vu des documents fournis, à dispenser les formations aux catégories de permis de conduire B – AAC.

Article 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement à titre personnel par son titulaire, sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 modifié susvisé.

Article 5 : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : Afin que soit assurée à tout moment la sécurité des usagers, les locaux devront être conformes aux prescriptions du Code de la Construction et de l'Habitation et du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public fixé par arrêté ministériel du 25 juin 1980. L'établissement peut accueillir 19 personnes.

Article 8 : La présente décision peut être contestée selon les modalités et voies de recours mentionnées au verso.

Article 9 : Le Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Bas-Rhin, le Général, Commandant la Région de Gendarmerie d'Alsace, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à M. HAJEM.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

par recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Bas-Rhin
Direction de l'Administration générale
Bureau de la Réglementation – 5 place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

- **par recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31 Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.

Retrait de l'agrément de l'établissement « Auto école Hubert » sis 6 Rue du Pensionnat 67520 MARLENHEIM

- Arrêté préfectoral du 21 septembre 2016, signé par M. Dominique-Nicolas JANE, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin.

CONSIDERANT, que par jugement du 13 juin 2014, le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Saverne a ordonné la résolution judiciaire du plan de redressement de M. Hubert SCHUE, prononcé la liquidation judiciaire et autorisé la poursuite de l'activité jusqu'au 12 septembre 2014 aux fins de cession de l'entreprise ; que par jugement du 12 septembre 2014 le TGI de Saverne a arrêté le plan de cession de M. SCHUE au profit de la SARL LLERENA ALSACE ;

CONSIDERANT, que par courrier du 5 août 2016 envoyé en recommandé avec accusé de réception, M. Hubert SCHUE a été invité à présenter ses observations préalablement au retrait de l'agrément susvisé du 29 avril 2013 ; que ce courrier a été retourné à la Préfecture revêtu de la mention « destinataire inconnu à l'adresse »

SUR proposition du Directeur de Cabinet du Préfet ,

ARRÊTE

Article 1er : L'agrément délivré à M. Hubert SCHUE le 29 avril 2013 pour l'exploitation de l'établissement d'enseignement de la conduite Auto école Hubert sis 6 Rue du Pensionnat 67520 MARLENHEIM est retiré.

Article 2 : La présente décision peut être contestée selon les modalités et voies de recours figurant dans la notice au verso.

Article 3 : Le Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Bas-Rhin, le Général, Commandant la Région de Gendarmerie d'Alsace, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à M. SCHUE.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

par recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Bas-Rhin
Direction de l'Administration générale
Bureau de la Réglementation – 5 place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

• **par recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31 Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.

Retrait de l'agrément de l'établissement « Auto école Hubert » sis 27 Rue de l'Hôpital 67440 MARMOUTIER

- Arrêté préfectoral du 21 septembre 2016, signé par M. Dominique-Nicolas JANE, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin.

CONSIDERANT, que par jugement du 13 juin 2014, le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Saverne a ordonné la résolution judiciaire du plan de redressement de M. Hubert SCHUE, prononcé la liquidation judiciaire et autorisé la poursuite de l'activité jusqu'au 12 septembre 2014 aux fins de cession de l'entreprise ; que par jugement du 12 septembre 2014 le TGI de Saverne a arrêté le plan de cession de M. SCHUE au profit de la SARL LLERENA ALSACE ;

CONSIDERANT, que par courrier du 5 août 2016 envoyé en recommandé avec accusé de réception, M. Hubert SCHUE a été invité à présenter ses observations préalablement au retrait de l'agrément susvisé du 29 avril 2013 ; que ce courrier a été retourné à la Préfecture revêtu de la mention « destinataire inconnu à l'adresse »

SUR proposition du Directeur de Cabinet du Préfet ,

ARRÊTE

Article 1er : L'agrément délivré à M. Hubert SCHUE le 29 avril 2013 pour l'exploitation de l'établissement d'enseignement de la conduite Auto école Hubert sis 27 Rue de l'Hôpital 67440 MARMOUTIER est retiré.

Article 2 : La présente décision peut être contestée selon les modalités et voies de recours figurant dans la notice au verso.

Article 3 : Le Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Bas-Rhin, le Général, Commandant la Région de Gendarmerie d'Alsace, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à M. SCHUE.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

par recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Bas-Rhin
Direction de l'Administration générale
Bureau de la Réglementation – 5 place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

• **par recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31 Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.

**Retrait de l'agrément de l'établissement « Auto école Hubert »
sis 3 Rue de la Monnaie 67120 MOLSHEIM**

- Arrêté préfectoral du 21 septembre 2016, signé par M. Dominique-Nicolas JANE, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin.

CONSIDERANT, que par jugement du 13 juin 2014, le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Saverne a ordonné la résolution judiciaire du plan de redressement de M. Hubert SCHUE, prononcé la liquidation judiciaire et autorisé la poursuite de l'activité jusqu'au 12 septembre 2014 aux fins de cession de l'entreprise ; que par jugement du 12 septembre 2014 le TGI de Saverne a arrêté le plan de cession de M. SCHUE au profit de la SARL LLERENA ALSACE ;

CONSIDERANT, que par courrier du 5 août 2016 envoyé en recommandé avec accusé de réception, M. Hubert SCHUE a été invité à présenter ses observations préalablement au retrait de l'agrément susvisé du 29 avril 2013 ; que ce courrier a été retourné à la Préfecture revêtu de la mention « destinataire inconnu à l'adresse »

SUR proposition du Directeur de Cabinet du Préfet ,

ARRÊTE

Article 1er : L'agrément délivré à M. Hubert SCHUE le 29 avril 2013 pour l'exploitation de l'établissement d'enseignement de la conduite Auto école Hubert sis 3 Rue de la Monnaie 67120 MOLSHEIM est retiré.

Article 2 : La présente décision peut être contestée selon les modalités et voies de recours figurant dans la notice au verso.

Article 3 : Le Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Bas-Rhin, le Général, Commandant la Région de Gendarmerie d'Alsace, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en

ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à M. SCHUE.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

par recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Bas-Rhin
Direction de l'Administration générale
Bureau de la Réglementation – 5 place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

• **par recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31 Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.

**Agrément de l'auto école « CER BENOT »
150 Route de Bischwiller 67300 SCHILTIGHEIM**

• Arrêté préfectoral du 21 septembre 2016, signé par M. Dominique-Nicolas JANE, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin.

Article 1er : M. Patrick BENOT, né le 11 mars 1960 à LIMOGES, est autorisé à exploiter sous le n° E1006705460, l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé « CER BENOT » sis 150 Route de Bischwiller 67300 SCHILTIGHEIM.

Article 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant l'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit les conditions requises.

Article 3 : L'établissement est autorisé, au vu des documents fournis, à dispenser les formations aux catégories de permis de conduire B – AAC.

Article 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement à titre personnel par son titulaire, sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 modifié susvisé.

Article 5 : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : Afin que soit assurée à tout moment la sécurité des usagers, les locaux devront être conformes aux prescriptions du Code de la Construction et de l'Habitation et du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public fixé par arrêté ministériel du 25 juin 1980. L'établissement peut accueillir 19 personnes.

Article 8 : La présente décision peut être contestée selon les modalités et voies de recours mentionnées au verso.

Article 9 : Le Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Bas-Rhin, le Général, Commandant la Région de Gendarmerie d'Alsace, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à M. BENOT.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

par recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Bas-Rhin
Direction de l'Administration générale
Bureau de la Réglementation- 5 place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

• **par recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau - 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31 Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.

**Agrément de l'auto école « PLAISIR 2 CONDUIRE »
35, Rue du Cerf Berr 67200 STRASBOURG**

• Arrêté préfectoral du 21 septembre 2016, signé par M. Dominique-Nicolas JANE, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin.

Article 1er : M. Filipe GONCALVES, né le 23 mai 1977 à Guimaraes (Portugal), est autorisé à exploiter sous le n° E1006705580, l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé « Plaisir 2 Conduire » sis 35 Rue du Cerf Berr 67200 STRASBOURG.

Article 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant l'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit les conditions requises.

Article 3 : L'établissement est autorisé, au vu des documents fournis, à dispenser les formations aux catégories de permis de conduire B – AAC.

Article 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement à titre personnel par son titulaire, sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 modifié susvisé.

Article 5 : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : Afin que soit assurée à tout moment la sécurité des usagers, les locaux devront être conformes aux prescriptions du Code de la Construction et de l'Habitation et du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public fixé par arrêté ministériel du 25 juin 1980. L'établissement peut accueillir 19 personnes.

Article 8 : La présente décision peut être contestée selon les modalités et voies de recours mentionnées au verso.

Article 9 : Le Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Bas-Rhin, le Général, Commandant la Région de Gendarmerie d'Alsace, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à M. GONCALVES.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

par recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Bas-Rhin
Direction de l'Administration générale
Bureau de la Réglementation– 5 place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

• **par recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31 Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.

**Dénomination de commune touristique :
Ville de SAVERNE**

- Par arrêté préfectoral du 27 septembre 2016, signé par Monsieur Christian RIGUET, Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ?
est dénommée commune touristique, à compter du 27 septembre 2016, pour une durée de cinq ans, la Ville de SAVERNE.

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES

**Modification de la régie de recettes d'Etat auprès de la police municipale
de SCHWEIGHOUSE SUR MODER**

- Arrêté préfectoral du 16 septembre 2016, signé par M. Christian RIGUET, Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

Article 1^{er} : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 27 mai 2016 nommant Monsieur Eric GEORGIN, brigadier chef principal, en qualité de régisseur principal, Monsieur Benjamin DEBREU, régisseur suppléant et retirant Madame Tania MALET de la liste des mandataires auprès de la régie de police municipale de Schweighouse sur Moder.

Article 2 : Monsieur Benjamin DEBREU est nommé en qualité régisseur principal auprès de la régie de police municipale de Schweighouse sur Moder, en lieu et place de Monsieur Eric GEORGIN.

Article 3 : Madame Régine FUCHS est nommée en qualité régisseur suppléant auprès de la régie de police municipale de Schweighouse sur Moder.

Article 4 : Le montant annuel des recettes étant inférieur à 1220 euros par mois, aucun cautionnement n'est à prévoir. Le montant de l'indemnité de responsabilité du régisseur est fixé à 110 euros par an.

Article 5 : Le Préfet de la région Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine et du Bas-Rhin et le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine et du Département du Bas-Rhin sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

**Installation soumise à autorisation administrative au titre du code de l'environnement
dans le domaine de l'eau :
modifications de l'arrêté autorisant la mise aux normes du système de collecte
et de traitement de la station d'épuration de Strasbourg – La Wantzenau**

- Par arrêté préfectoral du 23 septembre 2016, signé par M. Christian RIGUET, Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

les prescriptions fixées à l'Eurométropole de Strasbourg (anciennement Communauté Urbaine de Strasbourg) dans l'arrêté préfectoral du 26 mai 2003 portant autorisation pour la mise aux normes du

système de collecte et de traitement de la station d'épuration de Strasbourg – La Wantzenau, ont été modifiées.

Les modifications apportées visent notamment à réaliser les travaux de modification du réseau d'assainissement à Eckwersheim pour la lutte contre les rejets urbains en temps de pluie en vue d'améliorer la qualité du cours d'eau « le Muhlbach », affluent du cours d'eau « le Landgraben ».

Le texte intégral de cet arrêté complémentaire peut être consulté par toute personne intéressée en mairie d'Eckwersheim et à la préfecture du Bas-Rhin (bureau 211).

**Installation soumise à autorisation administrative au titre du code de l'environnement
dans le domaine de l'eau :
réalisation et exploitation d'un doublet de forages à usage thermique destiné au chauffage
et au refroidissement du futur écoquartier « Adelshoffen » à SCHILTIGHEIM**

- Par arrêté préfectoral du 26 septembre 2016, signé par M. Christian RIGUET, Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

la société Réseaux de Chaleur Urbains d'Alsace a été autorisée à réaliser et exploiter un doublet de forages à usage thermique destiné au chauffage et au refroidissement du futur écoquartier « Adelshoffen » à Schiltigheim.

Le texte intégral de l'arrêté définissant les prescriptions selon lesquelles l'autorisation a été accordée peut être consulté par toute personne intéressée en mairie de Schiltigheim et à la Préfecture du Bas-Rhin (bureau 211).

SOUS-PREFECTURE DE MOLSHEIM

**Renouvellement d'une habilitation dans le domaine funéraire :
Entreprise Manufosse 7, rue du Calvaire 67420 SAINT-BLAISE-LA-ROCHE**

- Arrêté préfectoral du 15 février 2016, signé par M. Mohamed SAADALLAH, Sous-Préfet de l'arrondissement de Molsheim.

Article 1er – L'entreprise Manufosse, située 7 rue du Calvaire à Saint-Blaise-la-Roche (67420), exploitée par Monsieur Jean SCHRENCK, est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- fossoyage (ouverture et fermeture des tombes, inhumation et exhumation) ;
- fourniture de personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques ;
- fournitures d'accessoires extérieurs.

Article 2 - La durée de la présente habilitation est fixée à six ans.

Article 3 - L'habilitation est délivrée sous le numéro 16.67.32.MOLS.

Article 4 - Le secrétaire général de la sous-préfecture de Molsheim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

**Renouvellement d'agrément de Monsieur Roland DIEUDONNE
en qualité de garde-chasse particulier**

- Arrêté préfectoral du 19 septembre 2016, signé par M. Mohamed SAADALLAH, Sous-Préfet de l'arrondissement de Molsheim.

ARTICLE 1ER – Monsieur Roland DIEUDONNE, né le 30 avril 1945 à Plaine (Bas-Rhin), domicilié à 67420 PLAINE - Champenay – route de la Falle, est agréé en qualité de garde-chasse particulier pour constater, dans le domaine de la chasse, tous délits et contraventions prévus au code de l'environnement et qui portent préjudice à la propriété de Monsieur Clément WIETRICH, président de l'association de chasse de Russ, située sur le territoire de la commune de Russ.

ARTICLE 2 – Monsieur Roland DIEUDONNE est chargé de la surveillance des lots de chasse mentionnés dans la commission annexée au présent arrêté. La liste complète des propriétés ou des territoires concernés, est consultable à la sous-préfecture de Molsheim ou à la direction départementale des territoires. En dehors de ces territoires Monsieur Roland DIEUDONNE n'a pas compétence pour dresser procès-verbal.

ARTICLE 3 – Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 4 – Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Roland DIEUDONNE doit être porteur en permanence du présent arrêté ou de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 5 – Le port d'arme n'est pas autorisé pour la surveillance des lots de chasse. Le garde-chasse détenteur du permis de chasser valide peut détruire à tir, toute l'année, les animaux nuisibles dans le respect de la réglementation prévue à l'article R.427-21 du code de l'environnement. Il peut, à ce titre, porter une arme lui permettant d'exercer cette mission.

ARTICLE 6 – Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

ARTICLE 7 - Le secrétaire général de la sous-préfecture de Molsheim est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à :

- Monsieur Roland DIEUDONNE, garde-chasse,
- Monsieur Clément WIETRICH, président de l'association de chasse de Russ,
- Monsieur le maire de Russ,
- Monsieur le directeur départemental des territoires du Bas-Rhin,
- Monsieur le commandant de la région de gendarmerie d'Alsace,
- Madame la vice-présidente du tribunal de grande instance de Saverne en charge du tribunal d'instance de Molsheim.

SOUS-PRÉFECTURE DE SAVERNE

Arrêté modificatif portant institution des bureaux de vote pour période du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018 par circonscription législative

- Arrêté préfectoral du 26 septembre 2016, signé par M. Christophe LOTIGIÉ, Sous-Préfet de l'arrondissement de Saverne.

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 31 août 2016 est modifié comme suit : dans les communes de l'arrondissement de Saverne désignées ci-après, les opérations électorales auront lieu dans les locaux suivants pour toutes les élections qui se dérouleront durant la période du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018 :

4^{ème} CIRCONSCRIPTION canton de Bouxwiller

BERSTETT BV 1 centralisateur	Mairie : 11 rue de la Mairie BERSTETT
BERSTETT BV 2	Mairie : 8 rue de Kienheim GIMBRETT

BERSTETT BV 3	Mairie : 1 rue de Brumath REITWILLER
BERSTETT BV 4	Mairie : 17 rue du Village RUMERSHEIM
DINGSHEIM	Salle communale "La Grange" : 13 rue Principale
DOSENHEIM-KOCHERSBERG	Salle des fêtes : Place de l'École
DURNINGEN	Presbytère : 1 Petite rue de l'Église
FESSENHEIM-LE-BAS	Salle du conseil attenante à la mairie : 5 rue de l'Église
FURDENHEIM	Mairie : 33 rue de la Mairie
GOUGENHEIM	Mairie : 2 Place de la Libération
GRIESHEIM-SUR-SOUFFEL	Mairie : rue de l'École
HANDSCHUHEIM	Salle communale : 29 rue Principale
HURTIGHEIM	Mairie : 1 rue principale
ITTENHEIM BV 1 centralisateur	Maison des associations : rue des Charmes
ITTENHEIM BV 2	Maison des associations : rue des Charmes
KIENHEIM	Mairie : 6 rue de l'Église
KUTTOLSHEIM	Mairie : 2 rue de l'École
NEUGARTHEIM-ITTLENHEIM	Mairie salle du conseil : 1 place de la Mairie
PFULGRIESHEIM	Mairie : 3 place de la Mairie
QUATZENHEIM	Mairie : 22 rue Principale
ROHR	Mairie salle communale : rue de l'École
SCHNERSHEIM BV 1 centralisateur	2 A rue principale SCHNERSHEIM
SCHNERSHEIM BV 2	2 rue Paul Bucher AVENHEIM
SCHNERSHEIM BV 3	3 rue de l'École KLEINFRANKENHEIM
STUTZHEIM-OFFENHEIM	Salle des Loisirs : chemin de la Souffel
TRUCHTERSHEIM BV 1 centralisateur	Salle des mariages : 32 rue des Romains
TRUCHTERSHEIM BV 2	Hall d'accueil : 32 rue des Romains
TRUCHTERSHEIM BV 3	Mairie : BEHLENHEIM
TRUCHTERSHEIM BV 4	Mairie : 8 rue de l'École PFETTISHEIM
WILLGOTTHEIM BV 1 centralisateur	Mairie : 37 rue Principale WILLGOTTHEIM
WILLGOTTHEIM BV 2	Mairie : 2 Grand'rue de l'Église WOELLENHEIM
WINTZENHEIM-KOCHERSBERG	Mairie : 22 rue de l'Église
WIWERSHEIM	Mairie : 21 route de Saverne

7^{ème} CIRCONSCRIPTION canton de Bouxwiller

ALTECKENDORF	Salle plurifonctionnelle : 62 rue Principale
BOSELSHAUSEN	Mairie : 15 rue Principale
BOSENDORF	Mairie : 2 rue Haute
BOUXWILLER BV 1 centralisateur	Mairie : 1 place du Château BOUXWILLER
BOUXWILLER BV 2	Mairie : GRIESBACH-LE-BASTBERG
BOUXWILLER BV 3	Mairie : IMBSHEIM
BOUXWILLER BV 4	Mairie : RIEDHEIM
BUSWILLER	Salle communale : 55 rue Principale
DUNTZENHEIM	Mairie : place de l'Église

ETTENDORF	École primaire : 197 rue Principale
GEISWILLER	Mairie : 36 rue Principale
GRASSENDORF	Mairie : 25 rue Principale
HOCHFELDEN BV 1 centralisateur	École maternelle : 2 rue de l'Abbé Weisrock
HOCHFELDEN BV 2	École maternelle : 2 rue de l'Abbé Weisrock
HOHFRANKENHEIM	Mairie-École-Salle communale : 3 rue de l'École
INGENHEIM	Mairie : 26 A rue Principale
ISSENHAUSEN	Mairie : 1 rue principale
KIRRWILLER	Mairie : 39 rue principale
LIXHAUSEN	Mairie : 45 rue principale
MELSHEIM	Mairie : 93 rue de l'École
MINVERSHEIM	École Maternelle : 20 rue Haute
MUTZENHOUSE	Mairie : 1 rue de l'Église
OBERMODERN-ZUTZENDORF BV 1 central.	Mairie : 54 rue de la Moder OBERMODERN
OBERMODERN-ZUTZENDORF BV 2	École : 71 rue de Hanau Lichtenberg ZUTZENDORF
OBERSOUTZBACH	Mairie : 20 rue Principale
RINGELDORF	Mairie : 15 rue Valéry Giscard d'Estaing
RINGENDORF	Mairie : 32 rue principale
SCHAFFHOUSE-SUR-ZORN	Mairie salle du conseil municipal : 12 rue de l'École
SCHALKENDORF	Mairie : 50 rue Principale
SCHERLENHEIM	Mairie : 22 rue principale
SCHWINDRATZHEIM	Centre administratif et culturel : 25 rue de la Zorn
UTTWILLER	Mairie salle communale : place de l'Église
WALTENHEIM-SUR-ZORN	Mairie : 8 rue de l'Église
WILWISHEIM	Mairie salle du conseil : 2 rue de l'École
WICKERSHEIM-WILSHAUSEN BV 1 central.	Mairie : 26 rue Principale WICKERSHEIM
WICKERSHEIM-WILSHAUSEN BV 2	Ancienne école : 10 rue Principale WILSHAUSEN
WINGERSHEIM-LES-4-BANS BV 1 central.	Maison des Associations : 1 rue de la 1ère Armée
WINGERSHEIM-LES-4-BANS BV 2	Mairie : 3 rue Aulach MITTELHAUSEN
WINGERSHEIM-LES-4-BANS BV 3	Mairie : 1 rue de l'Église HOHATZENHEIM
WINGERSHEIM-LES-4-BANS BV 4	Mairie : 2 rue des Puits GINGSHEIM
ZOEBERSDORF	Mairie : rue Principale

7^{ème} CIRCONSCRIPTION canton de Ingwiller

ADAMSWILLER	Mairie : 44 rue Principale
ALTWILLER	Mairie : 5 rue de l'Église
ASSWILLER	Salle communale : 10 rue de Petersbach
BAERENDORF	Mairie : place de la Mairie
BERG	Salle de la mairie : 47 rue Principale
BETTWILLER	Mairie : 26 rue principale
BISCHHOLTZ	Mairie : 12 rue principale
BISSERT	Mairie : 1 rue du Canal

BURBACH	Mairie : 4 place du Tilleul
BUST	École primaire : 1 rue de la Gare
BUTTEN	Mairie : 1 rue de Ratzwiller
DEHLINGEN	Mairie : 3 rue de la Mairie
DIEDENDORF	Salle socioculturelle : 82 rue Principale
DIEMERINGEN BV 1 centralisateur	Mairie salle des mariages : 10 rue Paul Paray
DIEMERINGEN BV 2	Mairie hall d'accueil : 10 rue Paul Paray
DOMFESSEL	Mairie : 53 rue de l'École
DOSENHEIM-SUR-ZINSEL	Mairie : 188 Grand'rue
DRULINGEN	Salle Polyvalente : 3 place Martzloff
DURSTEL	Mairie : 1 rue de Diemeringen
ERCKARTSWILLER	Mairie : 17 rue principale
ESCHBOURG BV 1 centralisateur	Mairie : 35 rue Principale ESCHBOURG
ESCHBOURG BV 2	Salle du Presbytère : 17 rue principale GRAUFTHAL
ESCHWILLER	Mairie : 21 rue de l'Église
EYWILLER	Mairie : 5 rue de l'École
FROHMUHL	Mairie : 9 rue Principale
GOERLINGEN	Salle polyvalente : 2 rue de l'Église
GUNGWILLER	Mairie : 8 rue de la Vieille Poste
HARSKIRCHEN	École maternelle : 6 rue du Moulin
HERBITZHEIM	Salle polyvalente sous-sol : 21 rue de Kalhausen
HINSBOURG	Mairie : 17 rue Principale
HINSINGEN	Mairie : 18 rue principale
HIRSCHLAND	École : 21 rue de La Poste
INGWILLER BV 1 centralisateur	Mairie : 85 rue du Général Goureau
INGWILLER BV 2	Mairie : 85 rue du Général Goureau
KESKASTEL	Mairie : 15 rue de la Libération
KIRRBERG	Mairie : 41 Grand'rue
LA PETITE PIERRE	Mairie : 22 rue Principale
LICHTENBERG	Mairie : 10 rue du Vieux Chemin
LOHR	Mairie : 1 rue principale
LORENTZEN	Mairie : 2 rue Principale
MACKWILLER	Mairie : rue de la Mairie
MENCHHOFFEN	Mairie : 6 rue de la Mairie
MULHAUSEN	Mairie : 2 rue de la Mairie
NEUWILLER-LES-SAVERNE	Mairie : 7 rue du Général Koenig
NIEDERSOULTZBACH	Mairie : 18 rue Principale
OERMINGEN	Mairie : rue de la Mairie
OTTWILLER	Mairie : 2 rue des Lilas
PETERSBACH	Mairie : 7 rue principale
PFALZWEYER	Mairie : 40 rue Principale
PUBERG	Mairie : 27 rue Principale

RATZWILLER	École-Mairie : 1 rue principale
RAUWILLER	Mairie : 28 A rue Principale
REIPERTSWILLER	Mairie : 6 rue des Écoles
REXINGEN	Mairie : 37 rue Principale
RIMSDORF	Mairie : rue Principale
ROSTEIG	Salle polyvalente : 20 rue Principale
SARRE-UNION BV 1 centralisateur	Groupe scolaire : 7 rue du Chalet
SARRE-UNION BV 2	École maternelle de la Ville-Neuve : 1 rue de l'École
SARRE-UNION BV 3	Centre socioculturel : 26 A rue de Phalsbourg
SARREWERDEN BV 1 centralisateur	Mairie : rue des Tanneurs SARREWERDEN
SARREWERDEN BV 2	Mairie : place du Prof. Fontaine BISCHTROFF/SARRE
SARREWERDEN BV 3	Mairie : 10 rue de Bischtroff-sur-Sarre ZOLLINGEN
SCHILLERSDORF	École : 20 rue du Pasteur Schroeder
SCHOENBOURG	Mairie : 61 rue Principale
SCHOPPERTEN	Salle de classe école élémentaire : 2 rue Principale
SIEWILLER	Mairie : 45 rue des Églises
SILTZHEIM	Mairie : 14 rue de l'Église
SPARSBACH	Mairie : 14 rue des Vosges du Nord
STRUTH	Mairie : 48 rue Principale
THAL-DRULINGEN	Mairie : 3 rue de la Mairie
TIEFFENBACH	Mairie : 109 rue de la Côte
VOELLERDINGEN	Mairie grande salle : 88 rue de l'École
VOLKSBERG	Mairie : 12 rue Principale
WALDHAMBACH	Mairie : 2 rue de l'École
WEINBOURG	Mairie : place de la Mairie
WEISLINGEN	Mairie : 5 rue Principale
WEITERSWILLER	Mairie : 31 rue Principale
WEYER	Mairie : 1 rue Principale
WIMMENAU	Mairie : 39 rue Principale
WINGEN-SUR-MODER	Mairie : 2 rue du Rocher
WOLFSKIRCHEN	Mairie : 34 rue Principale
ZITTERSHEIM	Mairie : 4 rue Principale

7^{ème} CIRCONSCRIPTION canton de Saverne

ALTENHEIM	Mairie : 15 rue Principale
DETTWILLER BV 1 centralisateur	Salle socio-éducative : 16 rue de l'Église
DETTWILLER BV 2	École maternelle : 37 rue du Château DETTWILLER
DETTWILLER BV 3	École : 17 rue de Rosenwiller ROSENWILLER
DIMBSTHAL	Mairie : 9 rue Principale
ECKARTSWILLER	Mairie : 73 rue Principale
ERNOLSHEIM-LES-SAVERNE	Mairie : rue Principale
FRIEDOLSHEIM	Mairie : 1 rue de la Chapelle

FURCHHAUSEN	Mairie : 28 rue Principale
GOTTENHOUSE	Mairie : 4 rue de Saverne
GOTTESHEIM	Mairie : 1 rue de la Mairie
HAEGEN	Mairie : 18 Grand'ru
HATTMATT	Bibliothèque municipale : 3 rue de Steinbourg
HENGWILLER	Mairie : rue de l'École
KLEINGOEFT	Mairie : 16 rue Principale
LANDERSHEIM	Mairie salle de réunion : 16 rue Horst Dassler
LITTENHEIM	Mairie : 18 rue Principale
LOCHWILLER	Mairie : 4 rue de l'Église
LUPSTEIN	Mairie : 29 rue Principale
MAENNOLSHEIM	Mairie : 17 rue du Village
MARMOUTIER BV 1 centralisateur	Salle communale : rue de la Synagogue
MARMOUTIER BV 2	Mairie : 5 place du Général de Gaulle
MONSWILLER	Médiathèque salle d'animation : place des Tilleuls
OTTERSTHAL	École primaire : 10 rue des Jardins
OTTERSWillER	Ancienne école : 4 rue Sainte Thérèse
PRINTZHEIM	Salle polyvalente : rue principale
REINHARDSMUNSTER	Mairie : 13 rue Principale
REUTENBOURG	Mairie : 2 rue de l'École
SAESSOLSHEIM	Mairie : 27 rue Principale
SAINT-JEAN-SAVERNE	Mairie : 1 rue de la Mairie
SAVERNE BV 1	Salle Lully : Château des Rohan
SAVERNE BV 2 centralisateur	Salle Marie-Antoinette : Château des Rohan
SAVERNE BV 3	Mairie salle des séances : 78 Grand'ru
SAVERNE BV 4	École maternelle : 14 rue des Sources
SAVERNE BV 5	École primaire salle périscolaire : 14 rue des Sources
SAVERNE BV 6	École maternelle du Bouc d'Or : rue Sainte Barbe
SAVERNE BV 7	École maternelle des Gravières : 1 rue des Gravières
SCHWENHEIM	Mairie : 150 rue Principale
SOMMERAU BV 1 centralisateur	Mairie : 25 rue Principale ALLENWILLER
SOMMERAU BV 2	Mairie : 10 rue du Général Leclerc BIRKENWALD
SOMMERAU BV 3	Mairie : 2 rue de l'Église SALENTAL
SOMMERAU BV 4	Mairie : 15 rue du Général Leclerc SINGRIST
STEINBOURG	Foyer communal : place du Général de Gaulle
THAL-MARMOUTIER	Salle Jeanne d'Arc : 5 rue Ballerich
WALDOLWISHEIM	Mairie : 1 place de la Mairie
WESTHOUSE-MARMOUTIER	Mairie : 3 rue principale
WILWISHEIM	Mairie salle du conseil : 2 rue de l'École
WOLSCHHEIM	Salle socio-éducative : rue des Sources

Le reste sans changements.

Article 2 : - La Secrétaire Générale de la Sous-Préfecture de Saverne,
- Madame et Messieurs les Maires des communes concernées,
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

**AGENCE REGIONALE DE SANTE
DE LA REGION ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE -LORRAINE**

**Arrêté ARS n° 2016/2271
portant modification de l'arrêté ARS n° 2016/1968 du 8 août 2016
portant actualisation de l'autorisation de fonctionnement
du laboratoire de biologie médicale multi sites BIO 67 - BIO SPHERE
31 rue du Faubourg National 67000 STRASBOURG**

- Arrêté du 16 septembre 2016, signé par M. Simon KIEFFER, Directeur Général Adjoint de l'Agence Régionale de Santé Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine.

VU les éléments présentés le 7 septembre 2016 au nom de la SELARL BIO 67 - BIO SPHERE informant que madame Marie-Christine SIMARD, pharmacien, biologiste médicale salariée, a fait valoir ses droits à la retraite ;

ARRETE

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine n° 2016/1968 du 8 août 2016 portant actualisation de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites BIO 67 - BIO SPHERE est modifié comme suit :

Les termes

Y exerce également les fonctions de biologiste médical :
- madame Marion SAEZ-GUELAIN, pharmacien biologiste
- madame Catherine RIEDER-MONSCH, médecin biologiste
- madame Florence SPEICHER, pharmacien biologiste
- madame Marie-Christine SIMARD, pharmacien biologiste

Sont remplacés par

Y exerce également les fonctions de biologiste médical :
- madame Marion SAEZ-GUELAIN, pharmacien biologiste
- madame Catherine RIEDER-MONSCH, médecin biologiste
- madame Florence SPEICHER, pharmacien biologiste

Article 2 : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière survenue postérieurement au présent arrêté doit faire l'objet d'une déclaration.

Article 3 : Tout intéressé a la faculté de former un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, un recours hiérarchique devant le ministre chargé de la santé, un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, soit l'un et l'autre, soit les trois, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

Arrêté ARS n° 2016/2272
portant actualisation de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire
de biologie médicale multi sites EIMER 53 rue Nationale à WISSEMBOURG

- Arrêté du 16 septembre 2016, signé par M. Simon KIEFFER, Directeur Général Adjoint de l'Agence Régionale de Santé Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine.

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la décision du laboratoire de biologie médicale multi sites EIMER de fermer son site ouvert au public sis 1 rue du Général Reibel à HERRLISHEIM au 1^{er} octobre 2016.

Article 2 : Il n'est pas fait opposition à la décision du laboratoire de biologie médicale multi sites EIMER d'ouvrir le 1^{er} octobre 2016 un nouveau site, ouvert au public, 1 rue de Gambenheim à HERRLISHEIM.

Article 3 : L'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites LABORATOIRE EIMER, inscrit sur la liste départementale des laboratoires de biologie médicale du Bas-Rhin sous le n° 67-43, est actualisée comme suit à compter du 1^{er} octobre 2016 :

Il est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- monsieur Stéphane EIMER, pharmacien biologiste
- monsieur Thierry NOWAK, pharmacien biologiste
- madame Evelyne GOETZ, pharmacien biologiste
- madame Claudine HOFFMANN, pharmacien biologiste
- monsieur Jean-Aimé RAKOTOMANGA, pharmacien biologiste
- monsieur Pierre GREINER, médecin biologiste
- madame Hélène LAFAY, pharmacien biologiste
- monsieur Hicham BENYELLES, pharmacien biologiste

Y exerce en tant que biologiste médicale madame Maryline KUBINA, pharmacien biologiste

Il est exploité par la SELAS Laboratoire EIMER inscrite sur la liste des sociétés d'exercice libéral du Bas-Rhin sous le n° 67/SELAS/LBM-020 et enregistrée sous le n° FINESS EJ 67 001 542 9.

Il est implanté sur les sites suivants :

- 53 rue Nationale 67160 WISSEMBOURG (siège)
n° FINESS ET : 67 001 543 7
- 1 rue de Gambenheim 67850 HERRLISHEIM
n° FINESS ET : 67 001 544 5
- 19 rue Jacques Kablé 67170 BRUMATH
n° FINESS ET : 67 001 545 2
- 3 place d'Armes 67500 HAGUENAU
n° FINESS ET : 67 001 546 0
- 3 rue du Rail 67350 NIEDERMODERN
n° FINESS ET : 67 001 668 2
- 54 rue de la Redoute 67500 HAGUENAU
n° FINESS ET : 67 001 573 4
- 1 rue de la gare 67720 HOERDT
n° FINESS ET : 67 001 574 2

Article 4 : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière survenue postérieurement au présent arrêté doit faire l'objet d'une déclaration.

Article 5 : Tout intéressé a la faculté de former un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, un recours hiérarchique devant le ministre chargé de la santé, un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, soit l'un et l'autre, soit les trois, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI D'ALSACE – CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE**

**Agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » :
ESAT « L'ESSOR », 12 rue Amédée Cailliot 67100 STRASBOURG**

- Arrêté préfectoral du 16 septembre 2016, signé par Mme Anne MATTHEY, Directrice Adjointe de l'Unité Départementale du Bas-Rhin à la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Article 1^{er} : l'ESAT « L'ESSOR », autorisé par arrêté préfectoral en qualité de « *centre d'aide par le travail pour handicapés moteurs* », sise 12 rue Amédée Cailliot 67100 STRASBOURG, n° SIRET : 778 859 322 00084 Code APE 8810C est agréée de plein droit en qualité « d'entreprise solidaire d'utilité sociale » au sens de l'article L 3332-17-1 du Code du Travail, en vertu de l'article 3 du décret n° 2015-719 du 23 juin 2015 relatif aux entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Article 2 : Cet agrément est accordé pour une durée de **cinq** ans à compter de la date de notification.

Article 3 : Le Responsable de l'Unité Départementale du Bas-Rhin est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Bas-Rhin.

**Déclarations d'activités au titre des « Services à la personne »
- bordereau n° 319 -**

- Déclarations signées par Mme Anne MATTHEY, Directrice Adjointe de l'Unité Départementale du Bas-Rhin à la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Déclarations au titre des « Services à la personne » :

682/ La micro-entreprise de Monsieur BORDIS Christian (n° SIRET 809 370 067 00021), sise 22 Impasse Mercière 67207 NIEDERHAUSBERGEN, est déclarée à compter du 23 août 2016, en tant que prestataire, pour l'activité « *Entretien de la maison et travaux ménagers* »
Numéro de déclaration : SAP809370067

683/ L'entreprise individuelle de Madame SECKLER Stéphanie (n° SIRET 821 306 479 00014), sise 12 rue Sébastien Erard 67100 STRASBOURG, est déclarée à compter du 1^{er} septembre 2016, en tant que prestataire, pour l'activité « *Cours particuliers à domicile* »
Numéro de déclaration : SAP821306479

684/ La micro-entreprise de Madame MAHLER Stéphanie (n° SIRET 522 247 089 00017), sise 1 rue Ehrhardt 67310 WESTHOFFEN, est déclarée à compter du 5 septembre 2016, en tant que prestataire, pour les activités suivantes :
- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Soutien scolaire à domicile
Numéro de déclaration : SAP522247089

685/ L'association intermédiaire « **LOGISERVICES** » (n° SIRET 378 599 039 00039), sise Cour d'Oxford BP28 67043 **STRASBOURG** Cedex, est déclarée à compter du 6 septembre 2016, en tant que prestataire, pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage, y compris le débroussaillage
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains »
- Garde d'enfants à domicile de plus de trois ans
- Préparation de repas, y compris le temps passé aux courses
- Livraison de repas à domicile
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Soins et promenades d'animaux de compagnie pour les personnes dépendantes
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile

Numéro de déclaration : SAP378599039

686/ La micro-entreprise de Madame **MALANDAMA SISALOTOKO Faoline** (n° SIRET 822 161 956 00013), sise 8 rue de Palerme 67000 **STRASBOURG**, est déclarée à compter du 8 septembre 2016, en tant que prestataire, pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Livraison de courses à domicile

Numéro de déclaration : SAP822161956

687/ L'EURL « **ALPHA STRASBOURG** » (n° SIRET 534 242 136 00016), sise 38 avenue de la Forêt Noire 67000 **STRASBOURG**, est déclarée à compter du 12 septembre 2016, en tant que mandataire, pour les activités suivantes :

- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile
- Soutien scolaire à domicile
- Cours particuliers à domicile

Numéro de déclaration : SAP534241136

688/ La micro-entreprise de Madame **KOPP Sylvie** (n° SIRET 329 368 021 00070), sise 20 rue de l'Étang 67610 **LA WANTZENAU**, est déclarée à compter du 14 septembre 2016, en tant que prestataire, pour les activités suivantes :

- Garde d'enfants à domicile au dessus de trois ans
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile

Numéro de déclaration : SAP329368021

689/ La société par actions simplifiée « **Sparkling Home** » (n° SIRET 822 154 001 00017), sise 16 rue des Violettes 67380 **LINGOLSHEIM**, est déclarée à compter du 14 septembre 2016, en tant que mandataire, pour l'activité « *Entretien de la maison et travaux ménagers* ».

Numéro de déclaration : SAP822154001

690/ L'Association intermédiaire « **SERVIR AI** » (n° SIRET 345 356 935 00022), sise 1 chemin de Dorlisheim CS 29129 67120 **MOLSHEIM**, est déclarée à compter du 16 septembre 2016, en tant que prestataire, pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage, y compris le débroussaillage
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains »
- Garde d'enfants à domicile de plus de trois ans
- Préparation de repas, y compris le temps passé aux courses
- Livraison de courses à domicile
- Soins et promenades d'animaux de compagnie pour les personnes dépendantes
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile

Numéro de déclaration : SAP345356935

691/ La micro-entreprise de **Monsieur GOURY Patrick** (n° SIRET 479 253 593 00020), sise 6 rue des Coteaux 67370 **AVENHEIM**, est déclarée à compter du 17 septembre 2016, en tant que prestataire, pour l'activité « *Soutien scolaire à domicile* »

Numéro de déclaration : SAP479253593

692/ L'Association intermédiaire « **EMPLOI SERVICE** » (n° SIRET 343 279 386 00035), sise 14 rue Vincent d'Indy 67260 **SARRE-UNION**, est déclarée à compter du 20 septembre 2016, en tant que prestataire, pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage, y compris le débroussaillage
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains »
- Garde d'enfants à domicile de plus de trois ans
- Préparation de repas, y compris le temps passé aux courses
- Livraison de repas à domicile
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile

Numéro de déclaration : SAP343279386

**DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE,
CHAMPAGNE-ARDENNE, LORRAINE
ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN**

Régime d'ouverture au public des services de la Direction régionale des Finances publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne – Lorraine et du département du Bas-Rhin

- Arrêté du 3 octobre 2016, signé par M. Bernard HOUTEER, Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine et du département du Bas-Rhin.

Article 1^{er} :

À compter du 3 octobre 2016, les services de la direction régionale des finances publiques du département d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et département du Bas-Rhin sont ouverts dans les conditions et aux horaires indiqués dans le tableau joint en annexe.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.

Centre des Finances Publiques	Services ouverts au public	Horaires services DRFiP 67 à compter du 3 octobre 2016		
		Matin	Après-Midi	Exception = Fermeture au public
BARR 6 rue d'Alsace BP 30064 67142 Barr Cedex	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
BENFELD 3 rue du château – BP 50022 67231 Benfeld	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi

Centre des Finances Publiques	Services ouverts au public	Horaires services DRFiP 67 à compter du 3 octobre 2016		
		Matin	Après-Midi	Exception = Fermeture au public
BISCHWILLER 11 place de la Mairie - BP 38 67242 Bischwiller Cedex	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
BOUXWILLER 15 rue des mines 67330 Bouxwiller	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
BRUMATH 15 rue du Général Rampont 67170 Brumath	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
DRULINGEN 4 rue du Professeur Froehlich 67320 Drulingen	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
DRUSENHEIM 1 rue de la Libération 67410 Drusenheim	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
ERSTEIN Savoie 2 rue de Savoie BP 10035 67151 Erstein Cedex	Service des Impôts des Particuliers Service des Impôts des Entreprises	8.30-12.00 SIE sur RDV uniquement	13.30-16.00 SIE sur RDV uniquement	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
ERSTEIN Rempart Rue du Rempart - BP 30019 67151 Erstein Cedex	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
HAGUENAU Clabaud 2 rue Clabaud - BP 60254 67504 Haguenau Cedex	Service des Impôts des Particuliers Pôle Enregistrement Centre des Impôts Fonciers Service des Impôts des Entreprises	8.30-12.00 SIE sur RDV uniquement	13.30-16.00 SIE sur RDV uniquement	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
HAGUENAU Grand Rue 120d Grand'rue Résidence Les Dominicains 67500 Haguenau	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi après-midi Vendredi après-midi

Centre des Finances Publiques	Services ouverts au public	Horaires services DRFiP 67 à compter du 3 octobre 2016		
		Matin	Après-Midi	Exception = Fermeture au public
HOCHFELDEN 1 rue du 14 Juillet 67270 Hochfelden	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
ILLKIRCH 12 rue du Rhône 67089 Strasbourg	Service des Impôts des Particuliers Service des Impôts des Entreprises Trésorerie	8.30-12.00 SIE sur RDV uniquement	13.30-16.00 SIE sur RDV uniquement	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
MARCKOLSHEIM 1 rue de la Garonne 67390 Marckolsheim	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
MOLSHEIM 20 rue Gaston Romazzotti BP 26165 67125 Molsheim Cedex	Service des Impôts des Particuliers Service des Impôts des Entreprises Trésorerie	8.30-12.00 SIP et SIE sur RDV uniquement	13.30-16.00 SIP et SIE sur RDV uniquement	Mercredi Vendredi
NIEDERBRONN 7 place du Bureau Central - BP 90003 67110 Niederbronn Les Bains	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
OBERNAI 36 rue du Maréchal Koenig 67213 Obernai Cedex	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
PETITE PIERRE (LA) 1 cour Louise Weiss - BP14 67290 La Petite Pierre	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
ROSHEIM 95 rue du Général De Gaulle Rosheim BP 10031 67128 Molsheim Cedex	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
SARRE-UNION 18 Grand' rue 67260 Sarre-Union	Service des Impôts des Particuliers Service des Impôts des Entreprises Trésorerie	8.30-12.00 SIE sur RDV uniquement	13.30-16.00 SIE sur RDV uniquement	Mercredi Vendredi
SAVERNE Sainte-Marie 11 rue Sainte Marie BP 80129 67703 Saverne Cedex	Service des Impôts des Particuliers Service des Impôts des Entreprises Centre des Impôts Fonciers	8.30-12.00 SIE sur RDV uniquement	13.30-16.00 SIE sur RDV uniquement	Mercredi après-midi Vendredi après-midi

Centre des Finances Publiques	Services ouverts au public	Horaires services DRFiP 67 à compter du 3 octobre 2016		
		Matin	Après-Midi	Exception = Fermeture au public
SAVERNE Tribunal 14 rue du Tribunal 67700 Saverne	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
SCHILTIGHEIM Petits Champs 14 rue des Petits Champs 67302 Schiltigheim Cedex	Service des Impôts des Particuliers Service des Impôts des Entreprises Centre des Impôts Fonciers Trésorerie	8.30-12.00 SIE sur RDV uniquement	13.30-16.00 SIE sur RDV uniquement	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
SCHIRMECK Parc Bergopre 67130 Schirmeck	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
SELESTAT 5 rue de la Paix BP 40249 67606 Sélestat Cedex	Service des Impôts des Particuliers Pôle Enregistrement Centre des Impôts Fonciers Service des Impôts des Entreprises	8.30-12.00 SIE sur RDV uniquement	13.30-16.00 SIE sur RDV uniquement	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
SELTZ-LAUTERBOURG 4 rue principale 67470 Seltz Lauterbourg	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
SOULTZ SOUS FORETS 3 cour de la Mairie - BP 80024 67250 Soultz s/ Fôre	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
STRASBOURG Vosges 35 av. des Vosges - BP 1013 67070 Strasbourg Cedex	Service des Impôts des Particuliers de Strasbourg Est Service des Impôts des Entreprises de Strasbourg Est dont Pôle Enregistrement Service des Impôts des Particuliers de Strasbourg Ouest Service des Impôts des Entreprises de Strasbourg Ouest Service des Impôts des Particuliers de Strasbourg Sud Service des Impôts des Entreprises de Strasbourg Sud Pôle Recouvrement Spécialisé	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
STRASBOURG Simonis 10 rue Simonis - CS 41001 67070 Strasbourg Cedex	Centre des Impôts Fonciers Trésorerie Strasbourg Amendes	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi après-midi Vendredi après-midi

Centre des Finances Publiques	Services ouverts au public	Horaires services DRFiP 67 à compter du 3 octobre 2016		
		Matin	Après-Midi	Exception = Fermeture au public
STRASBOURG St Nicolas 10 cour Saint Nicolas - CS 41019 67070 Strasbourg Cedex	Trésorerie des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
STRASBOURG Etoile 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex	Recette des Finances de Strasbourg Municipale et Eurométropole	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
STRASBOURG Quartier Blanc Hôtel du département Place du Quartier Blanc 67964 Strasbourg Cedex 9	Paierie Départementale	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
SCHILTIGHEIM 1 rue de Rome – Schiltigheim – CS 10020 Espace Européen de l'Entreprise 67013 Strasbourg Cedex	Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle	8.30-12.00 Sur RDV uniquement	13.30-16.00 Sur RDV uniquement	Mercredi après-midi Vendredi après-midi
TRUCHTERSHEIM 10 rue des Faisans - BP 20006 67370 Truchtersheim	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
VILLE 4 rue du Mont Ste Odile 67220 Villé	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
WASSELONNE 8 cour du Château 67310 Wasselonne	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
WISSEMBOURG Commanderie 1 cour de la Commanderie 67161 Wissembourg Cedex	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi
WISSEMBOURG Industrie 3a rue de l'industrie - BP 20141 67163 Wissembourg Cedex	Service des Impôts des Particuliers Service des Impôts des Entreprises	8.30-12.00 SIE sur RDV uniquement	13.30-16.00 SIE sur RDV uniquement	Mercredi Vendredi
WOERTH 4 Grand Rue 67360 Woerth	Trésorerie	8.30-12.00	13.30-16.00	Mercredi Vendredi

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de DACHSTEIN

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de DACHSTEIN tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 28 juillet 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de DACHSTEIN et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de DACHSTEIN est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de DACHSTEIN,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de DACHSTEIN,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de HERBSHEIM

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de HERBSHEIM tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 6 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de HERBSHEIM et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de HERBSHEIM est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de HERBSHEIM ,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de HERBSHEIM ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de HERMERSWILLER

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de HERMERSWILLER tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 23 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de HERMERSWILLER et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de HERMERSWILLER est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de HERMERSWILLER,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de HERMERSWILLER,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de INGWILLER

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de INGWILLER tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 15 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de INGWILLER et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de INGWILLER est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de INGWILLER ,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de INGWILLER ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

**Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement
de MAENNOLSHEIM**

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de MAENNOLSHEIM tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 3 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de MAENNOLSHEIM et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de MAENNOLSHEIM est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de MAENNOLSHEIM ,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de MAENNOLSHEIM ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de MERKWILLER-PECHELBRONN

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de MERKWILLER PEHELBRONN tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 18 mai 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de MERKWILLER PEHELBRONN et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de MERKWILLER PEHELBRONN est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de MERKWILLER PEHELBRONN,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de MERKWILLER PEHELBRONN,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de MUHLHAUSEN

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de MULHAUSEN tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 4 mars 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de MULHAUSEN et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de MULHAUSEN est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de MULHAUSEN ,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de MULHAUSEN ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de NIEDERBETSCHDORF

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de NIEDERBETSCHDORF tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 9 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de NIEDERBETSCHDORF et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de NIEDERBETSCHDORF est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de NIEDERBETSCHDORF,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de NIEDERBETSCHDORF,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

**Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement
de BETSCHDORF- OBERBETSCHDORF**

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de BETSCHDORF OBERBETSCHDORF tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 9 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de BETSCHDORF OBERBETSCHDORF et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de BETSCHDORF OBERBETSCHDORF est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de BETSCHDORF OBERBETSCHDORF,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de BETSCHDORF OBERBETSCHDORF ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

**Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement
de OBERSCHAEFFOLSHEIM**

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de OBERSCHAEFFOLSHEIM tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 14 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de OBERSCHAEFFOLSHEIM et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de OBERSCHAEFFOLSHEIM est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de OBERSCHAEFFOLSHEIM ,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de OBERSCHAEFFOLSHEIM ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de SCHWABWILLER REIMERSWILLER

- Arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, signé par M. Arnaud REVEL, Directeur Départemental Adjoint des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de SCHWABWILLER REIMERSWILLER tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 9 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de SCHWABWILLER REIMERSWILLER et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de SCHWABWILLER REIMERSWILLER est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de SCHWABWILLER REIMERSWILLER,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de SCHWABWILLER REIMERSWILLER,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

**Arrêté n° 2016-026 portant sur l'organisation d'un concours de pêche
sur le bassin de compensation de PLOBSHEIM**

- Arrêté préfectoral du 14 septembre 2016, signé par M. Eric WERNERT, Secrétaire Général à la Direction Départementale des Territoires.

Article 1er :

L'association « Les Carnassiers Boerschois » est autorisée à organiser un concours de pêche sur le bassin de compensation de Plobsheim le **samedi 8 octobre 2016 et le dimanche 9 octobre 2016** regroupant 100 personnes et cinquante embarcations.

Article 2 :

L'association « Les Carnassiers Boerschois » se conformera au règlement de police applicable au bassin de compensation de Plobsheim et à toutes prescriptions qui lui seront données par les agents de Voies Navigables de France, de la Police de la navigation ou de la Gendarmerie.

Les participants suivront également les consignes des agents d'Électricité de France (EDF) qui seraient amenés à intervenir sur le site.

L'organisateur s'oblige à porter à la connaissance des participants toute information que lui indiquera EDF relative aux dangers pouvant résulter de l'existence et du fonctionnement des ouvrages hydroélectriques.

Les participants et organisateurs ne s'aventurent pas sur les dalles bétonnées le long des berges du Grand Canal d'Alsace ainsi que sur les escaliers des berges bétonnées, conformément à l'arrêté préfectoral du 08/02/2002.

Article 3 :

Toute navigation en dehors de celle des participants et des organisateurs du concours est interdite pendant toute la durée de celle-ci et dans toute la zone intéressée par le concours.

Article 4 :

L'association « Les Carnassiers Boerschois » et les permissionnaires s'engagent expressément à se substituer à l'État ainsi qu'à Voies Navigables de France et à Électricité de France en ce qui concerne les dommages ou les accidents causés aux tiers. Le concours se fera sous la responsabilité des permissionnaires qui devront souscrire une assurance destinée à couvrir leur responsabilité en cas de préjudice causé à des tiers ou au Domaine Public Fluvial du fait de la manifestation.

Tous dommages causés devront être signalés sans délai par l'association « Les Carnassiers Boerschois » aux agents de la Police de la Navigation et réparés par elle après simple avis et sans retard, faute de quoi, il sera procédé à ses frais, risques et périls, à l'exécution des travaux propres à faire cesser le dommage.

Article 5 :

Par dérogation à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2014, l'association « Les Carnassiers Boerschois » est autorisée exceptionnellement à faire naviguer pendant la durée du concours, 5 embarcations à moteur pour assurer la sécurité.

Le type et numéro de ces embarcations devront être indiqués 24 heures avant le concours à la Brigade de Gendarmerie Fluviale de Strasbourg.

Article 6 :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX ;
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès du préfet du Bas-Rhin ou hiérarchique auprès du ministre chargé des Transports. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite – née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, le Directeur territorial de Strasbourg de Voies navigables de France, le Général commandant le Groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le Commandant de la Brigade Fluviale de Gendarmerie, les Maires d'Eschau et de Plobsheim, le Président de l'Union Nautique de Plobsheim, le Directeur d'Electricité de France-Groupe d'Exploitation Hydraulique Rhin, l'UT Rhin de Voies Navigables de France à Gambenheim et le pétitionnaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Autorisation d'ouverture de l'établissement d'élevage N° FR-67-038-B

- Arrêté préfectoral du 19 septembre 2016, signé par M. Néjib AMARA, Adjoint au Chef du Service Environnement et Gestion des Espaces à la Direction Départementale des Territoires.

Article 1 : l'arrêté préfectoral d'autorisation d'ouverture d'établissement n° 67/38 susvisé est abrogé et remplacé comme suit.

Article 2 :

M. Georges Eric NIVELLEAU DE LA BRUNIERE, né le 26/10/1964 à BOULOGNE-BILLANCOURT (92) et domicilié 21, Boulevard de Beauséjour à 75016 PARIS, est autorisé à ouvrir à BIRKENWALD, 67310 SOMMERAU, un établissement de la catégorie B d'élevage de cerfs elaphes dans le respect des dispositions prévues aux articles du Code de l'Environnement et du Code Rural et aux arrêtés ministériels sus-visés.

Cette autorisation d'ouverture fait l'objet du numéro **FR-67-038-B**

Article 3 :

L'établissement d'élevage autorisé est localisé comme suit :

Commune – code postal	SOMMERAU - 67310
Localisation – adresse	Parc du château – rue du Général Leclerc à BIRKENWALD
Surface de l'enclos	3,7 hectares

La clôture de l'établissement devra satisfaire en permanence à des objectifs d'étanchéité, de continuité et de solidité.

Article 4 :

La charge maximale autorisée sur le parc est **de 24 cerfs de plus de deux ans.**

Article 5 :

L'établissement doit répondre en permanence de la présence en son sein d'une personne titulaire d'un certificat de capacité.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation d'ouverture doit déclarer au Préfet (Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin) par lettre recommandée avec accusé réception :

- Deux mois au moins au préalable toute modification, entraînant un changement notable par rapport aux éléments décrits par le dossier d'autorisation, qu'il envisagerait d'apporter à son activité ou à ses installations ;
- Dans le mois qui suit l'événement, toute cession de l'établissement, tout changement du responsable de la gestion ou toute cessation d'activité ;
- Tout changement du ou des bénéficiaires du certificat de capacité.

Article 7 :

La délivrance et le maintien de l'autorisation sont subordonnés :

- à la tenue, par le bénéficiaire, d'un registre d'élevage tel que précisé dans l'arrêté ministériel du 5 juin 2000 susvisé.

Pour chaque animal, le registre doit indiquer :

- l'espèce à laquelle il appartient ainsi que son numéro d'identification,
- la date d'entrée de l'animal dans l'élevage, son origine ainsi que, le cas échéant, sa provenance et la référence aux justificatifs attestant de la régularité de l'entrée,
- la date de sortie de l'animal de l'élevage, sa destination ainsi que, le cas échéant, la cause de la mort et la référence aux justificatifs attestant de la régularité de la sortie.

Le registre est relié, côté et paraphé par le préfet ou son représentant ou un officier de police judiciaire.

Article 8 :

Le maintien de la présente autorisation est subordonné :

- A l'identification des animaux dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 8 février 2010 modifié sus-visé.
- A la preuve par le bénéficiaire que les animaux qu'il détient sont obtenus conformément à la législation sur la protection de l'espèce concernée.
- Au suivi sanitaire des animaux effectué par un vétérinaire titulaire du mandat sanitaire.

Article 9 :

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations et notamment celles applicables en matière de santé et de protection animales, de la protection de la nature et de la faune sauvage et d'urbanisme.

Article 10 :

Le non respect du présent arrêté est susceptible d'exposer son bénéficiaire aux sanctions administratives prévues aux articles R 413-49 et R 413-50 du code de l'environnement et aux sanctions pénales prévues à l'article L 415-3 du code de l'environnement.

Article 11 :

Le présent arrêté est notifié au bénéficiaire et, en vue de l'information des tiers, est adressé à la mairie de SOMMERAU, commune où l'établissement est situé. Un extrait de cet arrêté préfectoral énumérant notamment les conditions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché pendant une durée minimale d'un mois aux fins d'information des tiers.

Article 12 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours contentieux directement auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 STRASBOURG Cedex,
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet du Bas-Rhin. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite, née du silence de l'Administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable, peut faire l'objet,

avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent.

Article 13 :

Le Secrétaire Général, le Directeur Départemental des Territoires, le Maire de la commune de SOMMERAU, le Directeur Départemental de la Protection des Populations, le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage et tous les agents mentionnés à l'article L.415-1 sont habilités au contrôle des établissements d'élevage et sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Arrêté n° 2016-038
portant sur des mesures temporaires d'interruption ou de modification
des conditions de la navigation liées à l'organisation de concours de pêche

- Arrêté préfectoral du 21 septembre 2016, signé par M. Eric WERNERT, Secrétaire Général à la Direction Départementale des Territoires.

ARTICLE 1er :

La Fédération Française de Pêche Sportive – Comité Départemental du Bas-Rhin est autorisée à organiser des concours de pêche les 8 et 9 octobre 2016 :

- sur le Canal de la Marne au Rhin, communes de Steinbourg et Monswiller (parcours officiel), ou
- sur le Canal du Rhône au Rhin- branche Nord commune de Friesenheim -lieu-dit Neunkirch (parcours de remplacement).

ARTICLE 2 :

Les mesures temporaires portant sur la navigation à respecter sur ces segments sont les suivantes :

- réduction de la vitesse sur le Canal de la Marne au Rhin :
 - parcours officiel, entre le PK 271,100 (aval de l'écluse 33 à Monswiller) et le PK 273,650 (amont de l'écluse 36 à Steinbourg),
- réduction de la vitesse sur le Canal du Rhône au Rhin - branche Nord :
 - parcours de remplacement, entre le PK 102,700 et le PK 103,300 (amont de l'écluse 75);

- le samedi 8 octobre 2016 de 15h00 à 18h00,

- le dimanche 9 octobre 2016 de 9h00 à 12h00 puis de 15h00 à 18h00.

Un avis à la batellerie en informera les usagers.

ARTICLE 3 :

Les participants et les organisateurs ne pourront pas emprunter et stationner sur le chemin de service pendant la durée du concours.

Le chemin de service doit, dans tous les cas, rester libre d'accès.

Toute circulation et tout stationnement sont interdits sur l'itinéraire cyclable longeant le canal.

Les participants et les organisateurs devront se conformer aux prescriptions que les agents des Voies Navigables de France pourront leur donner.

Les lieux occupés seront nettoyés par les organisateurs au plus tard 2 jours après la manifestation.

ARTICLE 4 :

La manifestation se fera sous la responsabilité de la Fédération Française de Pêche Sportive – Comité Départemental du Bas-Rhin qui devra souscrire une assurance destinée à couvrir sa responsabilité en cas de préjudice causé à des tiers ou au domaine public fluvial du fait de l'exercice de cette manifestation.

L'organisateur s'engage expressément à se substituer à l'État ainsi qu'à Voies Navigables de France en ce qui concerne les dommages ou les accidents causés aux tiers du fait de la manifestation organisée, conformément aux engagements écrits.

Tous dommages causés devront être signalés sans délai par le permissionnaire aux agents de la police de la navigation ou de Voies Navigables de France et réparés par le permissionnaire après simple avis et sans retard, faute de quoi, il sera procédé à ses frais, risques et périls, à l'exécution des travaux propres à faire cesser le dommage.

ARTICLE 5 :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG Cedex ;
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet du Bas-Rhin ou hiérarchique auprès du Ministre chargé des transports. Dans ce cadre, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite – née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 6 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, le Directeur territorial de Strasbourg de Voies navigables de France, le Général Commandant le Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin, le Commandant de la Brigade Fluviale de Gendarmerie, les Maires de Steinbourg, Monswiller et Friesenheim, le Chef de l'UT-CMR de Voies Navigables de France et le Président de la Fédération Française de Pêche Sportive – Comité Départemental du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

**Arrêté N° 2016-040
portant autorisation spéciale de plongées subaquatiques
pour des inspections d'ouvrages d'art**

- Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, signé par M. Thierry SIMON, Chef du Pôle Navigation à la Direction Départementale des Territoires.

Article 1^{er} :

Dans le cadre de la maintenance préventive des ouvrages d'arts situés sur l'Ill Canalisée et le canal du Rhône au Rhin - Branche Nord, pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg, la société AQUADIF est autorisée à effectuer des plongées subaquatiques sur l'Ill canalisée et le Canal du Rhône au Rhin - Branche Nord aux dates suivantes:

du 27 au 29 septembre 2016 ,

sur l'Ill Canalisée entre la terrasse panoramique et les écluses de la Petite France et

sur le Canal du Rhône au Rhin - branche Nord aux Ponts de la Bourse et Austerlitz.

Les plongées se feront avec une embarcation Bombard sans devise de type pneumatique semi-rigide, de longueur 4,70m et d'une largeur de 1,96 m équipé d'un moteur de 40CV.

Le pilote est Raymond ERTLE, titulaire du permis de conduire pour les bateaux ou engins de plaisance à moteur

Article 2 :

La présente autorisation est faite par dérogation aux dispositions de l'arrêté inter-préfectoral du 11 septembre 2014 portant règlement particulier de police de la navigation intérieure sur l'Ill canalisée à Strasbourg et notamment de :

- l'article 38 interdisant les plongées subaquatiques sauf sur autorisation préfectorale,
- l'article 9.2 a) interdisant la navigation dans le sens montant entre le pont St Martin et l'Ecluse A de la Petite France,
- l'article 9.2 b) interdisant le franchissement de l'Ecluse A de la Petite France dans le sens montant,

- l'article 9.2 f) interdisant la navigation sur les canaux de la Petite France dits Spitzmühle, Dinsenhühle,

sous réserve de l'observation des dispositions contenues dans les textes ci-dessus consultables dans les bureaux des Unités Territoriales et autorisations de Voies navigables de France.

Article 3 :

La présente autorisation est soumise aux conditions particulières suivantes :

1. Le conducteur doit se conformer à toutes les instructions qui pourront lui être données par les agents de Voies Navigables de France, Direction Territoriale de Strasbourg ou par la Brigade Fluviale de la Gendarmerie.
2. La navigation doit s'effectuer avec vigilance, notamment lors du croisement éventuel avec les autres bateaux.
3. Le conducteur est tenu à respecter les avis à la batellerie qui pourraient être pris postérieurement à la présente autorisation.
4. La présente autorisation pourra être annulée pour des raisons de gestion hydraulique.
5. Une signalisation adaptée devra être mise en place par le demandeur.
6. Un avis batellerie informera les usagers.

Article 4 :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix BP 51038 STRASBOURG CEDEX ;
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès du préfet du Bas-Rhin ou hiérarchique auprès du ministre chargé des Transports. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite – née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, le Directeur Territorial de Strasbourg de Voies Navigables de France, le Général Commandant le groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le Commandant de la Brigade Fluviale de Gendarmerie, le Maire de la Ville et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg et le Chef de l'Unité Territoriale de Centre Alsace de Voies Navigables de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Arrêté n° 2016-041

portant autorisation spéciale de transport sur l'III canalisée à STRASBOURG

- Arrêté préfectoral du 26 septembre 2016, signé par M. Thierry SIMON, Chef du Pôle Navigation à la Direction Départementale des Territoires.

Article 1^{er} :

Dans le cadre de la démolition de la passerelle dite de la « Petite France » à Strasbourg, Voies Navigables de France a mandaté, à la société ROC démolitions, l'ensemble des travaux.

La Société ROC démolition (ou son prestataire délégué FLUVIARENT) est autorisée à naviguer sur les plans d'eau suivants :

- au sein du Port autonome de Strasbourg, entre le Bassin Vauban et le Bassin des Remparts,
- Canal de la Marne au Rhin entre le Bassin des Remparts et le bassin de l'III,
- III canalisée entre la jonction avec le Canal de la marne au Rhin (bassin de l'III) et l'écluse A de la Petite France.

Du **03 au 13 octobre 2016** avec une barque, annexe sans devise de type rigide en plastique, de longueur 3,00m équipé d'un moteur de 9CV appartenant à FLUVIARENT

Du **10 au 13 octobre 2016** avec un convoi poussé constitué d'un bateau pousseur « Mayron » munie d'un moteur Deutz de 250CV immatriculé « 0036SG » de longueur 7,50m et d'une largeur de 2,50m d'une entretoise de 4,00 m x 3,00 m et d'un caisson de 12,00 x 3,00 m. De plus un dépassement de 2,00 m à l'avant de la barge de la charge est prévu.

Le pilote est Monsieur Guillaume GUNTHER, titulaire du certificat de capacité de conduite de bateau de commerce, de l'attestation spéciale passagers et du certificat restreint de radiotéléphoniste du service mobile maritime.

Outre l'équipage constitué d'un conducteur et d'une personne pouvant participer aux manœuvres, toutes les personnes à bord devront porter, en permanence, un gilet de sauvetage normé.

Article 2 :

La présente autorisation est faite par dérogation aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2014 portant Règlement particulier de Police de la Navigation Intérieure sur l'itinéraire Voies Touristiques d'Alsace et notamment de :

- l'article 9.1 interdisant la marche en convoi ou en formation à couple sur l'III Canalisée ;
- l'article 9.2.a) interdisant la navigation dans le sens montant entre le pont St-Martin (PK1,250) et l'écluse A de la Petite France.

Article 3 :

La présente autorisation est soumise aux conditions particulières suivantes :

1. Le conducteur doit disposer d'une veille V.H.F. (canal 10) et d'un téléphone pendant toute activité relative à la présente autorisation
2. Lors de la montée ou la descente du convoi poussé, le conducteur doit informer par radio les autres usagers
3. Le convoi doit se conformer à toutes les instructions qui pourront lui être données par les agents de Voies Navigables de France, Direction Territoriale de Strasbourg ou par la Brigade Fluviale de la Gendarmerie.
4. La navigation sur l'III canalisée et le canal de la Marne au Rhin doit s'effectuer avec vigilance, notamment lors du croisement éventuel avec les autres bateaux
5. Le conducteur est tenu à respecter les avis à la batellerie qui pourraient être pris postérieurement à la présente autorisation.

Article 4 :

Le présent arrêté fera l'objet d'un avis à la batellerie, les jours de déplacement des barges.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix BP 51038 STRASBOURG CEDEX ;
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès du préfet du Bas-Rhin ou hiérarchique auprès du ministre chargé des Transports. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite – née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

Article 6 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, le Directeur Territorial de Strasbourg de Voies Navigables de France, le directeur du Port Autonome de Strasbourg, le Général Commandant le groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le Commandant de la Brigade Fluviale de Gendarmerie, le Maire de Strasbourg, le Maire de la Ville et Eurométropole de Strasbourg et le Chef de l'Unité Territoriale de Centre Alsace de Voies Navigables de France sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de ESCHWILLER

- Arrêté préfectoral du 27 septembre 2016, signé par M. Jean-Philippe d'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de ESCHWILLER tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 25 mai 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de ESCHWILLER et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de ESCHWILLER est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de ESCHWILLER ,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de ESCHWILLER ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de FURCHHAUSEN

- Arrêté préfectoral du 27 septembre 2016, signé par M. Jean-Philippe d'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de FURCHHAUSEN tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 24 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de FURCHHAUSEN et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de FURCHHAUSEN est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de FURCHHAUSEN ,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de FURCHHAUSEN ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de HOHWILLER

- Arrêté préfectoral du 27 septembre 2016, signé par M. Jean-Philippe d'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de HOHWILLER tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 20 mai 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de HOHWILLER et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de HOHWILLER est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de SOULTZ SOUS FORETS
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de HOHWILLER ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de ITTENHEIM HANDSCHUHEIM

- Arrêté préfectoral du 27 septembre 2016, signé par M. Jean-Philippe d'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de ITTENHEIM HANDSCHUHEIM tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 7 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de ITTENHEIM HANDSCHUHEIM et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de ITTENHEIM HANDSCHUHEIM est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de ITTENHEIM ,
Monsieur le Maire de la commune de HANDSCHUHEIM,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de ITTENHEIM
HANDSCHUHEIM,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de MUTZENHOUSE

- Arrêté préfectoral du 27 septembre 2016, signé par M. Jean-Philippe d'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de MUTZENHOUSE tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 21 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de MUTZENHOUSE et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de MUTZENHOUSE est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de MUTZENHOUSE ,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de MUTZENHOUSE ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

**Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement
de MODER-AMONT**

- Arrêté préfectoral du 27 septembre 2016, signé par M. Jean-Philippe d'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement DE LA MODER-AMONT tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 10 juin 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans les communes de DAUENDORF, HAGUENAU, OHLUNGEN, SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER et UHLWILLER et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière des communes de DAUENDORF, HAGUENAU, OHLUNGEN, SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER et UHLWILLER est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Messieurs les Maires des communes de DAUENDORF, HAGUENAU, OHLUNGEN,
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER et UHLWILLER,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement DE LA MODER-AMONT,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de OSTHOUSE

- Arrêté préfectoral du 27 septembre 2016, signé par M. Jean-Philippe d'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de OSTHOUSE tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 25 avril 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de OSTHOUSE et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de OSTHOUSE est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de OSTHOUSE ,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de OSTHOUSE ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Approbation des statuts de l'Association Foncière de Remembrement de UTTWILLER

- Arrêté préfectoral du 27 septembre 2016, signé par M. Jean-Philippe d'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires.

ARTICLE 1^{er} : Approbation des statuts

Les statuts de l'Association Foncière de Remembrement de UTTWILLER tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 6 mai 2016 sont approuvés.

ARTICLE 2 : Mesures de publicité

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, affiché dans la commune de UTTWILLER et notifié au président de l'Association Foncière de Remembrement, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

ARTICLE 3 : Abrogation

L'arrêté du 25 juin 2015 relatif aux statuts d'office de l'association foncière de la commune de UTTWILLER est abrogé.

ARTICLE 4 : Mesure exécutoire

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
Monsieur le Maire de la commune de UTTWILLER ,
Monsieur le Président de l'Association Foncière de Remembrement de UTTWILLER ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Délai et voies de recours

La décision peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux préalable auprès du préfet du Bas-Rhin ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'agriculture dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois à compter de la réception de l'un de ces recours fait naître une décision tacite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la présente décision ou de la date de rejet express ou tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

**Liste des personnes agréées habilitées
à dispenser la formation des maîtres de chiens dangereux**

- Arrêté préfectoral du 12 septembre 2016, signé par M. Dominique-Nicolas JANE, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Bas-Rhin.

Article 1 :

La liste des personnes agréées habilitées à dispenser la formation des maîtres de chiens dangereux, prévue par l'article L. 211-13-1 du code rural, figure en annexe.

Article 2 :

La liste, prévue à l'annexe, est disponible en préfecture et dans les mairies. Elle est régulièrement mise à jour.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Article 4 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016 relatif à la liste des personnes agréées habilitées à dispenser la formation des maîtres de chiens dangereux.

Article 5 : Le Directeur de Cabinet, le Directeur Départemental de la Protection des Populations, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Commandant du Groupement de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ANNEXE

Liste des personnes agréées habilitées à dispenser la formation des maîtres de chiens dangereux
prévue par l'article L. 211-13-1 du code rural

Arrêté du 12 septembre 2016

Nom	Adresse professionnelle	Téléphone	Qualification diplôme, titre ou qualification	Lieux de délivrance des formations
MICHAUX Jean-Michel	ISTAV 85, avenue Pasteur 93260 LES LILAS	01.43.62.67.82	Docteur Vétérinaire	Amis du Chien de Défense 78 Rte de la Wantzenau 67000 STRASBOURG et selon les demandes des collectivités locales

Nom	Adresse professionnelle	Téléphone	Qualification diplôme, titre ou qualification	Lieux de délivrance des formations
FOESSEL Philippe	EDUCATION CANINE LES DEUX COMPLICES 3 Route de Soufflenheim 67410 DRUSENHEIM	06 31 94 48 39 09 52 15 15 53	Educateur canin	154 rue des Frères 67770 DAHLUNDEN 3 Route de Soufflenheim 67410 DRUSENHEIM et selon les demandes des collectivités locales
DUCRET Sylvie	LE CHIEN ET VOUS 22 A Rue d'Adelshoffen 67300 SCHILTIGHEIM	06.62.76.94.91	Educateur canin	Selon les demandes des collectivités locales
FREY Alain	EDUCANIN Route de Baerendorf 67320 KIRRBURG	03 88 01 99 20	Educateur canin	Selon les demandes des collectivités locales
WEBER Patrick	TRANS-DOGS 87 du Général Leclerc 67540 OSTWALD	06 11 98 26 40	Educateur canin	Selon les demandes des collectivités locales
VAN-MAURICK Jérôme	PLIX L'ECOLE DU CHIEN Lieu Dit Ewigkeit Route de Weitbruch 67500 HAGUENAU	06 66 42 39 54	Educateur canin	Selon les demandes des collectivités locales
BLANCHARD Gérard	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT	03 88 92 00 37	Moniteur de Club habilité à la pratique des disciplines incluant du mordant	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT
RAIMBAUX Serge	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT	03 88 92 00 37	Moniteur en Education Canine	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT
GUIOT Isabelle épouse STURNY	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT	03 88 92 00 37	Moniteur en Education Canine	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT
AUGUSTIN Pascale épouse FRERING	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT	03 88 92 00 37	Moniteur en Education Canine	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT
SCHWENZEL Martine épouse HERBST	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT	03 88 92 00 37	Moniteur en Education Canine	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT
HALTER Fabien	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT	03 88 92 00 37	Moniteur en Education Canine	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT
JARDEL Dieudonné	SOCIÉTÉ DU CHIEN DE BERGER ALLEMAND - CLUB CANIN DE HAGUENAU rue Lerchenberg 67500 HAGUENAU	03 88 93 57 24	Educateur canin	SOCIÉTÉ DU CHIEN DE BERGER ALLEMAND - CLUB CANIN DE HAGUENAU rue Lerchenberg 67500 HAGUENAU

Nom	Adresse professionnelle	Téléphone	Qualification diplôme, titre ou qualification	Lieux de délivrance des formations
KOPF Katia épouse TREIBER	SOCIÉTÉ DU CHIEN DE BERGER ALLEMAND - CLUB CANIN DE HAGUENAU rue Lerchenberg 67500 HAGUENAU	03 88 93 57 24	Moniteur en Education Canine	SOCIÉTÉ DU CHIEN DE BERGER ALLEMAND - CLUB CANIN DE HAGUENAU rue Lerchenberg 67500 HAGUENAU
SINGER Rémy	SOCIÉTÉ DU CHIEN DE BERGER ALLEMAND - CLUB CANIN DE HAGUENAU rue Lerchenberg 67500 HAGUENAU	03 88 93 57 24	Educateur canin	SOCIÉTÉ DU CHIEN DE BERGER ALLEMAND - CLUB CANIN DE HAGUENAU rue Lerchenberg 67500 HAGUENAU
SMANIOTTO Andrée épouse SCHMITT	TRAINING CLUB CANIN DE BEINHEIM RUE DU FOYER 67930 BEINHEIM		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE BEINHEIM RUE DU FOYER 67930 BEINHEIM
BELLER Marc	TRAINING CLUB CANIN DE BEINHEIM rue du foyer 67930 BEINHEIM		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE BEINHEIM rue du foyer 67930 BEINHEIM
KAERLE Jacky	LES AMIS DU CHIEN DE DÉFENSE 1978 route de la Wantzenau 67000 STRASBOURG	03 88 96 37 64	Moniteur en Education Canine	LES AMIS DU CHIEN DE DÉFENSE 1978 route de la Wantzenau 67000 STRASBOURG
GARTISER Franck	LES AMIS DU CHIEN DE DÉFENSE 1978 route de la Wantzenau 67000 STRASBOURG	03 88 96 37 64	Moniteur en Education Canine	LES AMIS DU CHIEN DE DÉFENSE 1978 route de la Wantzenau 67000 STRASBOURG
BOURDIN Monique	ISTAV 85, avenue Pasteur 93260 LES LILAS	01.43.62.67.82	Docteur Vétérinaire	Selon les demandes des collectivités locales
SCHWEIGARDT Georges	TRAINING CLUB CANIN DE WISSEMBOURG Im Bockler 67160 WISSEMBOURG	03 88 94 08 22	Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE WISSEMBOURG terrain du Rennfeld 67160 WISSEMBOURG
SCHULZ épouse KURTZ Monika	TRAINING CLUB CANIN DE WISSEMBOURG Im Bockler 67160 WISSEMBOURG	03 88 94 08 22	Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE WISSEMBOURG terrain du Rennfeld 67160 WISSEMBOURG
MUCKENSTURM Maurice	TRAINING CLUB CANIN DE WISSEMBOURG Im Bockler 67160 WISSEMBOURG	03 88 94 08 22	Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE WISSEMBOURG terrain du Rennfeld 67160 WISSEMBOURG
OBERNESSER Alain	ALAIN OBERNESSER COMPORTEMENTALISTE 40, rue principale 67250 STUNDVILLER	03 88 94 08 22	Moniteur en Education Canine	ALAIN OBERNESSER COMPORTEMENTALISTE 40, rue principale 67250 STUNDVILLER
BRUDER épouse SERGENT Laurence	LAURENCE BRUDER- SERGENT COMPORTEMENTALISTE 13, rue de Molsheim 67280 OBERHASLACH	03 88 48 87 85	Educateur Canin	MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 1, rue de la Fonderie 67120 MOLSHEIM
DELDALLE Jean-Pierre	CLUB CANIN DE BISCHEIM rue de la Sauer 6700 STRASBOURG		Moniteur en Education Canine	CLUB CANIN DE BISCHEIM rue de la Sauer 6700 STRASBOURG

Nom	Adresse professionnelle	Téléphone	Qualification diplôme, titre ou qualification	Lieux de délivrance des formations
WILMOUTH Christophe	CLUB CANIN DE BISCHEIM rue de la Sauer 6700 STRASBOURG		Moniteur en Education Canine	CLUB CANIN DE BISCHEIM rue de la Sauer 6700 STRASBOURG
FREIERMUTH Michel	CLUB CANIN DE BISCHEIM rue de la Sauer 6700 STRASBOURG		Educateur Canin	CLUB CANIN DE BISCHEIM rue de la Sauer 6700 STRASBOURG
KNAUB Arsène	TRAINING CLUB CANIN DE BEINHEIM rue du foyer 67930 BEINHEIM		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE BEINHEIM rue du foyer 67930 BEINHEIM
GODBILLON épouse CAMUS Brigitte	TRAINING CLUB CANIN D'INGWILLER ET ENVIRONS chemin d'Offwiller 67340 INGWILLER	03 88 89 53 52	Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN D'INGWILLER ET ENVIRONS chemin d'Offwiller 67340 INGWILLER
STAUB épouse CARON Yolande	TRAINING CLUB CANIN D'INGWILLER ET ENVIRONS chemin d'Offwiller 67340 INGWILLER	03 88 89 53 52	Educateur Canin	TRAINING CLUB CANIN D'INGWILLER ET ENVIRONS chemin d'Offwiller 67340 INGWILLER
CARON Christian	TRAINING CLUB CANIN D'INGWILLER ET ENVIRONS chemin d'Offwiller 67340 INGWILLER	03 88 89 53 52	Educateur Canin	TRAINING CLUB CANIN D'INGWILLER ET ENVIRONS chemin d'Offwiller 67340 INGWILLER
CRONIMUS Damien	TRAINING CLUB CANIN D'INGWILLER ET ENVIRONS chemin d'Offwiller 67340 INGWILLER	03 88 89 53 52	Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN D'INGWILLER ET ENVIRONS chemin d'Offwiller 67340 INGWILLER
ROOS Christian	TRAINING CLUB CANIN D'INGWILLER ET ENVIRONS chemin d'Offwiller 67340 INGWILLER	03 88 89 53 52	Moniteur de Club	TRAINING CLUB CANIN D'INGWILLER ET ENVIRONS chemin d'Offwiller 67340 INGWILLER
LUX Patrick	TRAINING CLUB CANIN DE BETSCHDORF ET ENVIRONS Route de Soufflenheim 67660 BETSCHDORF	03 88 54 41 20	Moniteur de Club	TRAINING CLUB CANIN DE BETSCHDORF ET ENVIRONS Route de Soufflenheim 67660 BETSCHDORF
NEUMEYER Yannick	TRAINING CLUB CANIN DE BETSCHDORF ET ENVIRONS Route de Soufflenheim 67660 BETSCHDORF	03 88 54 41 20	Moniteur de Club	TRAINING CLUB CANIN DE BETSCHDORF ET ENVIRONS Route de Soufflenheim 67660 BETSCHDORF
WOLF épouse SPEYSER Laurence	TRAINING CLUB DU GIRLENHIRSCH 1, rue du Girlenhirsch 67400 ILLKIRCH		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB DU GIRLENHIRSCH 1, rue du Girlenhirsch 67400 ILLKIRCH
POURE Jean-Pierre	TRAINING CLUB DU GIRLENHIRSCH 1, rue du Girlenhirsch 67400 ILLKIRCH		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB DU GIRLENHIRSCH 1, rue du Girlenhirsch 67400 ILLKIRCH

Nom	Adresse professionnelle	Téléphone	Qualification diplôme, titre ou qualification	Lieux de délivrance des formations
OFFNER Eric	TRAINING CLUB DU GIRLENHIRSCH 1, rue du Girlenhirsch 67400 ILLKIRCH		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB DU GIRLENHIRSCH 1, rue du Girlenhirsch 67400 ILLKIRCH
OFFNER Laurence	TRAINING CLUB DU GIRLENHIRSCH 1, rue du Girlenhirsch 67400 ILLKIRCH		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB DU GIRLENHIRSCH 1, rue du Girlenhirsch 67400 ILLKIRCH
ZAUGG Delphine	TRAINING CLUB CANIN VALLEE DE LA BRUCHE Terrain du Floessplatz 67280 NIEDERHASLACH		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN VALLEE DE LA BRUCHE Terrain du Floessplatz 67280 NIEDERHASLACH
MONROLIN épouse ZAUGG Marie-José	TRAINING CLUB CANIN VALLEE DE LA BRUCHE Terrain du Floessplatz 67280 NIEDERHASLACH		Moniteur de Club	TRAINING CLUB CANIN VALLEE DE LA BRUCHE Terrain du Floessplatz 67280 NIEDERHASLACH
BRESO Fabrice	TRAINING CLUB CANIN VALLEE DE LA BRUCHE Terrain du Floessplatz 67280 NIEDERHASLACH		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN VALLEE DE LA BRUCHE Terrain du Floessplatz 67280 NIEDERHASLACH
SCHAEFFER Claude	TRAINING CLUB CANIN VALLEE DE LA BRUCHE Terrain du Floessplatz 67280 NIEDERHASLACH		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN VALLEE DE LA BRUCHE Terrain du Floessplatz 67280 NIEDERHASLACH
BARBIER Armand	SOCIETE DU CHIEN DE DEFENSE DE REICHSHOFFEN Rue Emile Mathis 67110 REICHSHOFFEN		Moniteur de club	SOCIETE DU CHIEN DE DEFENSE DE REICHSHOFFEN Rue Emile Mathis 67110 REICHSHOFFEN
CHALLAL Pascal	SOCIETE DU CHIEN DE DEFENSE DE REICHSHOFFEN Rue Emile Mathis 67110 REICHSHOFFEN		Moniteur en Education Canine	SOCIETE DU CHIEN DE DEFENSE DE REICHSHOFFEN Rue Emile Mathis 67110 REICHSHOFFEN
WALTER Gérard	SOCIETE DU CHIEN DE DEFENSE DE REICHSHOFFEN Rue Emile Mathis 67110 REICHSHOFFEN		Moniteur en Education Canine	SOCIETE DU CHIEN DE DEFENSE DE REICHSHOFFEN Rue Emile Mathis 67110 REICHSHOFFEN
KAUTZMANN Fabien	SOCIETE DU CHIEN DE DEFENSE DE REICHSHOFFEN Rue Emile Mathis 67110 REICHSHOFFEN		Moniteur en Education Canine	SOCIETE DU CHIEN DE DEFENSE DE REICHSHOFFEN Rue Emile Mathis 67110 REICHSHOFFEN
SPRAUEL épouse PAYART Huguette	Amis du Berger Allemand de Graffenstaden Siège social : 7, rue du raisin 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN		Moniteur en Education Canine	Amis du Berger Allemand de Graffenstaden 1, rue du Girlenhirsch 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN
FRUHAUF Pierre	Amis du Berger Allemand de Graffenstaden Siège social : 7, rue du raisin 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN		Moniteur en Education Canine	Amis du Berger Allemand de Graffenstaden 1, rue du Girlenhirsch 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN
JUNG Andrée	LES AMIS DU CHIEN DE DÉFENSE 1978 route de la Wantzenau 67000 STRASBOURG	03 88 96 37 64	Moniteur en Education Canine	LES AMIS DU CHIEN DE DÉFENSE 1978 route de la Wantzenau 67000 STRASBOURG

Nom	Adresse professionnelle	Téléphone	Qualification diplôme, titre ou qualification	Lieux de délivrance des formations
BOHY Martine	MARTINE BOHY 13, rue de Molsheim 67280 OBERHASLACH		Educateur Canin	MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION 1, rue de la Fonderie 67120 MOLSHEIM
ZILLIOX Stéphan	Docteur Stéphan ZILLIOX 1, rue de Graffenstaden 67380 LINGOLSHEIM		Docteur Vétérinaire	Selon les demandes des collectivités locales
STRECKER épouse DESMOULIN Isabelle	TRAINING CLUB CANIN DE SAVERNE Chemin du Niderbarr 67700 SAVERNE	03.88.91.13.93	Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE SAVERNE Chemin du Niderbarr 67700 SAVERNE
FOGEL Patrice	TRAINING CLUB CANIN DE SAVERNE Chemin du Niderbarr 67700 SAVERNE	03.88.91.13.93	Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE SAVERNE Chemin du Niderbarr 67700 SAVERNE
GRAUFFEL Véronique	TRAINING CLUB CANIN DE SAVERNE Chemin du Niderbarr 67700 SAVERNE	03.88.91.13.93	Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE SAVERNE Chemin du Niderbarr 67700 SAVERNE
SCHNITZLER Daniel	TRAINING CLUB CANIN DE SAVERNE Chemin du Niderbarr 67700 SAVERNE	03.88.91.13.93	Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE SAVERNE Chemin du Niderbarr 67700 SAVERNE
LACK Daniel	TRAINING CLUB CANIN DE SAVERNE Chemin du Niderbarr 67700 SAVERNE	03.88.91.13.93	Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN DE SAVERNE Chemin du Niderbarr 67700 SAVERNE
ROHMER Jean-Marie	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Siège Social : 81, rue des Forgerons 67150 NORDHOUSE		Moniteur de Club	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Route du Rhin 67150 ERSTEIN
BECHTEL épouse LAAS Violette	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Siège Social : 81, rue des Forgerons 67150 NORDHOUSE		Moniteur de Club	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Route du Rhin 67150 ERSTEIN
AVRIL Bruno	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Siège Social : 81, rue des Forgerons 67150 NORDHOUSE		Moniteur de Club	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Route du Rhin 67150 ERSTEIN
MISSEMER Romain	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Siège Social : 81, rue des Forgerons 67150 NORDHOUSE		Moniteur de Club	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Route du Rhin 67150 ERSTEIN
RIEHL Christian	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Siège Social : 81, rue des Forgerons 67150 NORDHOUSE		Moniteur de Club	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Route du Rhin 67150 ERSTEIN
CILIA Louis	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Siège Social : 81, rue des Forgerons 67150 NORDHOUSE		Educateur Canin	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Route du Rhin 67150 ERSTEIN

Nom	Adresse professionnelle	Téléphone	Qualification diplôme, titre ou qualification	Lieux de délivrance des formations
ANDRES épouse FENDER Nadine	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Siège Social : 81, rue des Forgerons 67150 NORDHOUSE		Moniteur de Club	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Route du Rhin 67150 ERSTEIN
KLEIN épouse ROTHSTEIN Fabienne	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Siège Social : 81, rue des Forgerons 67150 NORDHOUSE		Moniteur en Education Canine	TRAINING CLUB CANIN D'ERSTEIN Route du Rhin 67150 ERSTEIN
BLOCH Hervé	Docteur BLOCH Hervé 37, rue principale 67300 SCHILTIGHEIM		Docteur Vétérinaire	Selon les demandes des collectivités locales
GASS épouse CLEMENT Nadia	GASS épouse CLEMENT Nadia 21, rue de Brunstatt 68440 BRUEBACH	06.73.36.40.26	Educateur Canin	Selon les demandes des collectivités locales
BAUER Rémy	ASSOCIATION CYNPHILE DE RECHERCHE D'ALSACE Siège Social : 144 A, rue du Moulin 67360 GOERSDORF	09.53.72.18.11	Moniteur en Education Canine	Selon les demandes des collectivités locales
FLICK Patrick	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE MOTHERN Route du Rhin 67470 MOTHERN	03.88.94.63.42	Moniteur de Club	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE MOTHERN Route du Rhin 67470 MOTHERN
HOF Francis	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE MOTHERN Route du Rhin 67470 MOTHERN	03.88.94.63.42	Moniteur de Club	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE MOTHERN Route du Rhin 67470 MOTHERN
WENGER épouse WEBER Cécile	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG	03.88.31.21.78	Moniteur en Education Canine	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG
EHLER Elisabeth	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG	03.88.31.21.78	Moniteur en Education Canine	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG
WAGNER Muriel	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG	03.88.31.21.78	Moniteur en Education Canine	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG
KOLLROS Thierry	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG	03.88.31.21.78	Moniteur en Education Canine	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG
AEMMER Yves	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG	03.88.31.21.78	Moniteur en Education Canine	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG
RESCH épouse AEMMER Laurence	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG	03.88.31.21.78	Moniteur en Education Canine	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG
HORNECKER Charles	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG	03.88.31.21.78	Moniteur en Education Canine	GROUPEMENT LES AMIS DU CHIEN BOXER 160, rue Mélanie 67000 STRASBOURG

Nom	Adresse professionnelle	Téléphone	Qualification diplôme, titre ou qualification	Lieux de délivrance des formations
BARBEY Olic	CLUB CANIN SCHIRRHEIN- SCHIRRHOFEN Siège Social : 8A, rue de la gare 67720 WEYERSHEIM		Educateur Canin	CLUB CANIN SCHIRRHEIN- SCHIRRHOFEN Lieu-dit OBERLAND 67240 SCHIRRHEIN
HENRIQUES Carlos	CLUB CANIN SCHIRRHEIN- SCHIRRHOFEN Siège Social : 8A, rue de la gare 67720 WEYERSHEIM		Moniteur de Club	CLUB CANIN SCHIRRHEIN- SCHIRRHOFEN Lieu-dit OBERLAND 67240 SCHIRRHEIN
ROLLING Evelyne	CLUB DE DRESSAGE DE WESTHOFFEN ET ENVIRONS Lieu-dit du "Geierstein" 67310 WESTHOFFEN		Moniteur de Club	CLUB DE DRESSAGE DE WESTHOFFEN ET ENVIRONS Lieu-dit du "Geierstein" 67310 WESTHOFFEN
WIEDEMANN Christophe	CLUB DE DRESSAGE DE WESTHOFFEN ET ENVIRONS Lieu-dit du "Geierstein" 67310 WESTHOFFEN		Moniteur en Education Canine	CLUB DE DRESSAGE DE WESTHOFFEN ET ENVIRONS Lieu-dit du "Geierstein" 67310 WESTHOFFEN
MEURANT Michel	6, impasse Jean Mermoz 88190 GOLBEY		Educateur Canin	6, impasse Jean Mermoz 88190 GOLBEY
FEHR épouse WICKERSHEIMER Rachel	PASSION CHIENS 15, rue des noyers 67310 BALBRONN	06.78.67.63.08	Educateur Canin	PASSION CHIENS 15, rue des noyers 67310 BALBRONN
DE CARVALHO FERNANDES Alexandre- Luis	18, rue de la Division Leclerc 67170 BRUMATH	06.11.04.47.28	Educateur Canin	18, rue de la Division Leclerc 67170 BRUMATH
MATHIOT épouse ZEY Magali	ZEN EDUCATION 21, rue de l'Etang 67820 WITTISHEIM		Moniteur en éducation Canine	Selon les demandes des collectivités locales
ZEY Vincent	ZEN EDUCATION 21, rue de l'Etang 67820 WITTISHEIM		Moniteur en éducation canine	Selon les demandes des collectivités locales
ROSER Bernard	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE DE VENDENHEIM Rue de la forêt 67550 VENDENHEIM	03.88.69.57.49	Moniteur de Club	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE DE VENDENHEIM Rue de la forêt 67550 VENDENHEIM
BRAMI Rosemary	BRAMI Rosemary 28, rue de Saint Cado 56550 BELZ	06.29.46.31.43		Selon les demandes des collectivités locales
DESMARIS Eloïse	CALIO – Eloïse DESMARIS 6, rue du Tabac 67370 TRUCHTERSHEIM	06.77.51.22.64	Educateur Canin	Selon les demandes des collectivités locales
REUTHER Francis	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE DE VENDENHEIM Rue de la Forêt 67550 VENDENHEIM	03.88.69.57.49	Moniteur de Club	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE DE VENDENHEIM Rue de la Forêt 67550 VENDENHEIM
FRITSCH Guy	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE DE VENDENHEIM Rue de la Forêt 67550 VENDENHEIM	03.88.69.57.49	Moniteur de Club	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE DE VENDENHEIM Rue de la Forêt 67550 VENDENHEIM

Nom	Adresse professionnelle	Téléphone	Qualification diplôme, titre ou qualification	Lieux de délivrance des formations
TERRIER Philippe	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE DE VENDENHEIM Rue de la Forêt 67550 VENDENHEIM	03.88.69.57.49	Moniteur de Club	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE DE VENDENHEIM Rue de la Forêt 67550 VENDENHEIM
L'HOMMELET Eric	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE DE VENDENHEIM Rue de la Forêt 67550 VENDENHEIM	03.88.69.57.49	Moniteur de Club	AMICALE DU CHIEN DE DEFENSE DE VENDENHEIM Rue de la Forêt 67550 VENDENHEIM
HOHNSBEEN Ludovic	HOHNSBEEN Ludovic 9, rue du sureau 67201 ECKBOLSHEIM	06.58.31.15.08	Educateur Canin	Selon les demandes des collectivités locales
FIX Alexandre	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT	03 88 92 00 37	Moniteur en Education Canine	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT
JEHL Françoise	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT	03 88 92 00 37	Moniteur en Education Canine	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT
KNEZ épouse HIPPERT Ketty	KNEZ épouse HIPPERT Ketty 11, rue de la vallée 67520 KUTTOLSHEIM	06.18.52.48.90	Educateur Canin	KNEZ épouse HIPPERT Ketty 11, rue de la vallée 67520 KUTTOLSHEIM
BEYER Marc	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT		Moniteur en Education Canine	CLUB CANIN DE SELESTAT Route de Colmar 67600 SELESTAT
DIETRICH époux DIETRICH-MILLERAND Marc	Monsieur MARC DIETRICH-MILLERAND 37,rue du Zornhoff 67700 MONSWILLER	06.43.00.93.31	Educateur Canin	Monsieur MARC DIETRICH-MILLERAND 37,rue du Zornhoff 67700 MONSWILLER
VOLKRINGER Magali	VOLKRINGER Magali 1, rue du Giessen 67220 LALAYE	06 08 36 77 65	Educateur Canin	VOLKRINGER Magali 1, rue du Giessen 67220 LALAYE
MOEGLIN Clément	ANIMALS COMPORTEMENTS ET COMMUNICATION MOEGLIN CLEMENT 7, rue de la Nouvelle Eglise 67450 MUNDOLSHEIM	06.84.61.90.09	Educateur Canin	Selon les demandes des collectivités locales

**Attribution d'une habilitation sanitaire
à Monsieur le Dr vétérinaire Krzysztof FRATCZAK**

- Arrêté préfectoral du 21 septembre 2016, signé par le Docteur Frédérique ASELMEYER, chef du service SPAE de la Direction Départementale de la Protection des Populations.

ARTICLE 1 :

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribué pour une durée de cinq ans à Monsieur le Dr vétérinaire **Krzysztof FRATCZAK**, administrativement domicilié au 30 route de Schweighouse 67500 HAGUENAU.

ARTICLE 2 :

Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet du Bas-Rhin du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

ARTICLE 3 :

Le titulaire de la présente habilitation s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 4 :

Le titulaire de la présente habilitation pourra être appelé par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire.. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 5 :

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 6 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

COMMUNIQUES ET AVIS

FOYER DE LA JEUNESSE CHARLES FREY A STRASBOURG

Avis de concours interne sur titres en vue de pourvoir 2 postes de cadres socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière

Un arrêté du président du conseil départemental du Bas-Rhin en date du 23 septembre 2016, a ouvert un concours interne sur titres pour le recrutement de **cadres socio-éducatifs** de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir **2 postes** au Foyer de la Jeunesse Charles Frey.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 5 du décret n° 2007-839 du 11 mai 2007 modifié portant statut particulier des cadres socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière.

Les candidats doivent en outre être titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS) institué par le décret du 25 mars 2004 ou d'une autre qualification reconnue comme équivalente par la commission instituée par l'article 8 du décret du 13 février 2007.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des intéressés, doivent être adressées à :

Madame la Directrice du Foyer de la Jeunesse Charles Frey
1 Place Henri WILL-BP. 40
67027 STRASBOURG CEDEX

dans le délai de **deux mois** à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Consultable sur le site de la préfecture du Bas-Rhin à l'adresse :
[http://www.bas-rhin.gouv.fr / publications / publications officielles / RAA recueil des actes administratifs](http://www.bas-rhin.gouv.fr/publications/publications_officielles/RAA_recueil_des_actes_administratifs)
- Dépôt légal n° 100524/06 -

Le Directeur de la Publication : Mme Eve KUBICKI – Secrétariat : Mme Lucienne JOHNER
pref-recueilaa@bas-rhin.gouv.fr